

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUET
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 155
N° 40

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 5
no Atopa 2006

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 387 AC.DIR/ADM du 6 septembre 2006 modifiant l'arrêté n° 158 AC.DIR/ADM du 6 avril 2006 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française et fixant la durée de son mandat 3472

Arrêté n° HC 411 SATPN du 15 septembre 2006 fixant les résultats définitifs des concours interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, au titre de l'année 2006 3473

Arrêté n° HC 1508 du 23 septembre 2006 constatant M. Jean-Alain Frébault, démissionnaire d'office de son mandat de représentant à l'assemblée de la Polynésie française 3474

EXTRAITS

Arrêté n° HC 350 DRRT du 7 août 2006 portant attribution de subvention au profit de l'association Heiva des sciences pour l'organisation de la fête de la science 2006, ministère 206, programme 172, action 04, sous-action 01, catégorie 64 3475

Arrêté n° 25-06 MARQ du 14 août 2006 portant attribution d'une subvention au titre du programme 119, concours financiers aux communes et groupements de communes, ministère de l'intérieur et collectivités territoriales, année 2006, à la commune de Hiva Oa (Hanaïapa, Hanapaoa, Naohe et Taa'oa) pour l'opération intitulée "Acquisition de 4 sirènes d'alerte" 3475

Arrêté n° HC 386 DAE/BASID du 5 septembre 2006 attribuant une subvention à la Polynésie française au titre des actions de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la formation 3475

Arrêté n° 403 CAB/DPC/DP du 8 septembre 2006 portant retrait d'agrément pour les formations aux premiers secours au comité de sauvetage et de secourisme de Polynésie 3475

Arrêté n° 404 CAB/DPC du 11 septembre 2006 fixant les résultats de l'examen pour un monitorat national des premiers secours le 8 septembre 2006 au Syndicat central de l'hydraulique (Tahiti) 3475

Erratum à l'arrêté n° HC 9 ISLV du 25 août 2006 nommant les représentants de l'administration au sein des commissions chargées de la révision des listes électorales 2006-2007 aux Iles Sous-le-Vent. (JOPF n° 38 du 21 septembre 2006, page 3298). 3475

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1043 CM du 22 septembre 2006 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à l'aménagement de la route territoriale n° 2 (tunnel de la pointe Arahoho) sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra	3476
Arrêté n° 1044 CM du 22 septembre 2006 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à l'acquisition à titre de régularisation de certaines parcelles de terre constituant l'emprise de l'aérodrome de Hikueru	3477
Arrêté n° 1051 CM du 22 septembre 2006 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 2006-47 APF du 31 juillet 2006 portant reprise du dispositif de soutien de la pêche	3479
Arrêté n° 1053 CM du 22 septembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 570 CM du 27 avril 2001 fixant la liste des services et des emplois autorisés à effectuer des travaux supplémentaires	3484
Arrêté n° 1056 CM du 25 septembre 2006 portant nomination de Mme Ingrid Izquierdo-Maignan en qualité de chef du service des affaires économiques	3484

EXTRAITS

Arrêté n° 1040 CM du 22 septembre 2006 portant nomination du docteur Carole Lafargue en qualité de directeur par intérim de l'établissement public administratif dénommé Fare Tama Hau pour la période du 14 septembre au 2 octobre 2006	3484
Arrêté n° 1041 CM du 22 septembre 2006 portant nomination de M. Régis Thual en qualité de directeur de la santé par intérim pour la période du 16 au 21 septembre 2006 inclus	3485
Arrêté n° 1042 CM du 22 septembre 2006 portant interdiction d'exploitation d'une partie de la jetée d'accès au quai de Tikehau à tout véhicule	3485
Arrêté n° 1048 CM du 22 septembre 2006 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 20-06 CHPF du 26 juin 2006 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française proposant le nouveau tarif de l'unité d'hospitalisation temporaire (HUR)	3485
Arrêté n° 1054 CM du 25 septembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement situé dans la zone des cinquante pas géométriques sis à Paahetea, commune de Nuku Hiva, au profit de l'association sportive Nuku A Hoe	3485
Arrêté n° 1055 CM du 25 septembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 445 CM du 12 mars 2004 modifié relatif aux modalités d'attribution des aides de la dotation pour le développement de la pêche lagonaire	3486
Arrêté n° 1057 CM du 25 septembre 2006 portant nomination du chef du service du plan et de la prévision économique par intérim (M. Frédéric Donzel)	3486
Arrêté n° 1058 CM du 25 septembre 2006 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 30-04 CA.RNS du 24 novembre 2004 relative au projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées	3486
Arrêté n° 1059 CM du 25 septembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 294 CM du 9 février 2005 portant affectation d'une parcelle détachée de la terre Tahua-Raumanu 2 lot CT cadastrée commune de Punaauia, au profit de la direction de l'environnement	3486
Arrêts n° 1060 à n° 1062 CM du 26 septembre 2006 approuvant et rendant exécutoires respectivement les délibérations n° 7-06 à n° 9-06 CAPF du 31 juillet 2006 du Conservatoire artistique de la Polynésie française : - portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2005 ; - portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1 de l'exercice 2006 ; - autorisant le Conservatoire artistique de la Polynésie française à payer une facture à l'association Musique en Polynésie	3486
Arrêté n° 1064 CM du 26 septembre 2006 portant abrogation de l'arrêté n° 478 CM du 2 mars 2005 autorisant le prêt à usage ou commodat de la parcelle B n° 41 pour 67 ares 19 centiares du domaine de Outumaoro sis à Punaauia par la Polynésie française au profit de l'association Vai Puna Bel Air	3487
Arrêté n° 1069 CM du 29 septembre 2006 portant nomination de M. Antoine Nesa en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim du 2 au 6 octobre 2006	3487

Arrêté n° 1070 CM du 29 septembre 2006 portant nomination de M. Alain Santoni, attaché d'administration, en qualité de chef de service par intérim du service de la pêche du mardi 26 septembre au mardi 3 octobre 2006 3487

Arrêté n° 1071 CM du 29 septembre 2006 modifiant l'arrêté n° 970 CM du 7 septembre 2006 portant nomination au service d'assistance et de sécurité 3487

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 2493 PR du 21 septembre 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre du logement et des affaires foncières 3487

Arrêtés n° 2564 à n° 2566 PR du 26 septembre 2006 respectivement relatifs à l'exercice des attributions : - du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ; - du ministre de la famille, de l'enfance et de la condition féminine ; - du ministre du développement des archipels 3487

Arrêté n° 2568 PR du 26 septembre 2006 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah 3488

Arrêté n° 2604 PR du 29 septembre 2006 portant modification de la délégation de signature au service d'assistance et de sécurité 3488

Arrêté n° 2605 PR du 29 septembre 2006 modifiant l'arrêté n° 34 PR du 30 mars 2005 portant délégation de signature et pouvoir de représentation au secrétaire général du gouvernement 3489

EXTRAITS

Arrêtés n° 2513 et n° 2514 PR du 25 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Tahuata pour les travaux de bétonnage de la deuxième tranche des routes communales dans les vallées de Tahuata, et pour la réalisation du forage vertical à Hapatonu 3489

Arrêté n° 2515 PR du 25 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Anaa pour l'acquisition d'un chargeur excavateur 3490

Arrêté n° 2516 PR du 25 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Tureia pour l'acquisition d'un broyeur de déchets végétaux 3490

Arrêté n° 2517 PR du 25 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Nukutavake pour l'acquisition d'un chargeur excavateur 3490

Arrêté n° 2518 PR du 25 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Tatakoto pour l'acquisition d'un groupe électrogène 3490

Arrêté n° 2519 PR du 25 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Tureia pour l'acquisition d'une pelle hydraulique sur chenilles de 16 tonnes 3490

Arrêté n° 2520 PR du 25 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Manihi pour l'acquisition d'un bateau équipé de deux moteurs 3490

Arrêté n° 2521 PR du 25 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Hao pour l'extension du réseau électrique des zones 1 et 2 3490

Arrêtés n° 2522 et n° 2523 PR du 25 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Hikueru pour l'acquisition d'une navette de liaison, et pour l'aménagement du bâtiment paracyclonique à usage de mairie et d'infirmerie 3490

Arrêtés n° 2561 et n° 2562 PR du 25 septembre 2006 portant octroi d'aides au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à MM. John Tetauria Fauura et Rony Eric Moe Ebb 3490

Arrêtés n° 2571 à n° 2573 PR du 26 septembre 2006 accordant aux étudiantes sages-femmes de 1re, 2e et 4e année de l'école de formation de sages-femmes en Polynésie française le bénéfice d'une bourse de formation au titre de l'année universitaire 2006-2007 3491

Arrêtés n° 2574 à n° 2576 PR du 26 septembre 2006 portant octroi du bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée respectivement à la SA Sofitel Motu, la SA Marara et la SAS SPPH - Novotel Rangiroa 3491

Arrêté n° 2579 PR du 27 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Arue pour la réalisation de travaux de voirie du lotissement de Erima.	3491
Arrêté n° 2580 PR du 27 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française au Syndicat pour l'électrification des communes du Sud de Tahiti (SECOSUD) pour la réalisation du réseau d'électrification de la vallée de Mahateaho sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra.	3491
Arrêtés n° 2581 et n° 2582 PR du 27 septembre 2006 accordant le concours financier de la Polynésie française à la commune de Tairapu-Est pour la réalisation de la deuxième tranche de l'extension du parc à matériel, et pour la réfection de la station d'épuration du lotissement Maire Nui et la réalisation d'un émissaire dans la commune associée de Tautira.	3491
Arrêté n° 2589 PR du 28 septembre 2006 portant versement d'une subvention d'investissement de cinq cent millions de francs CFP à l'établissement public dénommé Fonds de développement des archipels (FDA) au titre du programme d'aides à la construction de logements dans les archipels.	3492
Vice-présidence, ministère du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication	
Arrêté n° 334 VP du 27 septembre 2006 créant des subdivisions des comptes de la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française.	3492
Arrêté n° 335 VP du 29 septembre 2006 portant délégation de signature du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, à M. William Vanizette, chef du service du commerce extérieur.	3496
Arrêté n° 336 VP du 29 septembre 2006 portant délégation de signature du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication à Mme Ingrid Izquierdo épouse Maignan, chef du service des affaires économiques.	3496
Ministère de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports	
Arrêté n° 638 MET/AU du 26 septembre 2006 autorisant M. Thierry Barbion pour le compte des SCI Delano 3 et 5 à procéder à la vente en l'état futur d'achèvement des lots compris dans le lotissement "Miri extension" avant d'avoir exécuté les travaux prescrits par l'arrêté n° 959 MEP du 29 décembre 2003.	3497
EXTRAITS	
Arrêté n° 622 MET du 19 septembre 2006 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora.	3498
Arrêté n° 623 MET du 19 septembre 2006 portant attribution en faveur de Mme Veheata Pelerin d'une autorisation de dispenser la formation pratique du brevet de sécurité routière.	3498
Arrêté n° 624 MET du 19 septembre 2006 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de Rangiroa de la société Gauguin's Pearl.	3499
Arrêté n° 625 MET du 20 septembre 2006 complétant l'arrêté n° 5093 SEQ du 22 mai 1990 qui a ordonné la déconsignation de l'indemnité d'expropriation concernant les parcelles des terres Tunaiti 1, lot 1, et Tunaiti 2, lot 2, nécessaires aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete.	3499
Arrêté n° 626 MET du 20 septembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Niaupara lot 2 partie (plans 12 a et 12 b) nécessaires aux travaux d'aménagement de la route traversière reliant la baie de Paopao à la baie de Opunohu à Moorea, dite "route des Ananas".	3499
Arrêté n° 627 MET du 22 septembre 2006 complétant l'arrêté n° 5093 SEQ du 22 mai 1990 qui a ordonné la déconsignation de l'indemnité d'expropriation concernant les parcelles des terres Tunaiti 1, lot 1, et Tunaiti 2, lot 2, nécessaires aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete.	3499
Arrêté n° 628 MET du 22 septembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tereia 2 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Mataiva.	3499
Arrêtés n° 629 et n° 630 MET du 22 septembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Tematie-Faraomahu et Tohetupou 3 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Tikehau.	3499

Arrêté n° 632 MET du 22 septembre 2006 portant attribution d'une licence de transport touristique sur l'île de Rangiroa à la société civile Gauguin's Pearl. 3500

Arrêté n° 633 MET du 25 septembre 2006 autorisant Mme Bernadette Tevepahu épouse Cantols à exercer l'activité d'entrepreneur de voiture de service particularisé sur l'île de Fatu Hiva (archipel des Marquises) 3500

Arrêté n° 634 MET du 25 septembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Vaigatika A4 n° 144 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Faaite 3500

Arrêté n° 635 MET du 25 septembre 2006 portant déconsignation d'une partie des indemnités supplémentaires fixées par la cour d'appel de Papeete et versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Taiharuru (PV 579) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau 3500

Arrêté n° 636 MET du 25 septembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Motufano (plan 10) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Arutua dans l'archipel des Tuamotu 3500

Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur

EXTRAITS

Arrêté n° 1546 MEE du 22 septembre 2006 modifiant l'arrêté n° 1238 MEE du 8 août 2006 portant nouvelles attributions, renouvellements et rétablissements d'allocations pour études supérieures en Polynésie française ou hors de la Polynésie française, au titre de l'année universitaire 2006-2007 3500

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique

Arrêté n° 1990 MTE/PEL du 27 septembre 2006 nommant les membres du jury du concours externe, sur titres, pour le recrutement de six (6) praticiens hospitaliers au Centre hospitalier de Polynésie française relevant de la fonction publique de la Polynésie française 3501

EXTRAITS

Arrêté n° 1985 MTE du 26 septembre 2006 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'Association Sportive Dragon 3501

Ministère du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie

Arrêté n° 49 MDD du 20 septembre 2006 autorisant la CCISM à installer et exploiter un parking et une installation de climatisation, rues Dumont-d'Urville et du Docteur-Cassiau, commune de Papeete (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 3502

Arrêté n° 51 MDD du 26 septembre 2006 autorisant la SCI Vehiarui à installer et exploiter les équipements techniques d'un immeuble de 5 étages sis dans la commune de Papeete, vallée de Titiro (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits). 3506

Ministère des postes et télécommunications et de la perliculture

EXTRAITS

Arrêté n° 211 MPP/SPT du 19 septembre 2006 portant assignation de fréquences et autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau radioélectrique indépendant au profit de la société RFO Polynésie 3513

Arrêté n° 212 MPP/SPT du 19 septembre 2006 portant assignation de fréquences et autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau radioélectrique indépendant au profit de la commune de Uturoa 3513

Arrêté n° 213 MPP du 21 septembre 2006 modifiant l'arrêté n° 1640 CM du 3 novembre 2003 portant régularisation du dépassement de superficie de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Adrienne Aiho sis à Tahaa, commune de Tahaa (exploitante n° 247). ... 3513

Arrêté n° 214 MPP du 21 septembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Maruake Utia sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 265) .. 3513

Arrêté n° 215 MPP du 21 septembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Terii Haatitio sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 370) 3514

Ministère de la santé**EXTRAITS**

- Arrêté n° 210 MSP du 22 septembre 2006 fixant le nombre de bourses de formation allouées aux élèves aides-soignants polyvalents territoriaux de l'école territoriale d'infirmiers(ères), année universitaire 2006-2007..... 3514

Ministère de la jeunesse et de la culture

- Arrêté n° 37 MJC du 22 septembre 2006 portant désignation des cinq personnalités compétentes dans les matières que recouvre le champ des missions de l'établissement public dénommé "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha", composant son comité scientifique 3514

Ministère des transports interinsulaires maritimes et aériens**EXTRAITS**

- Arrêté n° 15 MTI/STMA du 25 septembre 2006 autorisant le navire Tamaru Tahaa II à desservir la ligne Maupiti-Bora Bora - Raiatea du 25 septembre au 5 octobre 2006..... 3514
- Arrêté n° 16 MTI du 25 septembre 2006 portant octroi d'une licence d'armateur à la SNC Aremiti pour l'exploitation ponctuelle du navire Aremiti 4 sur la desserte maritime de Papeete-Vaiare en cas de panne, d'arrêt ou d'immobilisation temporaire du navire Aremiti 5 3514
- Arrêté n° 17 MTI du 25 septembre 2006 complétant l'arrêté n° 187 CM du 21 janvier 2004 modifié relatif à la licence d'armateur du navire Cobia III exploité par la SNC Hargous et Cie 3515
- Arrêté n° 18 MTI du 26 septembre 2006 autorisant le navire Saint-Xavier-Maris-Stella III à desservir l'atoll de Fakahina lors de son voyage n° 22-06 du 26 septembre 2006 3515

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

- Arrêté n° A 47-2006 APF/SG du 20 septembre 2006 relatif aux modalités d'organisation du travail et d'indemnisation des agents chargés de la sécurité de l'assemblée de la Polynésie française 3515
- Arrêté n° 55-2006 APF/SG du 25 septembre 2006 constatant la fin des fonctions de représentant à l'assemblée de la Polynésie française de M. Jean-Alain Frébault et l'entrée en fonctions de Mme Fabiola Taata épouse Teikitoutoua en qualité de représentant à l'assemblée de la Polynésie française 3516
- Arrêté n° 56-2006 APF/SG du 25 septembre 2006 abrogeant l'arrêté n° 55-2006 APF/SG du 25 septembre 2006 constatant la fin des fonctions de représentant à l'assemblée de la Polynésie française de M. Jean-Alain Frébault et l'entrée en fonctions de Mme Fabiola Taata épouse Teikitoutoua en qualité de représentant à l'assemblée de la Polynésie française 3516

ACTES MUNICIPAUX**Commune de Papeete**

- Arrêté municipal n° 2006-154 du 22 août 2006 portant création d'une aire de stationnement réservée aux deux-roues au niveau de la clinique Paofai, rue du Lieutenant-Varney 3517

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

- Décret n° 2006-1149 du 14 septembre 2006 modifiant l'article L. 442-18 du code de l'éducation. (JORF du 15 septembre 2006) 3519

EXTRAITS

- Avis d'ouverture pour l'année scolaire 2006-2007 de sessions d'examens en vue de l'attribution de divers diplômes de l'enseignement technique. (JORF du 19 septembre 2006)..... 3520
- Avis relatif à l'organisation des examens de l'enseignement technique agricole du ministère de l'agriculture et de la pêche (session 2007). (JORF du 19 septembre 2006) 3521

Avenant n° 103-06 du 13 septembre 2006 à la convention de financement n° 87-05 du 31 mai 2005 relative à l'opération de reconstruction de l'école maternelle Arue 2 par la commune de Arue

3521

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Direction des affaires foncières. — Avis n° 5446 DAF.REC-HYP du 21 septembre 2006 portant recherche des héritiers inconnus de MM. Tetui Atua a Mairi, Peni Atger, Marohi a Matuu, Fareтуру a Tuao, Paroë Oputu, Teriitua Jacky Vero, Punuarii a Marae *alias* Punuarii a Teraitetua, Mmes Tanetefarau a Punuaehu Maueau, Tapairihau a Temahame veuve, Teihotu a Meari veuve, Tetuataomai Peckett, Vahinerii a Teahu veuve Vivish, Teroroputoru a Temakavekave dite aussi Teputoru, Mme Keapu, Tahiaa a Tahuhuterani, Berthe Lequerre épouse Argence, MM. Jules Auffray, Gapiki Poura a Utahia, Telkimaakoutoua Tahirori, Mmes Marie Tekohuaihutai, Mohipu Tekohuaihutai et Tuhipe Tekohuaihutai.

3522

Service de l'urbanisme. — Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de septembre 2006

3522

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.

3527

Annonces diverses

3533



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 387 AC.DIR/ADM du 6 septembre 2006 modifiant l'arrêté n° 158 AC.DIR/ADM du 6 avril 2006 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française et fixant la durée de son mandat.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 93-622 du 27 mars 1993 modifié relatif au statut particulier des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2001 modifiant l'arrêté du 15 décembre 1970 portant création de commissions administratives paritaires (corps d'Etat des techniciens et aides-techniciens de la navigation aérienne, techniciens et aides-techniciens de la météorologie en Polynésie française) ;

Vu l'arrêté n° 312 AC.DIR/ADM du 10 avril 2003 modifié portant nomination des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 160135 DIR/ADM du 28 novembre 2005 relative au renouvellement des représentants du personnel à la CAP compétente à l'égard des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française (TSEEAC/CEAPF) ;

Vu la décision n° 160099 DIR/ADM portant mise en route sur la métropole de M. Olivier Hamonic, administrateur civil ;

Vu la décision n° 12093 SG/SDP/1/A du 7 juin 2006 portant affectation de M. Yves Bertrand, attaché principal d'administration de l'aviation civile de 2e classe,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 158 AC.DIR/ADM du 6 avril 2006 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française et fixant la durée de son mandat est modifié comme suit :

Au lieu de :

“Représentants de l'administration

Titulaires : MM. Guy Yeung, directeur du service d'Etat de l'aviation civile, Jean-Pierre Faubladié, chef du service de la navigation aérienne, et Gilles Gabireau, chef du service administratif.

Suppléants : MM. Olivier Hamonic, adjoint au directeur de l'aviation civile, Charles Peretti, chef de la division exploitation aéroportuaire, et Olivier Marfaing, adjoint au chef du service administratif.

Représentants du personnel

TSEEAC de classe exceptionnelle

Titulaire : M. Loïc Mallart ;

Suppléant : M. Frédéric Mou.

TSEEAC de classe principale

Titulaire : M. Karl Vanque ;

Suppléante : Mme Suzanne Shan Yan.

TSEEAC de classe normale

Titulaire : M. Claude Lambert ;

Suppléant : M. Landry Yu Chip Lin”.

Lire :

"Représentants de l'administration"

Titulaires : MM. Guy Yeung, directeur du service d'Etat de l'aviation civile, Jean-Pierre Faubladié, chef du service de la navigation aérienne, et Yves Bertrand, chef du service administratif.

Suppléants : MM. Francis Sacault, chargé de mission, Charles Peretti, chef de la division exploitation aéroportuaire, et Olivier Marfaing, adjoint au chef du service administratif.

Représentants du personnel

TSEEAC de classe exceptionnelle

Titulaire : M. Loïc Mallart ;

Suppléant : M. Frédéric Mou.

TSEEAC de classe principale

Titulaire : M. Karl Vanque ;

Suppléante : Mme Suzanne Shan Yan.

TSEEAC de classe normale

Titulaire : M. Claude Lambert ;

Suppléant : M. Landry Yu Chip Lin".

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 septembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.*

ARRETE n° HC 411 SATPN du 15 septembre 2006 fixant les résultats définitifs des concours interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, au titre de l'année 2006.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps de fonctionnaires d'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 90-709 du 1er août 1990 portant suppression des limites d'âge applicables aux recrutements par concours interne dans les corps de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-713 du 1er août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-362 du 4 mai 1994 relatif aux adjoints administratifs de la police nationale et modifiant le décret n° 73-877 du 29 août 1973 fixant certaines dispositions particulières applicables aux commis de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission avec concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1994 relatif aux spécialités, aux règles générales des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 9 mai 1995 modifié relatif aux spécialités, aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves du concours d'adjoint administratif de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 1er juillet 2003 modifiant l'arrêté du 9 mai 1995 relatif aux spécialités, aux règles générales d'organisation et à la nature des épreuves du concours d'adjoint administratif de la police nationale ;

Vu l'arrêté NOR INTC0600106A du 14 février 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement d'adjoints administratifs du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale ;

Vu l'arrêté n° 117 SATP du 9 mars 2006 portant organisation de deux concours pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF, spécialité administration générale, session 2006 ;

Vu l'arrêté NOR INTC0600475A du 22 mai 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts au recrutement d'adjoints administratifs du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 314 SATPN du 3 juillet 2006 portant nomination du jury des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF, spécialité administration générale, session 2006 ;

Vu l'arrêté n° HC 319 SATPN du 5 juillet 2006 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité et la

composition de la commission de surveillance des concours déconcentrés interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs de la police nationale du CEAPF, spécialité administration générale, session 2006 ;

Vu l'arrêté n° HC 376 SATPN du 28 août 2006 fixant la date des épreuves orales des concours interne et externe pour le recrutement, au titre de l'année 2006, d'adjoints administratifs du CEAPF, spécialité administration générale ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — Sont admises par ordre de mérite en liste principale, sous réserve des résultats de la visite médicale et du bulletin n° 2 du casier judiciaire, les candidates aux concours interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, au titre de l'année 2006, dont les noms suivent :

Concours externe : Mlles Christine Valérie Irène Le Joncour et Iris Maire Pons.

Concours interne : Mlle Dolorès Vaitiare Joquel et Mme Cendrillon Anne Sandra Gobrait épouse Ateni.

Art. 2. — Sont admis par ordre de mérite en liste complémentaire, sous réserve des résultats de la visite médicale et du bulletin n° 2 du casier judiciaire, les candidats aux concours interne et externe pour le recrutement d'adjoints administratifs du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française, spécialité administration générale, au titre de l'année 2006, dont les noms suivent :

Concours externe : Mme Nathalie Christiane Nelly Jacques épouse Negron, Mlles Marie Ngo, Vahinerii Isabelle Winchester et Tumata Amélie Thérèse Morgant.

Concours interne : Mme Carole Vaiata Alexandre épouse Mau et M. Patrick Kong.

Art. 3. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française et le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2006.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le directeur de cabinet,

Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1508 du 23 septembre 2006 constatant M. Jean-Alain Frébault, démissionnaire d'office de son mandat de représentant à l'assemblée de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, et notamment ses articles 111 à 117 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code du travail de la Polynésie française, et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 27-2004 APF/SG du 3 juin 2004 prenant acte de l'élection des représentants de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1382 PR du 24 mai 2006 portant nomination de M. Jean-Alain Frébault en qualité de président du conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications (OPT) ;

Vu la lettre CS/OPT/PCA/06/146/JPP en date du 24 juillet 2006 par laquelle l'intéressé indique bénéficier d'avantages en nature présentant un caractère professionnel ;

Vu le procès-verbal de renseignement administratif de la compagnie de gendarmerie de Papeete n° 2490-2006 en date du 21 septembre 2006 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 111-5° de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 susvisée, le mandat de représentant à l'assemblée de la Polynésie française est incompatible "avec les fonctions de directeur ou de président d'établissement public, lorsqu'elles sont rémunérées" ;

Considérant que les avantages en nature (en particulier l'attribution d'un logement) dont bénéficie M. Jean-Alain Frébault en sa qualité de président du conseil d'administration de l'OPT sont assimilables à une rémunération ;

Considérant qu'aux termes de l'article 112-II "à défaut d'option dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle est survenue la cause d'incompatibilité, le représentant est réputé démissionnaire de son mandat ; cette démission est constatée par arrêté du haut-commissaire soit d'office, soit sur réclamation de tout électeur" ;

Considérant que M. Jean-Alain Frébault ne m'a pas fait connaître son option,

Arrête :

Article 1er. — M. Jean-Alain Frébault est déclaré démissionnaire d'office de son mandat de représentant à l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 2. — Cette mesure prend effet à compter de sa date de notification à l'intéressé.

Art. 3. — Un recours contre le présent arrêté peut être porté devant le Conseil d'Etat dans un délai de 3 mois à compter de sa notification à l'intéressé.

Art. 4. — Le président de l'assemblée de la Polynésie française et le Président de la Polynésie française sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 septembre 2006.

Anne BOQUET.

Par arrêté n° HC 350 DRRT du haut-commissaire de la République en date du 7 août 2006.— Il est attribué une subvention de *huit mille sept cent trente-quatre euros* (8 734 euros, soit 1 042 243 F CFP) au profit de l'association Heiva des sciences, prélevée sur le chapitre 172, article 52, paragraphe 2M, du budget du ministère de l'éducation nationale et de la recherche, pour l'organisation de la fête de la science 2006.

Plan de financement

Coût total de l'opération : 11 645 euros, soit 1 389 618 F CFP

En fonction des autorisations de programmes disponibles, le montant de la subvention pourra, par avenant, être porté à 11 645 euros.

Montant de la subvention : 8 734 euros, soit 1 042 243 F CFP

Par arrêté n° 25-06 MARQ du haut-commissaire de la République en date du 14 août 2006.— *Objet de l'arrêté*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Hiva Oa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de quatre sirènes électroniques".

Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition et l'installation à Hanaiapa, Hanapaoa, Naohe et Taa'oa de quatre sirènes électroniques 360° et 136 dB (A) comprenant :

- l'acquisition proprement dite de deux sirènes électroniques avec une alimentation de secours sur batteries ;
- une commande par liaison satellite pour un déclenchement à distance ;
- l'installation dans une zone dégagée ;
- l'alimentation depuis le réseau électrique en 220 V ;
- la construction ou l'hébergement du matériel de commande et des batteries dans un local protégé.

Le coût de cette opération a été estimé à 8 200 000 F CFP, soit 68 716 euros, toutes taxes comprises.

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Commune (10 %)	820 000 F CFP,	soit	6 871,60 euros
Etat FIDES (30 %)	2 460 000 F CFP,	soit	20 614,80 euros
Etat DGE (60 %)	4 920 000 F CFP,	soit	41 229,60 euros
Coût total (100 %)	8 200 000 F CFP,	soit	68 716 euros

Par arrêté n° HC 386 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en date du 5 septembre 2006.— Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de versement et d'utilisation de la subvention versée à la Polynésie française pour la mise en œuvre et la réalisation des objectifs généraux définis à l'article 2 de la convention n° 41-03 du 10 avril 2003 au titre "des actions de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la formation".

La participation financière de l'Etat d'un montant de *vingt-six mille sept cent vingt-six euros*, au titre de l'exercice 2006, imputée sur les crédits disponibles du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative (budget 232, programme 163) est répartie comme suit :

Budget 232 : Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative ;

Programme 163 : Jeunesse et vie associative ;

Action 02 : Promotion des actions en faveur de la jeunesse ;

Sous-action 04 : Accès à des loisirs éducatifs de qualité (hors CPER) ;

Catégorie 63 :

Compte PCE 6531211 : Transferts directs aux régions, fonctionnements ou non différenciés.

Crédits d'interventions : 26 726 euros, soit 3 189 260 F CFP.

Le versement des crédits d'un montant total égal à 26 726 euros, soit 3 189 260 F CFP, s'effectuera sur le budget de la Polynésie française à la signature du présent arrêté.

Par arrêté n° 403 CAB/DPC/DP du haut-commissaire de la République en date du 8 septembre 2006.— L'agrément pour l'enseignement du secourisme accordé au comité de sauvetage et de secourisme de Polynésie, affilié au centre opérationnel et d'enseignement en sauvetage, secourisme et sécurité, par l'arrêté n° 79 CAB/DPC du 18 février 2005 est retiré.

Par arrêté n° 404 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en date du 11 septembre 2006.— Sont admis à l'examen du monitorat national des premiers secours, qui s'est déroulé le 8 septembre 2006 au Syndicat central de l'hydraulique (Tahiti), les candidats dont les noms suivent :

MM. Youri Bidal, Patrick Dourlet, Heimoana Gfeller, Giovanni Gil, Heimata Wilfrid Manea, Steve Paia, Robert Scallamera, Robert Tahimanarii, Sandy Tauvirai, Mlle Odette Torohia et M. Jean-François Tuigana.

ERRATUM à l'arrêté n° HC 9 ISLV du 25 août 2006 nommant les représentants de l'administration au sein des commissions chargées de la révision des listes électorales 2006-2007 aux îles Sous-le-Vent. (JOPF n° 38 du 21 septembre 2006, page 3298).

ARRETE n° HC 9 ISLV du 25 août 2006 nommant les représentants de l'administration au sein des commissions chargées de la révision des listes électorales 2006-2007 aux îles Sous-le-Vent.

A l'article 1er, au bureau de vote de Avera 1 de la commune de Taputapuatea,

Au lieu de : "Mme Juliette Drollet, agent de la subdivision de l'Etat" ;

Lire : "Mme Juanita Drollet, agent de la subdivision de l'Etat."

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

ARRETE n° 1043 CM du 22 septembre 2006 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à l'aménagement de la route territoriale n° 2 (tunnel de la pointe Arahoho) sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra.

NOR : DEQ0602652AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'expropriation étendu et adapté dans le territoire de la Polynésie française par la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, le décret n° 95-323 du 23 mars 1995 et la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— En vue de l'aménagement de la route territoriale n° 2 (tunnel de la pointe Arahoho) sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra, il sera procédé :

- à une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de la réalisation visée ci-dessus ;
- à une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

Art. 2.— Sont désignés en qualité de :

- commissaire enquêteur : M. Ken Khi dit Bernard Siu ;
- commissaire enquêteur suppléant : M. James Trafton.

Le commissaire enquêteur a son siège au bureau foncier de la direction de l'équipement, BP 85, 98713 Papeete.

Art. 3.— Lesdites enquêtes seront ouvertes à compter du 20 novembre au 6 décembre 2006 dans les bureaux de la mairie de la commune associée de Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra.

Le présent arrêté, ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture des enquêtes seront affichés à la porte de la mairie. Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage de l'arrêté et par l'exemplaire joint au dossier, de l'avis affiché.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans au moins un journal diffusé dans tout le territoire et diffusé sur un support radiophonique permettant de couvrir l'ensemble du territoire, une première fois, huit jours au moins avant le début de l'enquête et une seconde fois, durant les huit premiers jours de l'enquête, par les soins de la direction de l'équipement.

Article 4.— Le dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant le plan du projet, la notice explicative, le coût de l'opération et l'étude d'impact du projet sur l'environnement seront déposés dans les bureaux de la mairie de la commune associée de Tiarei du 20 novembre au 6 décembre 2006 inclus.

Toute personne pourra chaque jour de huit heures à quatorze heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur dont le siège est indiqué à l'article 2.

Indépendamment de ces dispositions, les observations faites sur l'utilité publique de l'opération seront reçues durant trois jours par le commissaire enquêteur à la mairie de la commune associée de Tiarei, les 4, 5 et 6 décembre 2006.

Art. 5.— A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, le maire de la commune de Hitia'a O Te Ra procédera, sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci, après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 4 du présent arrêté, c'est-à-dire le 6 janvier 2007.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions sera déposée à la mairie de la commune associée de Tiarei ainsi qu'à la direction de l'équipement.

Art. 6. — Le dossier destiné à l'enquête parcellaire restera également déposé dans les bureaux de la mairie de la commune associée de Hitia'a O Te Ra du 20 novembre au 6 décembre 2006 inclus.

Toute personne pourra, chaque jour, de huit heures à quatorze heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations concernant les limites des biens à exproprier sur le registre prévu pour la circonstance ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur dont le siège est indiqué à l'article 2.

Notification individuelle et collective du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie de la commune associée de Tiarei sera faite, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception, aux propriétaires intéressés et s'il y a lieu, au maire de la commune de Hitia'a O Te Ra par la direction de l'équipement.

Art. 7. — Conformément à l'article R. 11-23 du code de l'expropriation, les propriétaires auxquels notification sera faite du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie, seront tenus de fournir les indications relatives à leur identité, ou à défaut, de donner tout renseignement en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Art. 8. — A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé le maire de la commune de Hitia'a O Te Ra procédera, sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci, après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 6 du présent arrêté, c'est-à-dire le 6 janvier 2007.

Art. 9. — Si le commissaire enquêteur propose en accord avec l'expropriant un changement et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces, avertissement en sera donné dans les mêmes conditions fixées à l'article 6 du présent arrêté. Les propriétaires ou intéressés seront tenus de conformer aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté.

Pendant un délai de huit jours à dater de l'avertissement sus-cité, le procès-verbal et les dossiers resteront déposés dans les bureaux de la mairie de la commune associée de Tiarei où les intéressés pourront fournir leurs observations.

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur fera connaître dans un délai maximal de huit jours ses conclusions et transmettra le dossier au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Art. 10. — Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'énergie et des mines,
de l'urbanisme, des transports terrestres,
des affaires maritimes, des ports et aéroports,*
James Narii SALMON.

ARRETE n° 1044 CM du 22 septembre 2006 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives à l'acquisition à titre de régularisation de certaines parcelles de terre constituant l'emprise de l'aérodrome de Hikueru.

NOR : DEQ0602653AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'expropriation étendu et adapté dans le territoire de la Polynésie française par la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 et le décret n° 95-323 du 23 mars 1995 et la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er. — En vue de l'acquisition à titre de régularisation de certaines parcelles de terre constituant l'emprise de l'aérodrome de Hikueru, il sera procédé :

- à une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de la réalisation visée ci-dessus ;
- à une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

Art. 2. — Sont désignés en qualité de :

- commissaire enquêteur : M. Alvane Ellacott ;
- commissaire enquêteur suppléant : M. Claude Coulon.

Le commissaire enquêteur a son siège au bureau foncier de la direction de l'équipement BP 85, 98713 Papeete.

Art. 3. — Lesdites enquêtes seront simultanément ouvertes à compter du 20 novembre au 6 décembre 2006 dans les bureaux de la mairie de Hikueru et dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete

situés dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure.

Art. 4.— Le présent arrêté, ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture des enquêtes seront affichés à la porte de la mairie. Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage de l'arrêté et par l'exemplaire joint au dossier, de l'avis affiché.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans au moins un journal diffusé dans tout le territoire et diffusé sur un support radiophonique permettant de couvrir l'ensemble du territoire, une première fois, huit jours au moins avant le début de l'enquête et une seconde fois, durant les huit premiers jours de l'enquête, par les soins de la direction de l'équipement.

Art. 5.— Deux dossiers de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant le plan d'acquisition et la note de présentation seront déposés :

- le premier, dans les bureaux de la mairie de la commune de Hikueru ;
- le deuxième, dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situés dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure du 20 novembre au 6 décembre 2006 inclus.

Toute personne pourra, chaque jour, de huit heures à quatorze heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur dont le siège est indiqué à l'article 2.

Art. 6.— A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, le maire de la commune de Hikueru et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci, après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 5 du présent arrêté, c'est à dire le 6 janvier 2007.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions sera déposée à la mairie de la commune de Hikueru ainsi qu'à la direction de l'équipement.

Art. 7.— Deux dossiers destinés à l'enquête parcellaire resteront également déposés :

- le premier, dans les bureaux de la mairie de la commune de Hikueru ;
- le deuxième, dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situés dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure pendant le même délai que celui prévu à l'article 5 du présent arrêté c'est-à-dire du 20 novembre au 6 décembre 2006 inclus.

Toute personne pourra en prendre connaissance dans les mêmes conditions fixées à l'article 5 et consigner éventuellement ses observations concernant les limites des biens à exproprier sur le registre prévu pour la circonstance.

Notification individuelle et collective du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie de la commune de Hikueru sera faite, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception, aux propriétaires intéressés et s'il y a lieu, au maire de la commune de Hikueru par la direction de l'équipement.

Art. 8.— Conformément à l'article R. 11-23 du code de l'expropriation, les propriétaires auxquels notification sera faite du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie, seront tenus de fournir les indications relatives à leur identité, ou à défaut, de donner tout renseignement en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé le maire de la commune de Hikueru et le directeur de l'équipement procéderont chacun en ce qui le concerne sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci, après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 5 du présent arrêté, c'est-à-dire le 6 janvier 2007.

Art. 9.— Si le commissaire enquêteur propose en accord avec l'expropriant un changement et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces, avertissement en sera donné dans les mêmes conditions fixées à l'article 7 du présent arrêté. Les propriétaires ou intéressés seront tenus de conformer aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté.

Pendant un délai de huit jours à dater de l'avertissement sus-cité, le procès-verbal et les dossiers resteront déposés :

- à la mairie de Hikueru ;
- au bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situé dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure, les intéressés pourront fournir leurs observations.

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur fera connaître dans un délai maximal de huit jours ses conclusions et transmettra le dossier au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Art. 10.— Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'équipement,
de l'énergie et des mines,
de l'urbanisme, des transports terrestres,
des affaires maritimes, des ports et aéroports,*
James Narii SALMON.

ARRETE n° 1051 CM du 22 septembre 2006 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 2006-47 APF du 31 juillet 2006 portant reprise du dispositif de soutien de la pêche (DSP).

NOR : SPE0602602AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-208 APF du 11 décembre 2001 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2002, et notamment son article 19 ;

Vu la délibération n° 2006-47 APF du 31 juillet 2006 portant reprise du dispositif de soutien de la pêche (DSP) ;

Vu l'arrêté n° 330 CM du 9 mars 1998 modifié relatif au registre de l'agriculture et de la pêche lagonaire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er. — Objet

Le présent arrêté fixe les dispositions pour l'application de la délibération n° 2006-47 APF du 31 juillet 2006 portant reprise du dispositif de soutien de la pêche (DSP).

Art. 2. — Service compétent

Le service chargé de la pêche est compétent pour recevoir et instruire les demandes d'aides prévues par la délibération n° 2006-47 APF du 31 juillet 2006 portant reprise du dispositif de soutien de la pêche (DSP).

A ce titre, il reçoit et instruit les demandes et liquide les dépenses générées par ces aides. Il tient à la disposition des demandeurs des formulaires types destinés à l'instruction des demandes d'aides.

Les demandes ne sont recevables et susceptibles d'être régulièrement instruites par l'administration que si elles sont

correctement établies et accompagnées de toutes les pièces justificatives prévues par le présent arrêté.

Art. 3. — Dépôt des dossiers

Les demandes d'aides doivent être présentées par le demandeur lui-même ou son représentant dûment mandaté.

Art. 4. — Octroi des aides

Les aides prévues par la délibération n° 2006-47 APF du 31 juillet 2006 portant reprise du dispositif de soutien de la pêche sont octroyées par arrêté du Président de la Polynésie française ou un ministre habilité à cet effet.

La dépense est imputée sur le budget du service de la pêche aux sous-chapitres et articles indiqués par l'arrêté attributif de l'aide.

Art. 5. — Constitution des dossiers de compensation de perte de change en dollar américain

Les demandes pour compenser la perte de change, prévue l'article 2a) de la délibération n° 2006-47 APF du 31 juillet 2006 portant reprise du dispositif de soutien de la pêche (DSP), sont établies à l'aide du formulaire type prévu à l'annexe 1 du présent arrêté.

Lors du dépôt de sa demande au service de la pêche, le demandeur doit fournir les pièces justificatives suivantes :

- une copie de la déclaration en douane d'exportation (DUAP) visée par le service des douanes ;
- une copie du titre de transport aérien ou du connaissance maritime ;
- un relevé d'identité bancaire.

Le demandeur doit fournir en outre les pièces suivantes :

S'il s'agit d'une personne morale :

- une copie des statuts actualisés de la société ;
- une copie de l'attestation du registre du commerce,

S'il s'agit d'une personne physique :

- une copie d'une pièce officielle justifiant de l'identité du demandeur comportant au moins ses noms et prénoms, date et lieu de naissance (carte d'identité nationale, passeport, permis de conduire, etc.) ;
- une copie d'un justificatif attestant de sa domiciliation en Polynésie française (facture d'électricité, facture d'eau, certificat de résidence, etc.).

Art. 6. — Constitution des dossiers de prise en charge de la redevance de fourniture de glace

La demande de prise en charge d'une fraction de la redevance de fourniture de glace au port de pêche de Papeete, visée à l'article 6 de la délibération n° 2006-47 APF du 31 juillet 2006 portant reprise du dispositif de soutien de la pêche (DSP), est faite au moyen du formulaire type prévu à l'annexe 2 du présent arrêté.

Cette demande est accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- une copie des statuts actualisés de la société ;

- une copie du document attestant de la qualité de gestionnaire du demandeur ;
- un relevé d'identité bancaire.

Art. 7.— Constitution des dossiers d'aide en petits matériels pour la pêche lagonaire

La demande d'aide en petits matériels de pêche, prévue à l'article 2c) de la délibération n° 2006-47 APF du 31 août 2006 portant reprise du dispositif de soutien de la pêche (DSP), est établie au moyen du formulaire type prévu à l'annexe 3 du présent arrêté.

Cette demande est accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- une copie de la carte professionnelle de pêcheur lagonaire en cours de validité ;
- une copie d'une pièce officielle justifiant de l'identité du demandeur comportant au moins ses nom et prénoms, date et lieu de naissance (carte d'identité nationale, passeport, permis de conduire, etc.) ;
- une copie d'un justificatif attestant de sa domiciliation en Polynésie française (facture d'électricité, facture d'eau, certificat de résidence, etc.) ;
- les factures pro forma des matériels à aider (ces factures doivent faire apparaître le montant toutes taxes comprises ainsi que le montant de la TVA).

Art. 8.— Renseignements concernant les fournisseurs

L'aide prévue à l'article précédent doit être exécutée en une seule demande et ne peut concerner plus de trois fournisseurs différents.

En outre, pour permettre la liquidation de l'aide, toute facture pro forma doit comporter les coordonnées bancaires du fournisseur, à savoir :

- le nom de l'organisme bancaire ;
- le code banque ;
- le code guichet ;
- le numéro de compte et la clé RIB.

Art. 9.— Liste des matériels primés pour l'aide à la pêche lagonaire

L'aide en petits matériels de pêche octroyée aux détenteurs d'une carte professionnelle de pêcheur lagonaire s'applique aux matériels suivants. Sauf mention contraire, ne peut être pris en compte qu'un seul article en référence.

Equipements de plongée :

- une paire de palmes, chaussons, gants ;
- masque, tuba, ceinture, combinaison, couteau et sac de plongée, cagoule.

Matériels de pêche :

- imperméable ;
- une paire de bottes ;
- filet "ouma" ;
- filet "ature" à hauteur de 150 000 F CFP avec plombs et flotteurs ;
- bac ou sabot ;
- canne à pêche, moulinet ;
- lignes de pêche (3 diamètres et 80 kilogrammes maximum, 600 mètres maximum par diamètre) ;
- boîtes à hameçons (3 tailles et 10 boîtes par taille maximum) ;
- plombs de pêche (3 tailles et 10 paquets par taille maximum) ;
- leurres divers (10 paquets maximum) ;
- harpons, fusils sous-marins, flèches de rechange, sandows, obus (2 maximum pour chaque article) ;
- lest pour ceinture de plongée (4 kilogrammes maximum) ;
- grillages et poteaux pour parcs à poissons ;
- lampe torche de moins de 10 000 F CFP et lampe à gaz (projecteurs et batteries interdits).

Matériels de traitement et conditionnement du poisson :

- glacière isotherme (maximum 120 litres) ;
- couteaux de filetage (2 maximum).

Accessoires de sécurité :

- gilets de sauvetage (2 maximum) ;
- matériel de sécurité (1 boîte de fusées de détresse) ;
- rame, miroir, chaîne, rouleau de corde et ancre.

Accessoires et matériels destinés aux moteurs de bateaux (avec un justificatif du permis de navigation) :

- nourrice (40 litres) ;
- hélice et tuyau d'arrivée d'essence.

Art. 10.— Le ministre de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche, chargé des relations avec l'assemblée de Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2006.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la mer, de la pêche,
de l'aquaculture et de la recherche,
Keitapu MAAMAATUAIAHUTAPU.*

ANNEXE 1

FORMULAIRE DE COMPENSATION
(Articles 4 et 5 de la délibération n° 2006-47/APF du 31 juillet 2006)

DONNEES CONCERNANT L'EXPORTATEUR			
Nom de la personne physique ou morale :			Date de la demande :
Attestation n° TAHITI :			
Attestation registre de commerce n° :			
Adresse (siège social) :			
Banque du bénéficiaire :			
Références coordonnées bancaires du bénéficiaire :			
Code banque	Code guichet	Numéro compte	Clé Rib
DONNEES CONCERNANT L'ASSIETTE DE COMPENSATION			
<u>A remplir par l'exportateur :</u> Date d'embarquement pour l'exportation : Nombre de kilogrammes nets exportés (C) : Signature du demandeur :		<u>A remplir par l'administration</u> Cours de référence (A) : Cours à appliquer (B) : Différence entre les 2 cours (A-B) : Montant de la compensation (A-B) x C :	
SERVICE A L'ADMINISTRATION			
Exercice : Imputation budgétaire : S/chapitre :		Clé de saisie : N° CDE : Référence liquidation :	
Visa du SPE			

ANNEXE 2**FORMULAIRE DE PRISE EN CHARGE D'UNE FRACTION DE LA REDEVANCE DE FOURNITURE DE GLACE**

(Article 6 de la délibération n° 2006-47/APF du 31 juillet 2006)

Mois :					
Date	Mareyeur	Pêcheur			Kg de glace vendue
	Nom ou société	Nom et prénom	Navire	PY du navire	
_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____
Total (A)					_____
Adresse (siège social) :					
Banque du bénéficiaire :					
Références coordonnées bancaires du bénéficiaire :					
Code banque	Code guichet	Numéro compte	Clé Rib		
_____	_____	_____	_____		
Signature du demandeur :					
PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION					
Nombre de kilogrammes de glace vendue (A) :					
Part de la redevance au kilo (B) :					
Montant de la prise en charge (AxB) :					
Exercice :			Clé de saisie :		Visa du SPE
Imputation budgétaire :			N° CDE :		
S/chapitre :			Référence liquidation :		

ANNEXE 3**FORMULAIRE D'AIDE EN PETITS MATERIELS AUX DETENTEURS DE LA CARTE PROFESSIONNELLE DE PECHEUR LAGONAIRE**

(Article 2-c de la délibération n° 2006-47/APF du 31 juillet 2006)

DONNEES CONCERNANT LE DEMANDEUR		
NOM et Prénom(s) du demandeur :	Date de la demande :	
Date et lieu de naissance :		
Adresse géographique :		
Téléphone(s) et adresse postale :		
Numéro et date d'expiration de la carte CAPL (mentionnant comme activité principale la pêche lagonaire) :		
Signature du demandeur :		
PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION		
Exercice :		
Imputation budgétaire :		
S/chapitre :		
<u>Fournisseur 1:</u>	<u>Fournisseur 2:</u>	<u>Fournisseur 3:</u>
Nom :	Nom :	Nom :
Montant à engager :	Montant à engager :	Montant à engager :
Clé de saisie :	Clé de saisie :	Clé de saisie :
N° CDE :	N° CDE :	N° CDE :
Référence liquidation :	Référence liquidation :	Référence liquidation :

Service de la Pêche <> Im. JB Le Calli à Fare-Ute, 2ème étage - Tél. 50 25 50, Fax 43 49 79, BP 20 Papeete 98713 TAHITI

ARRETE n° 1053 CM du 22 septembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 570 CM du 27 avril 2001 fixant la liste des services et des emplois autorisés à effectuer des travaux supplémentaires.

NOR : PEL0602604AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-69 APF du 22 juin 2000 fixant le régime applicable aux travaux supplémentaires susceptibles d'être effectués par les agents relevant du statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 27 avril 2001 modifié fixant la liste des services et des emplois autorisés à effectuer des travaux supplémentaires ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er. — Le e) de l'article 1er de l'arrêté n° 570 CM du 27 avril 2001 susvisé est ainsi rédigé :

"e) Service du personnel et de la fonction publique :

A l'échelon central :

- les agents de la direction, à l'exception du chef de service ;
- les agents du département organisation générale et prospective ;
- les agents du département réglementation et contentieux ;
- les agents du département des affaires communes ;

A l'échelon de mise en œuvre :

- les agents de la division de l'administration et de la gestion des personnels."

Art. 2. — Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du travail, de l'emploi,
de la formation professionnelle
et de la fonction publique,
Pierre FREBAULT.*

ARRETE n° 1056 CM du 25 septembre 2006 portant nomination de Mme Ingrid Izquierdo-Maignan en qualité de chef du service des affaires économiques.

NOR : SAE0602695AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-15 AT du 11 février 1988 portant création du service des affaires économiques ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er. — Mme Ingrid Izquierdo-Maignan est nommée en qualité de chef du service des affaires économiques à compter du 1er octobre 2006.

Art. 2. — L'arrêté n° 569 CM du 8 août 2005 portant nomination de Mme Ingrid Izquierdo-Maignan en qualité de chef du service des affaires économiques par intérim est abrogé à compter de la même date.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le vice-président, ministre du tourisme,
de l'économie, des finances,
du budget et de la communication,
Jacqui DROLLET.*

NOR : FTH0602518AC

Par arrêté n° 1040 CM du 22 septembre 2006. — Le docteur Carole Lafargue est nommée directeur par intérim de l'établissement public administratif dénommé "Fare Tama Hau" durant l'absence du docteur Daniel Dumont, directeur, du 14 septembre au 2 octobre 2006.

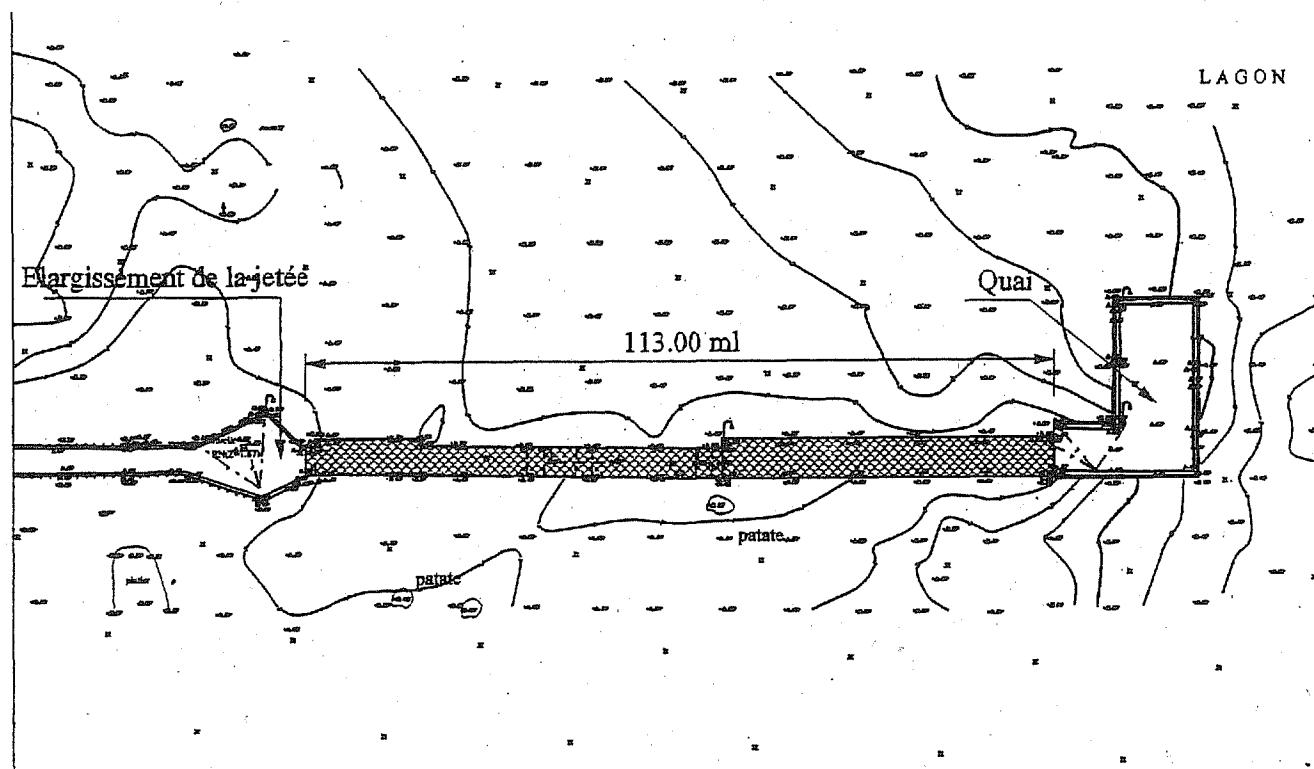
NOR : DSP06022784AC

Par arrêté n° 1041 CM du 22 septembre 2006.— M. Régis Thual est nommé directeur de la santé par intérim durant l'absence de Mme Mareva Tourneux, directrice de la santé, en mission à l'extérieur de la Polynésie française, du 16 au 21 septembre 2006 inclus.

NOR : DEO0602568AC

Par arrêté n° 1042 CM du 22 septembre 2006.— En raison de son état de dégradation avancé, une partie de la jetée d'accès au quai de Tikehau est interdite à l'exploitation par les véhicules. La jetée est interdite d'exploitation sur 113 mètres linéaires depuis l'élargissement de la jetée jusqu'au quai en palplanches conformément au plan annexé au présent arrêté.

L'interdiction d'exploitation du quai de Tikehau court à compter de la date de publication du présent arrêté jusqu'à la complète rénovation de la jetée.



NOR : CHP0602510AC

Par arrêté n° 1048 CM du 22 septembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 20-06 CHPF du 26 juin 2006 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française proposant le nouveau tarif de l'unité d'hospitalisation temporaire (HUR) à 114 000 F CFP.

NOR : DAF0602308AC

Par arrêté n° 1054 CM du 25 septembre 2006.— L'occupation temporaire d'un emplacement situé dans la zone des cinquante pas géométriques, d'une superficie totale de 2 247 mètres carrés, sis à Paahatea, commune associée de Taiohae, commune de Nuku Hiva, est autorisée au profit de l'association sportive Nuku A Hoe.

Et tel que le tout figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières.

L'occupation du domaine public est destinée à l'exploitation des infrastructures suivantes :

- un abri à pirogues en style polynésien traditionnel ;
- des plateaux de jeux ;
- un fare potee auquel s'ajoutent des sanitaires.

Le concessionnaire prendra en charge toutes les conséquences dommageables éventuelles qu'induiront les travaux sur les propriétés riveraines et il sera seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation.

Par ailleurs, il s'interdit tout recours contre la Polynésie française en cas de survenance d'une catastrophe naturelle.

La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention, entre la Polynésie française et le concessionnaire, fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

L'autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives courant à compter de la date du présent arrêté.

Les constructions et les aménagements à réaliser sur le domaine public sont subordonnés à la délivrance des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement, d'environnement et d'urbanisme.

S'agissant d'une occupation du domaine public à but associatif et non lucratif, le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua), est fixé à la somme de *douze mille francs CFP* (12 000 F CFP).

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : MER0602768AC

Par arrêté n° 1055 CM du 25 septembre 2006.— Les articles 4 et 16 de l'arrêté n° 445 CM du 12 mars 2004 modifié relatif aux modalités d'attribution des aides de la dotation pour le développement de la pêche lagonaire sont modifiés ainsi qu'il suit :

"Art. 4.— Les aides octroyées au titre de la dotation pour le développement de la pêche lagonaire s'appliquent notamment aux :

- embarcations de pêche (16 pieds maximum) ou pirogues de pêche ;
- matériaux pour construction d'embarcations et de pirogues de pêche ;
- moteurs hors-bord essence (25 CV maximum)".

"Art. 16.— Le montant cumulé des aides par bénéficiaire pour un dossier est plafonné à 400 000 F CFP TTC pour une période de deux ans. L'aide ne s'applique qu'une seule fois pendant cette période. L'aide s'applique au prix TTC des matériels concernés. Le bénéficiaire ne pourra solliciter son approvisionnement que chez trois fournisseurs au maximum."

NOR : PPE0602728AC

Par arrêté n° 1057 CM du 25 septembre 2006.— M. Frédéric Donzel est nommé chef du service du plan et de la prévision économique par intérim à compter du 25 septembre jusqu'au 3 novembre 2006 inclus durant l'absence de M. Franky Sacault.

NOR : MSP06026321AC

Par arrêté n° 1058 CM du 25 septembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 30-04 CA.RNS du 24 novembre 2004 relative au projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées.

NOR : DAF0602458AC

Par arrêté n° 1059 CM du 25 septembre 2006.— L'alinéa 1er de l'article 1er de l'arrêté n° 294 CM du 9 février 2005 portant affectation d'une parcelle détachée de la terre Tahua-Raumanu 2, lot CT, cadastrée commune de Punaauia, au profit de la direction de l'environnement, est modifié ainsi qu'il suit :

"Article 1er.— Une parcelle détachée de la terre Tahua-Raumanu 2, lot CT, cadastrée commune de Punaauia, section M n° 569, d'une superficie de 60 mètres carrés et les constructions y édifiées, sont affectées au profit de la direction de l'environnement".

NOR : CAP0602530AC

Par arrêté n° 1060 CM du 26 septembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 7-06 CAPF du 31 juillet 2006 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2005 du Conservatoire artistique de Polynésie française.

Le compte financier du Conservatoire artistique de Polynésie française, au titre de l'exercice 2005, s'établit ainsi (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Investissement	Total
- recettes	291 122 563	21 572 271	312 694 834
- dépenses	282 089 393	8 141 496	290 230 889
- résultat	9 033 170	13 430 775	22 463 945

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2005, soit un excédent de 9 033 170 F CFP, est affecté au compte :

- 110 : report à nouveau (solde créditeur) : 9 033 170 F CFP

Au 31 décembre de l'exercice 2005, le fonds de roulement du Conservatoire artistique de Polynésie française est de *cent trois millions quatre cent trente mille deux cent quatre-vingt-un francs CFP* (103 430 281 F CFP).

NOR : CAP0602531AC

Par arrêté n° 1061 CM du 26 septembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 8-06 CAPF du 31 juillet 2006 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1 de l'exercice 2006 du Conservatoire artistique de Polynésie française.

Le budget modifié est arrêté à la somme de *trois cent quatre-vingt-dix millions trois cent cinquante et un mille cinq cent quatre-vingt-quinze francs CFP* (390 351 595 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Investissement	Total
- recettes	320 838 654	16 859 287	337 697 941
- dépenses	356 838 654	33 512 941	390 351 595
- résultat	- 36 000 000	- 16 653 654	- 52 653 654

NOR : CAP0602532AC

Par arrêté n° 1062 CM du 26 septembre 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 9-06 CAPF du 31 juillet 2006 autorisant le Conservatoire artistique de Polynésie française à payer une facture d'un montant de *un million cent mille francs CFP* (1 100 000 F CFP) à l'association Musique en Polynésie au titre de la Master class dispensée dans le cadre du festival "Prades à Tahiti".

NOR : DAF0602693AC

Par arrêté n° 1064 CM du 26 septembre 2006.— L'arrêté n° 478 CM du 2 mars 2005 autorisant le prêt à usage ou commodat de la parcelle B n° 41 pour 67 ares 19 centiares du domaine de Outumaoro, sis à Punaauia, par la Polynésie française au profit de l'association Vai Puna Bel Air, est abrogé.

La résiliation de la convention n° 38 MAF du 2 mars 2005 relative à un prêt à usage de la parcelle B n° 41 pour 67 ares 19 centiares du domaine de Outumaoro, à Punaauia, par la Polynésie française au profit de l'association Vai Puna Bel Air, aura lieu de plein droit dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

NOR : SAU0602825AC

Par arrêté n° 1069 CM du 29 septembre 2006.— M. Antoine Nesa, ingénieur, chef de la section urbanisme opérationnel et construction, est nommé en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim, durant l'absence de M. Philippe Couraud, à compter du 2 au 6 octobre 2006 inclus.

NOR : SPE0602803AC

Par arrêté n° 1070 CM du 29 septembre 2006.— M. Alain Santoni, attaché d'administration, est nommé en qualité de chef de service par intérim du service de la pêche pendant la période de mission à Brisbane (Australie) de MM. Terii Vallaux et Stephen Yen Kai Sun, du 26 septembre au 3 octobre 2006 inclus.

NOR : SAS0602849AC

Par arrêté n° 1071 CM du 29 septembre 2006.— A l'article 1er de l'arrêté n° 970 CM du 7 septembre 2006 portant nomination au service d'assistance et de sécurité, le membre de phrase "du 10 septembre 2006 au 1er octobre 2006 inclus" est remplacé par le membre de phrase : "à compter du 10 septembre 2006".

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 2493 PR du 21 septembre 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre du logement et des affaires foncières.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 7 PR du 11 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et des affaires foncières ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mme Patricia Jennings, ministre de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion sociale, chargé des personnes âgées et des personnes handicapées, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère du logement et des affaires foncières, pendant l'absence de M. Gilles Tefaatau, du 18 au 24 septembre 2006 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2006.

Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2564 PR du 26 septembre 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 19 PR du 14 mars 2005 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. James Narii Salmon, ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'agriculture, de l'élevage et des forêts, pendant l'absence de M. Ahiti Roomataaroa, du 23 au 30 septembre 2006 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2006.

Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2565 PR du 26 septembre 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la famille, de l'enfance et de la condition féminine.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 11 PR du 16 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de la famille, de l'enfance et de la condition féminine ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Mme Patricia Jennings, ministre de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion sociale, chargé des personnes âgées et des personnes handicapées, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la famille, de l'enfance et de la condition féminine, pendant l'absence de Mme Valentina Cross, du 25 au 29 septembre 2006 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2566 PR du 26 septembre 2006 relatif à l'exercice des attributions du ministre du développement des archipels.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1383 PR du 24 mai 2006 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des archipels ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — M. Foster Temauri, ministre de la décentralisation et du développement des communes, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère du développement des archipels, pendant l'absence de M. André Moehau Teriitahi, du 30 septembre au 13 octobre 2006 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2568 PR du 26 septembre 2006 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 67-99 APF du 11 août 1967 modifiée portant création d'une Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu la délibération n° 95-205 APF du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 548 CM du 3 juin 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Caisse de soutien des prix du coprah" ;

Vu la proposition de nomination des membres par la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire en date du 9 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés pour une durée de deux ans, membres avec voix délibérative du conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah, au titre des intérêts professionnels :

- M. Henri Tauraa, représentant la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire ;
- Mme Elisabeth Ah Scha, représentant la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire ;
- M. Rié Mariteragi, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Adrien Natua, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Temauri Iete, représentant les producteurs de coprah.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2604 PR du 29 septembre 2006 portant modification de la délégation de signature au service d'assistance et de sécurité.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-5 AT du 1er février 1988 portant organisation du service d'accueil et de surveillance, complétée et modifiée par la délibération n° 95-185 AT du 26 octobre 1995 ;

Vu l'arrêté n° 396 CM du 20 mars 1989 portant organisation du service d'accueil et de surveillance, complété et modifié par l'arrêté n° 57 CM du 20 janvier 1994 ;

Vu l'arrêté n° 350 CM du 8 juin 2005 portant nomination de M. Edwin Tauraa en qualité de chef du service d'assistance et de sécurité ;

Vu l'arrêté n° 545 PR du 20 juin 2005 portant délégation de signature du Président de la Polynésie française à M. Edwin Tauraa, chef du service d'assistance et de sécurité ;

Vu l'arrêté n° 970 CM du 7 septembre 2006 modifié portant nomination au service d'assistance et de sécurité ;

Vu l'arrêté n° 2390 PR du 7 septembre 2006 portant délégation de signature au service d'assistance et de sécurité,

Arrête :

Article 1er. — A l'article 1er de l'arrêté n° 2390 PR du 7 septembre 2006 susvisé, le membre de phrase "du 10 septembre 2006 au 1er octobre 2006 inclus" est remplacé par le membre de phrase : "à compter du 10 septembre 2006".

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 septembre 2006
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 2605 PR du 29 septembre 2006 modifiant l'arrêté n° 34 PR du 30 mars 2005 portant délégation de signature et pouvoir de représentation au secrétaire général du gouvernement.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 84-1002 du 29 septembre 1984 portant création du secrétariat général du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 381 CM du 23 juin 2005 portant organisation du secrétariat général du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 22 CM du 28 octobre 2004 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 9 mars 2005 portant nomination de M. Etienne Chimin, secrétaire général du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 34 PR du 30 mars 2005 modifié portant délégation de signature et pouvoir de représentation au secrétaire général du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 2507 PR du 21 septembre 2006 portant titularisation de Mlle Vaitiare Fagu, en qualité d'attaché d'administration en fonctions au secrétariat général du gouvernement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — L'article 6 de l'arrêté n° 34 PR du 30 mars 2005 susvisé est rédigé ainsi qu'il suit :

"Art. 6. — Délégation de signature est donnée à M. Etienne Chimin, secrétaire général du gouvernement, à l'effet de signer les ordres de publication et les bons à tirer pour l'impression du *Journal officiel* de la Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Etienne Chimin, délégation de signature est donnée à M. Philippe Machenaud, à Mme Tania Berthou, secrétaire générale adjointe, et à Mlle Vaitiare Fagu, pour les actes énumérés ci-dessus dans le respect des instructions du chef de service."

Art. 2. — Le secrétaire général du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 septembre 2006
Oscar Manutahi TEMARU.

Par arrêté n° 2513 PR du 25 septembre 2006. — Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Tahuata pour le bétonnage de la 2e tranche de la route communale à Vaitahu dont le coût réel est estimé à *vingt millions de francs CFP* (20 000 000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 60 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *douze millions de francs CFP* (12 000 000 F CFP).

Par arrêté n° 2514 PR du 25 septembre 2006. — Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Tahuata pour la réalisation du forage vertical à Hapatoni dont le coût réel est estimé à *dix-huit millions neuf cent vingt-cinq mille six cent soixante-cinq francs CFP* (18 925 665 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 80 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quinze millions cent quarante mille cinq cent trente-deux francs CFP* (15 140 532 F CFP).

Par arrêté n° 2515 PR du 25 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Anaa pour l'acquisition d'un chargeur excavateur dont le coût réel est de *douze millions six cent soixante-seize mille soixante-dix-huit francs CFP* (12 676 078 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *onze millions quatre cent huit mille quatre cent soixante-dix francs CFP* (11 408 470 F CFP).

Par arrêté n° 2516 PR du 25 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Tureia pour l'acquisition d'un broyeur de déchets végétaux dont le coût réel est de *deux millions deux cent cinquante et un mille francs CFP* (2 251 000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 95 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *deux millions cent trente-huit mille quatre cent cinquante francs CFP* (2 138 450 F CFP).

Par arrêté n° 2517 PR du 25 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Nukutavake pour l'acquisition d'un chargeur excavateur dont le coût réel est de *huit millions six cent vingt-neuf mille cent vingt francs CFP* (8 629 120 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *sept millions sept cent soixante-six mille deux cent huit francs CFP* (7 766 208 F CFP).

Par arrêté n° 2518 PR du 25 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Tatakoto pour l'acquisition d'un groupe électrogène dont le coût réel est de *six millions quarante-neuf mille huit cent cinquante-six francs CFP* (6 049 856 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 80 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quatre millions huit cent trente-neuf mille huit cent quatre-vingt-cinq francs CFP* (4 839 885 F CFP).

Par arrêté n° 2519 PR du 25 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Tureia pour l'acquisition d'une pelle hydraulique sur chenilles de 16 tonnes dont le coût réel est de *seize millions cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent trente-neuf francs CFP* (16 199 239 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quatorze millions cinq cent soixante-dix-neuf mille trois cent quinze francs CFP* (14 579 315 F CFP).

Par arrêté n° 2520 PR du 25 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de

Manihi pour l'acquisition d'un bateau équipé de deux moteurs destiné au transport scolaire dont le coût réel est de *onze millions de francs CFP* (11 000 000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 36,3636363 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quatre millions de francs CFP* (4 000 000 F CFP).

Par arrêté n° 2521 PR du 25 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Hao pour l'extension du réseau électrique des zones 1 et 2 dont le coût réel est de *quinze millions sept cent soixante et onze mille trois cent quarante francs CFP* (15 771 340 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quatorze millions cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent six francs CFP* (14 194 206 F CFP).

Par arrêté n° 2522 PR du 25 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Hikueru pour l'acquisition d'une navette de liaison dont le coût réel est de *huit millions trois cent soixante-douze mille six cent quatre-vingt-onze francs CFP* (8 372 691 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 80 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *six millions six cent quatre-vingt-dix-huit mille cent cinquante-trois francs CFP* (6 698 153 F CFP).

Par arrêté n° 2523 PR du 25 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Hikueru pour l'aménagement du bâtiment paracyclonique à usage de mairie et d'infirmerie dont le coût réel est de *cinq millions cinq cent mille francs CFP* (5 500 000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 95 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinq millions deux cent vingt-cinq mille francs CFP* (5 225 000 F CFP).

Par arrêté n° 2561 PR du 25 septembre 2006.— Une aide d'un montant de 1 295 490 F CFP (*un million deux cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent quatre-vingt-dix francs CFP*) au titre de l'acquisition de matériel de production, de transformation, de commercialisation (titre Ier de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. John Tetaura Fauura, né le 22 mars 1939 à Tahiti, exploitant agricole à Kaukura, carte professionnelle CAPL n° 9971 délivrée le 8 août 2005.

Les opérations primables étant plafonnées à 7 500 000 F CFP, le taux d'aide correspond à 30 % du montant de l'investissement primable :

Investissement primable : 4 318 300 F CFP ;

Dotation : 1 295 490 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 2562 PR du 25 septembre 2006.— Une aide d'un montant de 1 211 340 F CFP (*un million deux cent onze mille trois cent quarante francs CFP*) au titre de l'acquisition de matériel de production, de transformation, de commercialisation (titre Ier de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié) est attribuée à M. Rony Eric Moe Ebb, né le 16 juin 1967 à Tahiti, exploitant agricole à Mataiea, carte professionnelle CAPL n° 723 délivrée le 21 septembre 2005.

Les opérations primables étant plafonnées à 7 500 000 F CFP, le taux d'aide correspond à 30 % du montant de l'investissement primable :

Investissement primable : 4 037 800 F CFP ;
Dotation : 1 211 340 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005, "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 2571 PR du 26 septembre 2006.— Pour compter du 18 septembre 2006 au 16 septembre 2007, la bourse de formation instituée par l'arrêté n° 853 CM du 17 août 2006 est attribuée aux étudiantes sages-femmes de 1^{re} année de l'école de formation de sages-femmes en Polynésie française dont les noms suivent :

- Mlles Inanui Brodien, Sarah Calmajis, Aloysia Chantry, Sophie Nicotera, Maea Penilla y Perella et Flore Teumere.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 95001, article 65507 (exercice 2006-2007).

Par arrêté n° 2572 PR du 26 septembre 2006.— Pour compter du 18 septembre 2006 au 16 septembre 2007, la bourse de formation instituée par l'arrêté n° 853 CM du 17 août 2006 est attribuée aux étudiantes sages-femmes de 2^e année de l'école de formation de sages-femmes en Polynésie française dont les noms suivent :

- Mlles Opea Holozet et Aude Lionet-Chanfour.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 95001, article 65507 (exercice 2006-2007).

Par arrêté n° 2573 PR du 26 septembre 2006.— Pour compter du 18 septembre 2006 au 16 septembre 2007, la bourse de formation instituée par l'arrêté n° 853 CM du 17 août 2006 est attribuée aux étudiants sages-femmes de 4^e année de l'école de formation de sages-femmes en Polynésie française dont les noms suivent :

- Mlle Aurore Caillon, M. Jérôme Courbon, Mme Laure Matchi Kwishwe épouse Madani et Mlle Maimiti Schenck.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 95001, article 65507 (exercice 2006-2007).

Par arrêté n° 2574 PR du 26 septembre 2006.— Le bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué

par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée est accordé à la SA Sofitel Motu pour l'hôtel "Sofitel Motu" pour un plafond annuel d'exonération fixé comme suit :

Hôtel : Sofitel Motu ;
N° TAHITI : 436758 (001) ;
Plafond d'exonération : 4 500 000 F CFP.

Par arrêté n° 2575 PR du 26 septembre 2006.— Le bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée est accordé à la SA Marara pour l'hôtel "Sofitel Marara" pour un plafond annuel d'exonération fixé comme suit :

Hôtel : Sofitel Marara ;
N° TAHITI : 54890 (001) ;
Plafond d'exonération : 9 600 000 F CFP.

Par arrêté n° 2576 PR du 26 septembre 2006.— Le bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée est accordé à la SAS SPPH - Novotel Rangiroa pour l'hôtel "Novotel Rangiroa" pour un plafond annuel d'exonération fixé comme suit :

Hôtel : Novotel Rangiroa ;
N° TAHITI : 514 653 (003) ;
Plafond d'exonération : 5 700 000 F CFP.

Par arrêté n° 2579 PR du 27 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Arue pour la réalisation de travaux de voirie du lotissement de Erima dont le coût réel est de *quarante-cinq millions de francs CFP* (45 000 000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 80 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *trente-six millions de francs CFP* (36 000 000 F CFP).

Par arrêté n° 2580 PR du 27 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement au Syndicat pour l'électrification des communes du Sud de Tahiti (SECOSUD) pour la réalisation du réseau d'électrification de la vallée de Mahateaho, sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra, dont le coût réel est de *quatorze millions cinq cent soixante-dix-huit mille cinq cent cinquante-trois francs CFP* (14 578 553 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *treize millions cent vingt mille six cent quatre-vingt-dix-huit francs CFP* (13 120 698 F CFP).

Par arrêté n° 2581 PR du 27 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Taiarapu-Est pour la réalisation de la deuxième tranche de l'extension du parc à matériel dont le coût est estimé à *vingt-huit millions six cent mille francs CFP* (28 600 000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 70 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *vingt millions vingt mille francs CFP* (20 020 000 F CFP).

Par arrêté n° 2582 PR du 27 septembre 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Taïarapu-Est pour la réfection de la station d'épuration du lotissement Maire Nui et la réalisation d'un émissaire dans la commune associée de Tautira dont le coût réel est de *cinquante-sept millions de francs CFP* (57 000 000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 80 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quarante-cinq millions six cent mille francs CFP* (45 600 000 F CFP).

Par arrêté n° 2589 PR du 28 septembre 2006.— Une subvention d'investissement de 500 000 000 F CFP (*cinq cent millions de francs CFP*) est attribuée au Fonds de développement des archipels au titre de programme d'aide à la construction de logements dans les archipels.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, chapitre 911, article 130, opération 82-2006 "Subvention FDA - aides à la construction de logements dans les archipels", AE 213-2006, centre de travail 4320.

La subvention visée ci-dessus sera débloquée selon les modalités suivantes :

- à la date du rendu exécutoire du présent arrêté, une avance d'un montant de 250 000 000 F CFP (*deux cent cinquante millions de francs CFP*), correspondant à 50 % du montant de la subvention, sera versée au Fonds de développement des archipels ;
- un acompte de 100 000 000 F CFP (*cent millions de francs CFP*), correspondant à 20 % du montant de la subvention, sera versé sur justification de la réalisation de la tranche précédente et sur la base d'un relevé de mandats visé par l'agent comptable du Fonds de développement des archipels ;
- un acompte de 100 000 000 F CFP (*cent millions de francs CFP*), correspondant à 20 % du montant de la subvention, sera versé sur justification de la réalisation de la tranche précédente et sur la base d'un relevé de mandats visé par l'agent comptable du Fonds de développement des archipels ;
- le solde de 50 000 000 F CFP (*cinquante millions de francs CFP*), correspondant à 10 % du montant de la subvention, sera versé sur justification de la réalisation complète de l'opération et sur la base d'un relevé de mandats visé par l'agent comptable du Fonds de développement des archipels.

Dans le cas où l'utilisation des fonds ne serait pas justifiée, un ordre de reversement sera émis à l'encontre du Fonds de développement des archipels.

**VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DU TOURISME,
DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU BUDGET
ET DE LA COMMUNICATION**

ARRETE n° 334 VP du 27 septembre 2006 créant des subdivisions des comptes de la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française.

Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 4 janvier 2006 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 888 CM du 23 août 2006 portant adoption du nouveau plan comptable de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les subdivisions dont la liste est annexée au présent arrêté sont créées dans la classe 6 de la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2006.
Jacqui DROLLET.

N°	Libellé
657 3	Subventions de fonctionnement aux organismes publics
657 31	Education - enseignement - recherche
657 311	Ecole normale mixte de Polynésie française
657 312	Centre de recherche et de documentation pédagogique
657 313	Collèges et lycées publics
657 314	Institut Louis Malardé
657 318	Autres subventions secteur éducation - enseignement - recherche
657 32	Emploi - travail - formation professionnelle
657 321	Institut de formation maritime, pêche et commerce
657 322	Centre de formation professionnelle pour adultes
657 323	Etablissement public d'enseignement, de formation professionnelle agricoles
657 328	Autres subventions secteur emploi - travail - formation professionnelle
657 33	Social - solidarité - santé - environnement
657 331	Régimes de couverture sociale
657 331A	RNS
657 331B	RSPF
657 331C	RGS
657 332	Centre hospitalier de Polynésie française
657 333	Institut d'insertion médico éducatif
657 334	Fare tama hau
657 335	Office polynésien de l'habitat social
657 338	Autres subventions secteur social - solidarité - santé - environnement
657 34	Culture - artisanat - sports - jeunesse - communication
657 341	Conservatoire artistique
657 342	Centre des métiers d'art
657 343	Te fare tauhiti nui
657 344	Musée de Tahiti et des îles
657 345	Heiva nui
657 346	Agence tahitienne de presse
657 347	Institut de la communication audio visuelle
657 348	Autres subventions secteur culture - artisanat - sports - jeunesse - communication
657 35	Tourisme - periculture - pêche et aquaculture - agriculture et élevage
657 351	Chambre d'agriculture et de la pêche lagunaire
657 352	Caisse de soutien au prix du coprah
657 353	Vanille de Tahiti
657 354	Etablissement de Teva
657 358	Autres subventions secteur tourisme - periculture - pêche et aquaculture - agriculture et élevage

N°	Libellé
657 36	Economie - commerce - industrie - transports
657 361	Institut de la consommation
657 362	Institut de la statistique
657 368	Autres subventions secteur économie - commerce - industrie - transports
657 37	Partenariat communes - développement des archipels
657 371	Fonds de développement des archipels
657 372	Contrat de ville
657 378	Autres subventions partenariat communes - développement des archipels
657 38	Autres subventions de fonctionnement aux organismes publics
657 4	Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé
657 41	Education - enseignement - recherche
657 411	APES CNAM
657 412	Fédération des associations d'étudiants Polynésiens de France
657 413	Manifestations, soutien et développement de l'enseignement privé
657 414	Manifestations, soutien et développement de l'enseignement supérieur
657 415	Manifestations, soutien et développement de la recherche
657 418	Autres associations ou groupements secteur éducation - enseignement - recherche
657 42	Emploi - travail - formation professionnelle
657 421	Syndicats de salariés
657 428	Autres associations ou groupements secteur emploi - travail - formation professionnelle
657 43	Social - solidarité - santé - environnement
657 431	Manifestations, soutien et développement social
657 432	Manifestations, soutien et développement de la solidarité
657 433	Manifestations, soutien et développement de la santé
657 434	Manifestations, soutien et développement de l'environnement
657 438	Autres associations ou groupements secteur social - solidarité - santé - environnement
657 44	Culture - artisanat - sports - jeunesse - communication
657 441	Académies
657 441A	Académie tahitienne
657 441B	Académie marquisienne
657 441C	Académie paumotu mangareva
657 442	Manifestations, soutien et développement culturel
657 443	Manifestations, soutien et développement de l'artisanat
657 444	Manifestations, soutien et développement du sport
657 444A	Comité olympique de Polynésie française
657 444B	Union polynésienne de la jeunesse

N°	Libellé
657 444C	Clubs et associations
657 444D	Fédérations, ligues et comités
657 445	Manifestations, soutien et développement de la jeunesse
657 446	Manifestations, soutien et développement de la communication
657 448	Autres associations ou groupements secteur culture - artisanat - sports - jeunesse - communication
657 45	Tourisme - perliculture - pêche et aquaculture - agriculture et élevage
657 451	Groupeement d'intérêt économique
657 451A	GIE Tahiti tourisme
657 451B	GIE perle de Tahiti
657 452	Manifestations, soutien et développement du tourisme
657 453	Manifestations, soutien et développement de la perliculture
657 454	Manifestations, soutien et développement de la pêche et de l'aquaculture
657 455	Manifestations, soutien et développement de l'agriculture et de l'élevage
657 458	Autres associations ou groupements secteur tourisme - perliculture - pêche et aquaculture - agriculture et élevage
657 46	Economie - commerce - industrie - transports
657 461	Groupeement d'intérêt économique
657 462	Manifestations, soutien et développement de l'économie
657 463	Manifestations, soutien et développement du commerce
657 464	Manifestations, soutien et développement de l'industrie
657 465	Manifestations, soutien et développement des transports
657 468	Autres associations ou groupements secteur économie - commerce - industrie - transports
657 48	Autres subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé

ARRETE n° 335 VP du 29 septembre 2006 portant délégation de signature du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, porte-parole du gouvernement, à M. William Vanizette, chef du service du commerce extérieur.

Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale et porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 4 janvier 2006 relatif aux attributions du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale et porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 88-16 AT du 11 février 1988 portant création du service du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 430 CM du 9 avril 2002 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de chef du service du commerce extérieur ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. William Vanizette, chef du service du commerce extérieur, dans le cadre des compétences du territoire, à l'effet de signer, au nom du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale et porte-parole du gouvernement, dans la limite de ses attributions, les correspondances et les actes définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ainsi que les correspondances et actes relatifs :

- 1° Aux informations de caractère général nécessaires à l'administration du service, comme à la communication des usagers, quant à l'application des mesures ayant trait aux quotas d'importation ;
- 2° A la gestion administrative du personnel placé sous son autorité, y compris sa notation primaire ou avertissement éventuel à son encontre ;
- 3° Aux ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas six (6) jours pour les agents placés sous son autorité ;
- 4° Aux engagements d'un montant inférieur à 500 000 F CFP et aux liquidations des dépenses du budget de fonctionnement et d'investissement imputés au service ;
- 5° A la délivrance des licences d'exportation et d'importation autres que celles relatives aux perles d'eau douce ;
- 6° A la répartition des quotas individuels d'importation aux importateurs suivant les quotas réglementairement

ouverts (conférence agricole, produits protégés et suivis...) ;

- 7° A la signature des contrats et conventions liés à la gestion courante du service.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. William Vanizette, les délégations qui lui ont été consenties sont exercées par :

- Mme Tevaite Pugin épouse Lejeune, attachée d'administration stagiaire, affectée au service du commerce extérieur, dans les conditions prévues à l'article 1er (paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7°) ;
- Mlle Alice Ling, secrétaire administratif de classe supérieure en fonctions au service du commerce extérieur, pour la délivrance des licences d'importation dans les conditions prévues à l'article 1er (paragraphes 5° et 6°) ;
- M. Fabrice Guilloux, rédacteur, affecté au service du commerce extérieur, pour la délivrance des licences d'importation dans les conditions prévues à l'article 1er (paragraphes 5° et 6°).

Art. 3.— En ce qui concerne la gestion courante des licences d'importation et des quotas d'importation, délégation de signature peut être consentie à Mme Tevaite Pugin épouse Lejeune, à Mlle Alice Ling et à M. Fabrice Guilloux selon des modalités et des instructions écrites déterminées par M. William Vanizette.

Art. 4.— L'arrêté n° 6 VP du 10 janvier 2006 est abrogé.

Art. 5.— Le chef du service du commerce-extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 septembre 2006.
Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 336 VP du 29 septembre 2006 portant délégation de signature du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication à Mme Ingrid Izquierdo épouse Maignan, chef du service des affaires économiques.

Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale et porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 4 janvier 2006 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale et porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 88-15 AT du 11 février 1988 portant création du service des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1056 CM du 25 septembre 2006 portant nomination de Mme Ingrid Izquierdo-Maignan en qualité de chef du service des affaires économiques ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Ingrid Izquierdo épouse Maignan, chef du service des affaires économiques, à l'effet de signer au nom du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication, dans la limite de ses attributions, l'ensemble des courriers et actes relatifs aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ainsi que les correspondances et actes relatifs :

- a) A l'élaboration de la réglementation afférente aux attributions du service ;
- b) Aux avis techniques demandés au service et aux informations à caractère économique qui lui sont nécessaires ou sollicitées par les usagers ;
- c) Aux engagements et aux liquidations des dépenses du budget de fonctionnement imputés au service et au rendu exécutoire des actes liés à ces engagements ;
- d) Aux engagements et aux liquidations des dépenses du budget d'investissement imputés au service ;
- e) A la liquidation des aides et au contrôle de l'application des engagements souscrits par les bénéficiaires du code des investissements ;
- f) A l'instruction des dossiers de vérification des prix, de répression des fraudes, aux contrôles de la qualité, des poids et mesures, de la concurrence et de la consommation ;
- g) Aux homologations de prix ;
- h) Aux travaux des commissions administratives dont le secrétariat est assuré par le service ;
- i) A la gestion administrative du personnel placé sous son autorité y compris sa notation primaire ou avertissement éventuel à son encontre ;
- j) Aux ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité ;
- k) Aux réquisitions de passages et bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
- l) Aux attributions, engagements et liquidations des indemnités kilométriques ;
- m) A la signature des cartes professionnelles de démarchage à domicile ;
- n) A la signature des conventions touristiques ;
- o) Au visa ou au contreseing des arrêtés portant agrément à réduction sur les prix de l'essence sans plomb et du gazole au profit des perliculteurs.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement du chef du service des affaires économiques, les délégations de signature consenties à ce dernier sont exercées par :

- Mme Herenui Chant, pour toutes les missions du service ;
- M. Patrice Perrin, pour toutes les missions du service ;
- M. Edouard Chin, pour toutes les missions attribuées au bureau "développement du commerce" ;
- M. Philippe Guesdon, pour toutes les missions attribuées au bureau "consommation" ;
- Mme Christelle Chansin, pour toutes les missions attribuées au bureau "administration centrale",

comprenant en particulier les correspondances et actes relatifs au rendu exécutoire des actes liés aux engagements et les courriers relatifs à la gestion du personnel ;

- M. Hervé Duquesnay, pour toutes les missions attribuées à la section "enquêtes et contrôles" ;
- M. Bruno Ly, pour toutes les missions attribuées à la cellule "prix et commerce" ;
- M. Angelo Paie, pour toutes les missions attribuées à la cellule "répression des fraudes" ;
- M. Ramon Clark, pour toutes les missions attribuées à la cellule "autorisations administratives".

Art. 3.— En raison de l'éloignement des agents basés à Raiatea, les délégations de signature consenties au chef du service des affaires économiques sont exercées par MM. Hérold Bessert et Jacques Guillots en ce qui concerne les correspondances et actes visés à l'article 1er, points a), f), g) et m) lorsque ceux-ci concernent des entreprises, établissements ou professionnels des îles Sous-le-Vent.

Art. 4.— L'arrêté n° 8 VP du 10 janvier 2006 modifié est abrogé.

Art. 5.— Le chef du service des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 septembre 2006.
Jacqui DROLLET.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'ENERGIE ET DES MINES, DE L'URBANISME,
DES TRANSPORTS TERRESTRES,
DES AFFAIRES MARITIMES,
DES PORTS ET AEROPORTS**

ARRETE n° 638 MET/AU du 26 septembre 2006 autorisant M. Thierry Barbion pour le compte des SCI Delano 3 et 5 à procéder à la vente en l'état futur d'achèvement des lots compris dans le lotissement "Miri extension", avant d'avoir exécuté les travaux prescrits par l'arrêté n° 959 MEP du 29 décembre 2003.

Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 20 PR du 15 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 263 CM du 18 mai 2005 rendant exécutoire le plan d'aménagement de la commune de Punaauia ;

Vu l'arrêté n° 311 CM du 8 octobre 2004 portant nomination de M. Philippe Couraud en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 290 MET du 3 mai 2006 portant délégation de signature en matière de travaux immobiliers ;

Vu l'arrêté n° 291 MET du 3 mai 2006 portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme et à certains de ses agents, en matière d'actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 959 MEP du 29 décembre 2003 autorisant M. Thierry Barbion représentant les SCI Delano 3 et 5 à réaliser les travaux de viabilisation du lotissement "Miri extension" sur les parcelles dépendantes du domaine de Papearia cadastrées section AW n° 11, section CD n° 12 et n° 13 et section AS n° 185 sises à Punaauia ;

Vu les pièces de demande d'autorisation de vente des lots en l'état futur d'achèvement des travaux dudit lotissement déposées par M. Thierry Barbion et enregistrées au service de l'urbanisme en date du 27 février et du 14 juin 2006 sous le n° L/06-03 ;

Vu l'attestation de garantie délivrée le 13 février 2006 par la banque SOCREDO, SAEM ayant son siège social sis 115, rue Dumont-d'Urville, représentée par M. Régis Chang, directeur délégué du pôle clientèle ;

Vu les résultats de la consultation effectuée en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 20 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article D. 143-2/b du code de l'aménagement, M. Thierry Barbion représentant les SCI Delano 3 et 5 est autorisé à procéder à la vente en l'état futur d'achèvement des lots compris dans le lotissement "Miri extension" avant d'avoir exécuté les travaux prescrits par l'arrêté n° 959 MEP du 29 décembre 2003.

L'organisme garant devra, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation, mettre les sommes nécessaires au financement des travaux à la disposition de l'association syndicale du lotissement "Résidence Miri" au plus tard le 2 janvier 2008.

Art. 2. — Conformément aux dispositions des articles D. 143-9 et D. 143-5 dudit code de l'aménagement, des permis de construire pourront être délivrés pour des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre du lotissement après la

délivrance du certificat de conformité prévu à l'article D. 143-5/b.

La demande de certificat de conformité cosignée par le bénéficiaire de l'autorisation et par l'organisme garant doit comporter les pièces énumérées à l'article 4 de l'arrêté n° 959 MEP du 29 décembre 2003.

Art. 3. — La garantie d'achèvement donnée par l'organisme garant prend fin à l'achèvement des travaux. La demande de certificat de conformité est présentée conjointement par le bénéficiaire de l'autorisation et par l'organisme garant selon la procédure prescrite par l'article D. 143-6 du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 4. — Est abrogée la disposition de l'arrêté d'autorisation prévoyant sa caducité en cas de non-achèvement des travaux dans les délais impartis.

Art. 5. — Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia ;
- du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

Art. 6. — Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2006.
James Narii SALMON.

Par arrêté n° 622 MET du 19 septembre 2006. — Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles cadastrées CB 16 et CB 17 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
CB 16	CB 17	Mlle Lorna Rua
14 580	17 233	

Par arrêté n° 623 MET du 19 septembre 2006. — Mme Veheata Pelerin est autorisée à dispenser la formation pratique du brevet de sécurité routière (BSR) dans le respect des dispositions réglementaires qui régissent l'exploitation des établissements d'enseignement de la conduite de véhicules terrestres à moteur.

L'autorisation accordée à Mme Veheata Pelerin pour l'enseignement de la conduite des véhicules de catégorie B et B1 est étendu à la formation pratique du BSR conformément aux dispositions du code de la route.

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra exercer son activité conformément à la réglementation en vigueur et dans le respect des prescriptions prévues au paragraphe 3 bis du chapitre II du titre II, et notamment de l'article 144-3 du code de la route.

Toute infraction aux prescriptions sus-citées pourra entraîner les sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Par arrêté n° 624 MET du 19 septembre 2006.— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Rangiroa à la société civile Gauguin's Pearl.

Cette nouvelle attribution porte sur la mise en exploitation d'un véhicule de catégorie B (véhicules de 8 à 24 places passagers).

L'exploitation de ce véhicule par le titulaire de l'inscription s'effectue dans le respect des conditions suivantes :

- les types de prestations : transferts vers la ferme perlière de la société civile Gauguin's Pearl ;
- les zones de prises en charge : l'aéroport, les hôtels, les pensions de famille et les quais ;
- la zone d'exploitation : l'île de Rangiroa.

Par arrêté n° 625 MET du 20 septembre 2006.— L'arrêté n° 5093 SEQ du 22 mai 1980 relatif à la déconsignation des indemnités accordées aux copropriétaires des terres Tunaiti 1, lot 1, et Tunaiti 2, lot 2, nécessaires aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete, est complété comme suit (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
158	Mme Taihara Thérèse Tumg
635	M. Mokio Tumg
1 270	M. Henere Marama
1 270	Mme Florine Haapoua Marama épouse Bernard
1 270	Mme Etera Marama épouse Tefana
1 270	Mme Lilia Ruatamahine Marama épouse Firuu
1 270	Mlle Roroarii Marama
1 270	Mlle Joséphine Marama
1 270	M. Didier Marama
904	M. Georges Lanteires
904	Mlle Elisabeth Lanteires
381	M. Pierre Arai
381	Mme Emere Arai épouse Ah Scha
381	Mlle Tehahine Arai
381	Mme Léonie Arai épouse Vernaoudon
381	Mme Rosalie Arai épouse Mervin
381	Mme Jeanne Maire Arai
381	Mme Loretta Marama épouse Faivre

Par arrêté n° 626 MET du 20 septembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Niaupara lot 2 partie (plan 12a et 12b) nécessaire aux travaux d'aménagement de la route traversière reliant la baie de Paopao à la baie de Opunohu à Moorea, dite "route des Ananas". Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 87 450 F CFP ;
Bénéficiaire : Mlle Leila Iotefa-Stergios.

Par arrêté n° 627 MET du 22 septembre 2006.— L'arrêté n° 5093 SEQ du 22 mai 1980 relatif à la déconsignation des indemnités accordées aux copropriétaires des terres Tunaiti 1, lot n° 1, et Tunaiti 2, lot n° 2, nécessaires aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete, est complété comme suit :

Indemnités à déconsigner : 1 270 F CFP ;
Bénéficiaire : Mme Miranda Marama épouse Pani.

Par arrêté n° 628 MET du 22 septembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tereia 2 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Mataiva. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
221	M. Mokio Tumg
442	M. Henere Marama
443	Mme Florine Haapoua Marama épouse Bernard
443	Mme Etera Marama épouse Tefana
443	Mme Lilia Ruatamahine Marama épouse Firuu
443	Mme Miranda Marama épouse Pani
443	Mlle Roroarii Marama
443	Mlle Joséphine Marama
443	M. Didier Marama
333	M. Georges Lanteires
332	Mlle Elisabeth Lanteires
249	M. Pierre Arai
249	Mme Emere Arai épouse Ah Scha
249	Mlle Tehahine Arai
249	Mme Léonie Arai épouse Vernaoudon
249	Mme Rosalie Arai épouse Mervin
249	Mme Jeanne Maire Arai
249	Mme Loretta Marama épouse Faivre

Par arrêté n° 629 MET du 22 septembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tematie-Faraomahou nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tikehau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
74	M. Mokio Tumg
149	M. Henere Marama
149	Mme Florine Haapoua Marama épouse Bernard
149	Mme Etera Marama épouse Tefana
149	Mme Lilia Ruatamahine Marama épouse Firuu
149	Mme Miranda Marama épouse Pani
149	Mlle Roroarii Marama
150	Mlle Joséphine Marama
150	M. Didier Marama
224	M. Georges Lanteires
224	Mlle Elisabeth Lanteires
84	M. Pierre Arai
84	Mme Emere Arai épouse Ah Scha
84	Mlle Tehahine Arai
84	Mme Léonie Arai épouse Vernaoudon
84	Mme Rosalie Arai épouse Mervin
84	Mme Jeanne Maire Arai
84	Mme Loretta Arai épouse Faivre

Par arrêté n° 630 MET du 22 septembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tohetupou 3 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tikehau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
44	M. Moklo Tumg
89	M. Henere Marama
89	Mme Florine Haapoua Marama épouse Bernard
89	Mme Etera Marama épouse Tefana
89	Mme Lilia Ruatamahine Marama épouse Firuu
89	Mme Miranda Marama épouse Pani
89	Mlle Roroarii Marama
90	Mlle Joséphine Marama
90	M. Didier Marama
68	M. Georges Lanteires
68	Mlle Elisabeth Lanteires
51	M. Pierre Arai
51	Mme Emere Arai épouse Ah Scha
50	Mlle Tevahine Arai
50	Mme Léonie Arai épouse Vernaudon
50	Mme Rosalie Arai épouse Mervin
50	Mme Jeanne Maire Arai
50	Mme Loretta Arai épouse Faivre

Par arrêté n° 632 MET/STT du 22 septembre 2006.— La licence de transport touristique n° 01B 06 CTG est attribuée à la société civile Gauguin's Pearl pour la mise en exploitation d'un véhicule de petite ou moyenne capacité (de 8 à 24 passagers), de catégorie B.

Par arrêté n° 633 MET du 25 septembre 2006.— Mme Bernadette Tevepauhu épouse Tauamahi Bernadette Cantois, née le 31 mai 1951 à Omoa (Fatu Hiva), est autorisée à exercer l'activité d'entrepreneur de voiture de service particularisé sur l'île de Fatu Hiva.

Le numéro d'autorisation attribué est le 059.

Cette autorisation est accordée pour l'exploitation d'un seul véhicule.

Par arrêté n° 634 MET du 25 septembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Vaigatika A4 n° 144 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Faaite. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Maitu Fariua Timoteo Pita.

Par arrêté n° 635 MET du 25 septembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités supplémentaires fixées par la cour d'appel de Papeete et versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Taiharuru (PV 579) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaire
600 235 100 039	M. Tepehu Poata Amo

Par arrêté n° 636 MET du 25 septembre 2006.— Est déconsignée une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Motufano (plan 10) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Arutua dans l'archipel des Tuamotu. Leur versement est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Indemnités à déconsigner : 146 289 F CFP ;
Bénéficiaire : M. James Willy Georges Perry.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Par arrêté n° 1546 MEE du 22 septembre 2006.— Une bourse de catégorie D est accordée aux étudiants ci-après pour l'année universitaire 2006-2007, sous réserve de leur inscription aux études prévues. Le prêt d'études accordé par l'arrêté n° 1238 MEE du 8 août 2006 est abrogé.

- Ronnie Camps : 1 licence de droit, en Polynésie française ;
- Taero Jamet : 1 ou 2 BTS management des unités commerciales, en Polynésie française ;
- Géraldine Langlois : 1 ou 2 DECF, en Polynésie française ;
- Weillina Epi Reva : 1 licence économie mention gestion, en Polynésie française ;
- Yasmina Maeva Royane : 3 licence science de la vie et de la terre option biologie cellulaire et physiologie, en métropole ;
- Kelvin Sichan : 2 ou 3 licence mathématiques et informatique, en Polynésie française ;
- Rirava Tchen : 2 ou 3 licence de droit, en Polynésie française.

Une bourse de catégorie D est accordée aux étudiantes ci-après pour l'année universitaire 2006-2007, sous réserve de leur inscription aux études prévues :

- Tefarati Lenoir : 2 BTS assistant gestion PME/PMI, en Polynésie française ;
- Poerani Utia : 1 ou 2 BTS assistant gestion PME/PMI, en Polynésie française.

Un prêt d'études simple bonification de catégorie D est accordé aux étudiants ci-après pour l'année universitaire 2006-2007, sous réserve de leur inscription aux études prévues :

- Gérard Tamatoa Laurens : 1 DUT Génie mécanique productique, en métropole ;
- Tuherenui Yannick Toofa : 2 BTS agricole, en Polynésie française.

Un prêt d'études double bonification de catégorie D est accordé à l'étudiante Heikura Arnoux pour l'année universitaire 2006-2007, sous réserve de son inscription en 1re année de licence d'économie gestion en Polynésie française. Le prêt d'études simple bonification accordé par l'arrêté n° 1238 MEE du 8 août 2006 est abrogé.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 943, sous-chapitre 943-07 de l'exercice 2006, articles :

- 655-17 bourses d'études supérieures ;
- 645-27 participation forfaitaire prêts d'études SOCREDO ;
- 645-28 prise en charge intérêts prêts d'études SOCREDO.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRÊTÉ n° 1990 MTE/PEL du 27 septembre 2006 nommant les membres du jury du concours externe, sur titres, pour le recrutement de six (6) praticiens hospitaliers au Centre hospitalier de Polynésie française relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 17 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 22 MTE du 31 mars 2005 modifié portant délégation de signature à Mme Mireille Bresson, chef du service du personnel et de la fonction publique, et à certains de ses agents ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-136 APF du 21 novembre 1996 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers territoriaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-199 APF du 24 octobre 1997 portant statut particulier du cadre d'emplois général des praticiens hospitaliers territoriaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1061 CM du 6 octobre 1997 modifié relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers territoriaux de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 297 CM du 26 mai 2005 modifié portant ouverture de concours pour le recrutement de fonctionnaires de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1413 MTE du 21 août 2006 déclarant la vacance des six (6) postes de praticien hospitalier au Centre hospitalier de Polynésie française et portant date d'ouverture et date d'organisation matérielle d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement de six (6) praticiens hospitaliers au Centre hospitalier de la Polynésie française relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommées membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- le chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *président* ;
- le directeur du Centre hospitalier de Polynésie française ou son représentant ;
- le docteur Lionel Bessout, praticien hospitalier au Centre hospitalier de Polynésie française, en qualité de personnalité qualifiée, nommé à raison de ses compétences par le ministre de la santé ;
- le docteur Yann Turgeon en qualité de fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois pour lequel le concours est ouvert.

Art. 2. — Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2006.

Pour le ministre

et par délégation :

*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,
Mireille BRESSON.*

Par arrêté n° 1985 MTE du 26 septembre 2006. — L'Association Sportive Dragon représentée par son président M. Charles Fong Loi, dont le siège est situé à Papeete, Titiro, BP 2916 Papeete, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3 000 000 F CFP, composée de 30 000 billets à 100 F CFP l'un, et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 16 décembre 2006 au club-house de l'Association Sportive Dragon situé à Titiro, Papeete.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la loterie est intégralement et exclusivement affecté à l'achat de maillots et de chaussures pour la saison 2006-2007.

Les lots sont les suivants :

1er lot	2 A/R Papeete/Los Angeles ou Nouvelle-Zélande par Air New-Zealand, achetés + 50 000 F CFP de l'association (argent de poche)	200 000 F CFP
2e lot	1 A/R Papeete/Los Angeles ou Nouvelle-Zélande par Air New-Zealand, offert	75 000 F CFP
3e lot	1 A/R Papeete/Los Angeles ou Nouvelle-Zélande par Air New-Zealand, offert	75 000 F CFP
4e lot	1 A/R Papeete/Honolulu, offert par Tahiti Voyage	50 000 F CFP
5e lot	20 000 F CFP de repas, offert par le restaurant Pitae Mamao	20 000 F CFP
6e lot	20 000 F CFP de repas, offert par Nike Shop	20 000 F CFP

7e lot	20 000 F CFP de repas, offert par Shop Tahiti	20 000 F CFP
8e lot	1 vélo tout-terrain, offert par Tahiti Distribution	15 000 F CFP
Total des lots		475 000 F CFP
Total des lots achetés		200 000 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 118 750 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 356 250 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mercredi 6 décembre 2006.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT
ET DE LA QUALITÉ DE LA VIE**

ARRETE n° 49 MDD du 20 septembre 2006 autorisant la CCISM à installer et exploiter un parking et une installation de climatisation, rues Dumont-d'Urville et du Docteur-Cassiau, commune de Papeete (établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie, chargé de la prévention des risques naturels,

.....
Arrête :

Article 1er.— La CCISM est autorisée à installer et exploiter un parc couvert et une installation de climatisation sur la parcelle cadastrée section AH n° 65 de la terre Tereva lot 1 (lot D) Terava parcelle d'une superficie de 1 806 mètres carrés, commune de Papeete.

TITRE Ier

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubriques 172 et 189 2 b, et comprend :

172 : Parcs de stationnement couverts de véhicules à moteur de plus de 1 000 mètres carrés mais inférieur à 5 000 mètres carrés ;

189 : Réfrigération ou compression : installation fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar.2°b : dans le cas où, la puissance absorbée est supérieure ou égale à 10 kilowatts mais inférieure à 200 kilowatts. L'installation autorisée par le présent arrêté est une installation de climatisation d'une puissance électrique de 36 kilowatts (puissance frigorifique : 90 kilowatts).

TITRE II

Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions

fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 69.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

TITRE III

Prescriptions concernant le parc de stationnement

Art. 9.— Tous les éléments généraux de construction doivent présenter une résistance mécanique suffisante ou être protégés contre un choc éventuel des véhicules.

Art. 10.— A l'exception des locaux techniques, les éléments de construction du parc sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu.

Les murs, les parois mitoyens et le plancher haut sont coupe-feu de degré heures.

Les sas, d'une surface de 3 mètres carrés minimum, sont munis de deux portes chacune pare-flammes de degré une demi-heure, équipées d'un ferme-porte, et s'ouvrant vers l'intérieur du sas.

Art. 11.— Les communications avec les autres parties de l'immeuble sont réalisées par des sas de même degré de résistance au feu que les murs ou parois traversés.

Les sas, d'une surface de 3 mètres carrés minimum, sont munis de deux portes chacune pare-flammes de degré une demi-heure, équipées d'un ferme-porte, et s'ouvrant vers l'intérieur du sas.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'accumulation, dans ces sas, de gaz nocifs ou inflammables.

Art. 12.— Les éléments porteurs ou autoporteurs du parc sont stables au feu de degré deux heures.

Art. 13.— A tous les niveaux, les escaliers doivent être disposés de façon que les usagers n'aient pas plus de 40 mètres à parcourir en dehors des zones de stationnement pour atteindre l'un d'eux s'ils ont le choix entre plusieurs escaliers, et pas plus de 25 mètres s'ils se trouvent dans une partie de l'établissement formant un cul-de-sac.

Les escaliers desservant les niveaux situés au-dessous du niveau de référence ne doivent pas être en prolongement direct de ceux desservant les niveaux supérieurs..

Ils doivent avoir une largeur minimale de 0,90 mètre. Si plusieurs escaliers aboutissent dans une allée de circulation commune réservée aux piétons, la largeur de cette allée doit totaliser un nombre d'unités de passage au moins égal à la somme de celui des divers escaliers ; elle comporte au moins deux issues éloignées l'une de l'autre et disposées de manière à éviter les culs-de-sac. Cette allée est enclouée par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Les escaliers sont réalisés en matériaux classés en catégorie MO du point de vue de leur réaction au feu et encloués par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Ils doivent être protégés par des portes pare-flammes de degré une demi-heure, à fermeture automatique et s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc, lorsque l'escalier débouche directement à l'air libre ; dans le cas contraire, par des sas tels que définis précédemment.

Art. 14.— Toutes les issues du parc aboutissent à l'air libre ou au niveau de référence, dans des zones permettant une évacuation rapide.

Art. 15.— Les conduits et gaines (à l'exception des conduites d'eau) sont disposés de telle sorte qu'ils soient protégés des chocs, de la corrosion et de l'incendie.

Tous les conduits ou gaines susceptibles de mettre en communication le parc et des locaux voisins sont coupe-feu de degré deux heures au moins.

Art. 16.— Les sols ont une pente suffisante pour que les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction d'un réseau collecteur raccordé à un séparateur à hydrocarbures.

Art. 17.— Un regard, facilement accessible est disposé avant le raccordement au dispositif d'assainissement.

Art. 18.— Les rampes et allées de circulation de véhicules sont libres de tout obstacle sur toute la largeur et sur une hauteur minimale de deux mètres. La hauteur maximale des véhicules est inscrite à l'entrée du parc. Les allées de circulation des véhicules sont antidérapantes.

Art. 19.— Toute signalisation destinée à faciliter les déplacements des véhicules à l'intérieur du parc est conforme à celle imposée par le code de la route.

Art. 20.— Aucun obstacle ne se trouve à moins de 2 mètres du sol dans toutes les parties du parc susceptibles d'être parcourues par les piétons.

Art. 21.— Les accès aux issues sont maintenus dégagés sur une largeur minimale de 0,80 mètre.

Art. 22.— Pour faciliter la circulation dans le parc et repérer les issues, des inscriptions visibles sont apposées. Si la porte ne donne pas accès à une voie de circulation, un escalier, une issue, elle doit porter, de manière apparente la mention "sans issue".

Art. 23.— L'éclairage naturel ou artificiel est suffisant pour permettre aux personnes de se déplacer et de repérer aisément les issues.

Art. 24.— Un éclairage de sécurité, alimenté par une source autonome est installé ; il permet d'assurer un minimum d'éclairement pour repérer les issues en toutes circonstances, effectuer les opérations intéressant la sécurité et faciliter l'intervention des secours.

A cet effet, les points lumineux sont placés en partie haute et basse, au plus à 0,50 mètre du sol, le long des allées de circulation, près des issues et dans les escaliers.

Art. 25.— L'air provenant de la ventilation du parc est évacué dans une zone bien ventilée et éloignée des ouvertures de tout local habité ou occupé ; si l'évacuation se fait au-dessus du bâtiment, le niveau de l'exutoire dépasse de plus de 1,20 mètre le niveau le plus haut du toit.

Art. 26.— Il est interdit de prélever de l'air du parc pour ventiler d'autres locaux.

Art. 27.— A l'intérieur du parc, il est interdit :

- de constituer des dépôts de matières combustibles ou de produits inflammables ;
- d'ajouter du carburant dans les réservoirs de véhicules ;
- de fumer ou d'apporter des feux nus.

Art. 28.— Les moyens de lutte pour chaque niveau de parking comprennent des extincteurs portatifs à poudre polyvalente de type 13A et 21B homologué NF-MIH répartis à l'intérieur du parc et d'une caisse de 100 litres de sable meuble, munie d'une pelle.

Art. 29.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 30.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

TITRE IV

Prescriptions relatives à l'installation de réfrigération

Art. 31.— Les appareils de réfrigération sont conformes à la norme NFE 35400. Ils utilisent comme fluide l'eau glacée, non inflammable et non toxique.

Art. 32.— Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

Art. 33.— Un dispositif d'aération naturelle (ventelle, fenêtre ou autre) est assurée de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 34.— Le local compresseur est muni d'une porte s'ouvrant vers l'extérieur permettant en cas d'accident une évacuation rapide.

Art. 35.— Les appareils sont maintenus en bon état de fonctionnement et le personnel est formé à leur mode d'utilisation.

Art. 36.— La porte permettant l'accès au local de l'installation réfrigération-compression est équipée d'un système d'ouverture facile depuis l'intérieur. Le dispositif d'ouverture est situé hors de portée des enfants.

Art. 37.— Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le local de réfrigération du feu sous une quelconque forme que ce soit, d'y fumer ou d'y entreposer des matières combustibles.

TITRE V

Installations électriques

Art. 38.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès la réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 39.— L'installation électrique des zones où sont susceptibles d'être stockées des matières explosives est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 40.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme agréé. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 41.— Les installations électriques sont établies selon les règles de l'art et les normes en vigueur. Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable et accessibles en partant de la voie publique.

Art. 42.— Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique sont pourvus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable. Les boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés par des étiquettes facilement accessibles.

TITRE VI

Protection contre l'incendie

Art. 43.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un système de sécurité incendie ;
- de moyens d'alarme et d'alerte ;
- d'une liaison téléphonique urbaine pour appeler le service de secours incendie le plus proche.

Art. 44.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 45.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...) ;
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte indestructible, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 46.— Le bâtiment est en outre défendu par deux poteaux d'incendie normalisés de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux. Les caractéristiques du poteau d'incendie sont garanties par le fournisseur.

Art. 47.— A proximité des compresseurs est installé un extincteur à poudre polyvalente de 9 kilogrammes poudre. Cet appareil est homologué et porte le label NF-MIH.

Art. 48.— Dans chaque local recevant une armoire électrique est installé un extincteur CO₂ de 6 kilogrammes pour les feux électriques. Ces appareils sont conformes à la norme en vigueur.

Art. 49.— En ce qui concerne les zones ou parties de l'installation classée recevant du public, des extincteurs à eau de 9 kilogrammes sont présents et conformes à la norme en vigueur.

Art. 50.— Le matériel d'extinction est vérifié une fois l'an par une entreprise spécialisée et la date de contrôle est enregistrée sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 51.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 52.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

TITRE VII

Protection contre les nuisances sonores

Art. 53.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 54.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 55.— Les mesures de bruit sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Art. 56.— Le bruit exprimé en décibel (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes "Emergence : 3 décibels (A)" :

Zone : Résidentielle, urbaine ou suburbaine avec une importante circulation de trafic terrestre ou aérien ;

Jour : (jours ouvrables : de 7 heures à 22 heures) 60 ;

Période intermédiaire : 55 ;

Nuit : (tous les jours : de 22 heures à 7 heures et dimanches et jours fériés) 50.

Art. 57.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et au frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les heures d'ouvertures. Ils seront réalisés, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats seront transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

TITRE VIII

Prévention contre les nuisances sur l'environnement

Art. 58.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 59.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 60.— Les appareils de l'installation utilisant de l'eau (eau de refroidissement, etc.), évacuent les rejets d'effluents des installations classées conformément aux prescriptions en vigueur.

Art. 61.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 62.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conforme aux prescriptions du présent arrêté.

TITRE IX

Avant travaux de terrassement

Art. 63.— L'exécution d'un essai de pompage est indispensable en vue de définir les conditions de rabattement de la nappe et éventuellement de prendre des mesures compensatoires pour solutionner l'épreuve. Les résultats de cet essai doivent être transmis à l'inspection des installations classées.

Art. 64.— Afin de pallier les désordres susceptibles de survenir lors de la création d'une enceinte, la mise en œuvre des actions suivantes est impérative :

- constat d'huissier sur les bâtiments environnants avec marquage au plâtre des fissures existantes ;
 - mise en place de repères topographiques sur les bâtiments alentour, avec deux repères fixes (base) sur des bâtiments dits fixes ;
 - mise en place de 2 piézomètres pour contrôler les fluctuations de la nappe ;
- (Dans tous les cas, le rabattement contrôlé de la nappe n'aura lieu qu'après la réalisation de l'enceinte périphérique fermée.)

TITRE X

Phase de terrassement

Art. 65.— Pendant la phase de terrassement, le maître d'œuvre doit établir :

- un contrôle permanent des marquages et repères ;
- une mesure journalière du niveau de la nappe ;
- des mesures journalières de déplacement des palplanches (paroi moulée ou autre procédé) et comparaison avec les déplacements calculés.

Art. 66.— Le maître d'œuvre doit remédier aux incidences occasionnées lors du pompage de la nappe phréatique, notamment l'assèchement du cours d'eau dans les environs et l'assurance d'une bonne décantation des eaux chargées en boue. L'obtention d'une eau limpide est impérative avant l'évacuation dans le réseau d'eaux pluviales ou les milieux naturels.

Art. 67.— La décantation des boues sera obtenue à l'aide d'un décanteur correctement dimensionné. La note de calcul du dimensionnement est à transmettre à l'inspection des installations classées avant le début des travaux. En cas de dysfonctionnement de cette installation, des mesures compensatoires devront être prises. Ces informations seront également transmises à l'inspection des installations classées.

Art. 68.— Dans le cas où des désordres apparaîtraient ou bien si les déplacements dépassent les déplacements calculés, des mesures conservatoires sont prises immédiatement et des solutions techniques sont apportées :

- arrêt de pompage ;
- mise en place de liernes et butons pour bloquer les déplacements ;
- mise en fond de fouille d'un gros béton de blocage sur 40 centimètres d'épaisseur minimale.

TITRE XI

Exploitation et entretien

Art. 69.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Sur ce registre, sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 70.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que les usagers en prennent connaissance.

Art. 71.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu, sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

TITRE XII

Identification des parties en charge du contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 72.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 73.— Le présent arrêté est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Art. 74.— Une copie du présent arrêté est disposée en mairie de Papeete et tenue à la disposition du public.

Art. 75.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2006.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement,
Pierre COISSAC.

ARRETE n° 51 MDD du 26 septembre 2006 autorisant la SCI Vehiarii à installer et exploiter les équipements techniques d'un immeuble de 5 étages sis dans la commune de Papeete, vallée de Titiro (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le ministre du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie, chargé de la prévention des risques naturels,

Arrête :

TITRE Ier - Equipements et caractéristiques

Article 1er.— La SCI VEHIARII représentée par son gérant M. Pierre Ayou est autorisée à installer et exploiter des entrepôts couverts, un parc de stationnement couvert, un groupe électrogène de secours et une installation de réfrigération.

L'installation est située sur un terrain référencé comme suit :

Terre/démembrement : Paiea, lot n° 1, lot A, lot B.

Commune associée : Papeete.

Section : CO.

N° parcelle : 37.

Superficie : 58 ares 57 centiares.

Propriétaire : Société Vehiarii.

Art. 2.— L'établissement relève de la 2e classe, rubriques 103, 118, 172 et 189 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les équipements classés sont répertoriés dans le tableau suivant :

Définition de la rubrique	Rubrique de la nomenclature	Classe	Equipements de l'installation prévue
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles, toxiques ou explosives ne relevant pas de la présente nomenclature) lorsque le volume des entrepôts est : 2° supérieur ou égal à 1 000 mètres cubes mais inférieur à 10 000 mètres cubes	103-2°	2	Réserves de produits de prêt-à-porter situées aux niveaux R+2 et R+3
Groupes électrogènes La puissance totale de l'installation est supérieure ou égale à 10 kVA mais inférieure à 200 kVA	118-2°	2	Groupe électrogène de 50 kVA, stockage de gazole de 175 litres intégré au groupe
Parcs de stationnement couverts et garages-hôtels de véhicules à moteur dont la surface est supérieure ou égale à 1 000 mètres carrés mais inférieure à 5 000 mètres carrés	172-2°	2	Parc de stationnement couvert situé au niveau R-1 d'une surface de 4 066 mètres carrés
Réfrigération ou compression (Installation de) fonctionnement à des pressions manométriques supérieures à 1 bar 2° dans tous les autres cas, lorsque la puissance absorbée est : b) supérieure ou égale à 10 kW mais inférieure à 200 kW	189-2°-b	2	Installation de réfrigération/compression dont la puissance absorbée totale est de 194,4 kW (4 machines de 48,6 kW)

TITRE II - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 99.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

TITRE III - Prescriptions concernant les entrepôts couverts (réserves)

Art. 9.— Le respect des prescriptions ci-dessous ne fait pas obstacle aux prescriptions particulières applicables au stockage de certaines matières dangereuses fixées par la réglementation en vigueur.

En particulier, le stockage de produits explosifs est interdit.

Art. 10.— Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une ou des voies-engins sont maintenues libres à la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'entrepôt. Ces voies doivent permettre l'accès des engins-pompes des sapeurs-pompiers, et, en outre, si elles sont en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues du stockage par un chemin stabilisé de 1,30 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres. Pour toute hauteur du stockage supérieure à 15 mètres, des accès «voie échelle» doivent être prévus pour chaque façade accessible.

De même et de manière générale, les véhicules de la clientèle, du personnel ou de livraison ne doivent pas gêner les accès des routes qui desservent la zone industrielle. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour faire respecter cette prescription.

Art. 11.— La partie du stockage supérieure à la hauteur utile sous ferme comporte, à concurrence au moins de 2 % de la surface de l'entrepôt, des éléments judicieusement répartis permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur ou mise à l'air libre directe).

Des amenées d'air neuf d'une surface équivalente à celle des exutoires définis ci-dessus doivent être assurées sur l'ensemble du volume du stockage. Elles peuvent être constituées soit par des ouvrants en façade, soit par les portes des locaux à ventiler donnant sur l'extérieur.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

Art. 12.— Le sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage, produits d'extinction d'un incendie, ...) puissent être recueillis efficacement.

Art. 13.— Les portes des pièces de stockage sont coupe-feu de degré une heure et doivent pouvoir être ouvertes manuellement de l'intérieur de chaque pièce.

Art. 14.— La stabilité au feu des entrepôts est de degré deux heures.

Art. 15.— Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point du stockage ne soit pas distant de plus de 40 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties du stockage formant cul-de-sac.

Art. 16.— Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

Art. 17.— Tous les appareils comportant des masses métalliques, sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et elle est distincte de celle du paratonnerre.

La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de l'installation.

Les transformateurs de courant électrique sont situés dans des locaux spéciaux isolés du stockage par un mur coupe-feu de degré une heure et largement ventilés vers l'extérieur du stockage.

Art. 18.— Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des produits entreposés pour éviter leur échauffement.

Art. 19.— Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Art. 20.— Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur ; ils comportent des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles.

Art. 21.— Les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés de façon à pouvoir, même accidentellement, entrer en contact. Sont considérés comme incompatibles entre eux les produits qui, mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, un incendie ou une explosion, en particulier :

- les produits combustibles ou réducteurs d'une part et les produits oxydants d'autre part ;
- les acides d'une part et les bases d'autre part, y compris les sels acides ou basiques susceptibles de réaction dangereuses.

Art. 22.— Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, etc. soient largement dégagées. Les marchandises entreposées en masse (sac, palettes, etc.) forment des blocs limités de la façon suivante :

- espace entre blocs et parois et entre blocs et élément de la structure : 0,80 mètre ;
- espace entre deux blocs : 1 mètre ;
- chaque ensemble de 4 blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2 mètres ;
- un espace minimal de 0,90 mètre est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs ; cet espace est à adapter en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie.

Toutefois, dans le cas d'un stockage par paletier, ces conditions ne sont pas applicables si l'entrepôt est équipé d'une installation d'extinction automatique d'incendie.

Les produits liquides dangereux ne sont pas stockés en hauteur (pas plus de 5 mètres par rapport au sol).

Les produits explosibles et inflammables sont protégés contre les rayons solaires.

La température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement est vérifiée régulièrement.

Art. 23.— Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

Art. 24.— *Entretien et contrôles*

Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc. sont regroupés hors des allées de circulation.

TITRE IV - Prescriptions applicables au groupe électrogène

Art. 25.— Le groupe électrogène est installé sur la terrasse technique non couverte au niveau R+3 conformément aux plans joints au dossier.

Art. 26.— L'accès à la terrasse technique est interdit à toute personne étrangère au service.

Art. 27.— La ventilation est assurée de façon à éviter toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 28.— L'isolation phonique est assurée par le capotage du groupe. Ce capotage doit être entretenu de sorte que ses qualités d'isolation restent inaltérées dans le temps. En dehors des phases de réparation, le groupe ne peut fonctionner, même en maintenance, sans le capotage fixé correctement.

Art. 29.— Concernant le matériel électrique, sont obligatoires :

- des dispositifs distincts pour les installations de remplacement ;

- un éclairage de sécurité à commande manuelle, constitué par des blocs autonomes.

Art. 30.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique devront être pourvus. Ils doivent être facilement accessibles en partant de la voie publique.

Art. 31.— En aucun cas, l'alimentation en gazole du groupe ne doit être assurée automatiquement.

Art. 32.— Le carburant utilisé est un combustible liquide de 2^e catégorie (point éclair compris entre 55° C et 100° C). Le réservoir du groupe électrogène est de 175 litres.

Art. 33.— Tout stockage doit être réalisé suivant les règles techniques relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Art. 34.— S'il est nécessaire de stocker une quantité de combustibles supérieure à 400 litres, ce stockage devra faire l'objet d'une autre demande d'autorisation (rubrique n° 130 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

Art. 35.— Le groupe électrogène étant susceptible de fonctionner sans une surveillance humaine sur le site, un système de télésurveillance est mis en œuvre permettant à l'exploitant d'être tenu informé de l'état du groupe électrogène à tout moment et de pouvoir actionner à distance la coupure de l'alimentation du groupe.

Art. 36.— L'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise quand le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

TITRE V - Prescriptions applicables au parc de stationnement

Art. 37.— Tous les éléments généraux de construction présentent une résistance mécanique suffisante ou sont protégés contre un choc éventuel des véhicules. Les éléments de construction du parc sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et pare-flammes de degré deux heures ; les portes et baies ne sont pas soumises à cette disposition.

Art. 38.— Les murs et parois du parc sont coupe-feu de degré deux heures. Les communications avec les autres parties de l'immeuble sont réalisées par des sas de même degré de résistance au feu que les murs ou parois traversés. Les sas, d'une surface de 3 mètres carrés minimum, sont munis de deux portes chacune pare-flammes de degré une demi-heure, équipées d'un ferme-porte, et s'ouvrant vers l'intérieur du sas. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'accumulation dans ces sas de gaz nocifs ou inflammables.

Art. 39.— Les éléments porteurs ou autoporteurs du parc sont stables au feu de degré une heure et demie.

Art. 40.— Les planchers séparatifs sont coupe-feu de degré une heure et demie. Toutefois, les dalles de ces planchers constituant des éléments secondaires de la structure sont coupe-feu de degré une heure seulement.

Art. 41.— La superficie du parc est découpée en deux compartiments d'environ 2 000 mètres carrés. Le cloisonnement est réalisé par des parois coupe-feu de degré une heure. Les ouvertures sont munies de dispositifs d'obturation à fermeture automatique ou manuelle, pare-flammes de degré une demi-heure. Le système de fermeture automatique est placé de part et d'autre du dispositif d'obturation.

Art. 42.— A tous les niveaux, les escaliers sont disposés de façon que les usagers n'aient pas plus de 40 mètres à parcourir en dehors des zones de stationnement pour atteindre l'un d'eux s'ils ont le choix entre plusieurs escaliers, et pas plus de 25 mètres s'ils se trouvent dans une partie de l'établissement formant cul-de-sac.

Les escaliers desservant le niveau situé au-dessous du niveau de référence ne sont pas en prolongement direct de ceux desservant les niveaux supérieurs. Les volets des escaliers venant du sous-sol sont dissociés de ceux menant aux étages.

Les escaliers ont une largeur minimale de 0,90 mètre et sont maintenus dégagés en permanence sur cette largeur. Pour les escaliers aboutissant dans une allée de circulation commune réservée aux piétons, la largeur de cette allée totalise un nombre d'unités de passage au moins égal à la somme de celui des divers escaliers ; elle comporte au moins deux issues éloignées l'une de l'autre et disposées de manière à éviter les culs-de-sac. Cette allée sera encloisonnée par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Les escaliers sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et encloisonnés par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Les escaliers débouchant directement à l'air libre sont protégés par des portes pare-flammes de degré une demi-heure, à fermeture automatique et s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc. Dans le cas contraire, les escaliers sont protégés par des sas ventilés présentant le même degré de résistance au feu que les murs ou cloisons traversés.

Art. 43.— Toutes les issues du parc aboutissent à l'air libre ou au niveau de référence, dans des zones permettant une évacuation rapide.

Art. 44.— Les conduits et gaines, à l'exception des conduites d'eau, sont disposés de telle sorte qu'ils sont protégés des chocs, de la corrosion et de l'incendie. Ces conduits ou gaines susceptibles de mettre en communication le parc et des locaux voisins sont coupe-feu de degré deux heures.

Art. 45.— Les sols ont une pente suffisante pour que les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction d'un réseau collecteur raccordé à un séparateur à hydrocarbures. Les avaloirs et canalisations correspondantes sont réalisés en matériaux classés M0 ou M1 et sont répartis toutes les quarante voitures environ.

Art. 46.— Les allées de circulation des véhicules sont antidérapantes.

Art. 47.— Par exception aux dispositions de l'article 37, les matériaux de revêtement des sols sont réalisés en matériaux classés au moins en catégorie M3 du point de vue de leur réaction au feu.

Art. 48.— Les rampes et allées de circulation de véhicules sont libres de tout obstacle sur toute leur largeur et sur une hauteur minimale de deux mètres.

Art. 49.— La hauteur maximale des véhicules est inscrite à l'entrée du parc.

Art. 50.— Toute signalisation destinée à faciliter les déplacements des véhicules à l'intérieur du parc est conforme à celle imposée par le code de la route.

Art. 51.— Aucun obstacle (poutre, canalisation, gaine, etc.) ne se trouve à moins de 2 mètres du sol dans toutes les parties du parc susceptibles d'être parcourues par les piétons.

Art. 52.— Le stationnement de tout véhicule devant des locaux comportant des installations électriques est interdit sur une largeur minimale de 0,90 mètre. L'accès de ces derniers est à tout moment libre.

Art. 53.— L'accès aux sas est libre à tout moment.

Art. 54.— Pour faciliter la circulation dans le parc et repérer les issues, des instructions visibles en toutes circonstances sont apposées.

Art. 55.— Les portes ne donnant pas accès à une voie de circulation, un escalier, une issue, portent, de manière apparente la mention "sans issue" et le danger ou risque auquel elle peut correspondre.

Art. 56.— Sans préjudice des règles de l'urbanisme en la matière, les places spécialement aménagées et réservées aux handicapés sont signalées et situées de préférence dans un endroit abrité, à proximité du hall des immeubles ou de ses accès.

Art. 57.— L'éclairage naturel ou artificiel, est suffisant pour permettre aux personnes de se déplacer et de repérer aisément les issues, étant entendu que l'éclairement moyen de chaque niveau est de 30 lux au minimum, mesuré au sol en l'absence de voiture. Cette valeur est portée à 50 lux dans les couloirs, escaliers et rampes d'accès des véhicules. Toutes les dispositions sont prises pour assurer une bonne dégressivité entre la luminance extérieure et celle du parc.

Art. 58.— Un éclairage de sécurité, alimenté par une source autonome, est installé ; il permet d'assurer un minimum d'éclairements pour repérer les issues en toutes circonstances, effectuer les opérations intéressant la sécurité et faciliter l'intervention des secours. A cet effet, les points lumineux sont placés en parties haute et basse, au plus à 0,50 mètre du sol, le long des allées de circulation, près des issues et dans les escaliers. Les foyers lumineux sont constitués soit par des blocs autonomes conformes aux normes en vigueur, soit par des lampes à incandescence de puissance au moins égale à 15 watts.

Art. 59.— Les équipements électriques situés à moins de 1,50 mètre du sol sont de degré 9 de résistance mécanique au sens de la norme NF C 20-010.

Art. 60.— La ventilation est réalisée de façon à s'opposer efficacement à la stagnation, même locale, de gaz nocifs ou inflammables. Dans le parc, les valeurs limites de concentration en monoxyde de carbone sont fixées comme suit :

- la teneur moyenne calculée sur toute période de huit heures consécutives ne dépasse pas 50 ppm ;
- la teneur moyenne calculée sur toute période de vingt minutes ne dépasse pas 100 ppm ;
- la teneur instantanée ne dépasse pas 200 ppm.

L'exploitant est responsable du respect de ces objectifs. Il prévoit, notamment dans les consignes, les mesures d'urgence à appliquer si les teneurs fixées ci-dessus sont atteintes.

Art. 61.— Les locaux techniques et celliers, représentant des risques d'incendie ou d'explosion, sont isolés du parc par des parois coupe-feu de degré une heure, les portes sont pare-flammes de degré une demi-heure. Leur ventilation est indépendante de celle du parc.

TITRE VI - Dispositions applicables aux installations de réfrigération

Art. 62.— Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés seront disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'incommodité pour le voisinage.

Art. 63.— Les compresseurs sont installés sur la terrasse technique visée à l'article 25, dont l'accès est interdit au public.

Art. 64.— La ventilation sera assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 65.— Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

L'établissement sera muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit facile d'accès. Le personnel sera entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

TITRE VII - Installations électriques

Art. 66.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès sa réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 67.— L'installation électrique est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 68.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par une société spécialisée. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 69.— L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion est conforme à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 70.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont pourvus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable. Les boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés distinctement et facilement accessibles.

TITRE VIII - Protection contre l'incendie

Art. 71.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un système de sécurité incendie ;
- de moyens d'alarme et d'alerte.

Art. 72.— Tout personnel même intérimaire susceptible de travailler à la réception dispose de consignes de sécurité à observer en cas d'allumage d'une alarme. L'exploitant s'assure que ces consignes soient bien assimilées par ce personnel.

Art. 73.— L'ensemble du parc de stationnement devra être doté d'une détection incendie automatique.

Art. 74.— A proximité et dans tout local technique ou renfermant des matières combustibles, notamment dans le local du groupe électrogène, il est interdit de fumer, d'y allumer ou d'y introduire sous une forme quelconque une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf pour la réalisation de travaux d'entretien réalisés sous la responsabilité de l'exploitant.

Art. 75.— Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de chaque lieu précédemment défini.

Art. 76.— A l'intérieur du parc, il est interdit :

- de constituer des dépôts de matières combustibles ou de produits inflammables ;
- d'ajouter du carburant dans les réservoirs des véhicules ;
- d'installer des conduites de vapeur à une pression supérieure de 0,5 bar ou d'eau surchauffée à plus de 110° C ;
- d'installer des conduites de gaz combustibles ou toxiques ;
- de fumer ou d'apporter des feux nus.

Art. 77.— Une installation de détection automatique de fumées est raccordée à un système permettant de donner l'alarme à un gardien désigné par l'exploitant et aux services de secours incendie le plus proche.

Art. 78.— *Eléments de lutte contre l'incendie*

Les moyens minimums particuliers de lutte contre l'incendie sont répertoriés dans le tableau suivant :

Equipement concerné	Moyen de lutte
Parc de stationnement	Extincteurs types 13A, 21B/15 véhicules, une caisse de 100 litres de sable meuble, munie d'une pelle, placée à proximité de la rampe
Réserves	Extincteurs appropriés aux produits stockés
Groupe électrogène	1 extincteur homologué NF MIH à poudre polyvalente de 6 kilogrammes et du sable meuble et sec en quantité suffisante avec des pelles pour répandre ce sable sur les fuites et écoulements éventuelles
Equipements de climatisation et de réfrigération	1 extincteur à poudre polyvalente homologué NF-MIH de 9 kilogrammes à proximité des moteurs de chaque chambre froide
TGBT et armoires électriques	1 extincteur CO ₂ de 6 kilogrammes pour les feux électriques et conforme à la norme en vigueur

Les équipements sont en outre défendus par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres par seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Art. 79.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

En particulier, les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un organisme agréé et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 80.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement. L'exploitant affecte une équipe de surveillance et d'intervention formée et entraînée disposant à tout moment des accès depuis la route des zones à risque.

Art. 81.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tous encombrants, déchets et autres, et sont entretenus régulièrement.

Art. 82.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 83.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil.

Art. 84.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 85.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres) ;
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan,

figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 86.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risque.

TITRE IX - Rejets

Art. 87.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 88.— D'une manière générale, le fonctionnement des installations n'est pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 89.— L'installation est entretenue en bon état de fonctionnement et débarrassée des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il est nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne sont en aucun cas rejetés mais remis à une entreprise spécialisée pour être éliminés dans des installations de traitement autorisées. Les eaux résiduaires sont évacuées conformément aux prescriptions relatives au rejet des eaux résiduaires des installations classées.

Art. 90.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire (réseau EP, etc.) et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 91.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'exploitant enregistre pour tous les déchets la nature, la quantité, leur destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 92.— Les eaux résiduaires sont les eaux collectées sur l'ensemble du parc et de ses voies de circulation ainsi que les eaux de lavage des sols.

L'évacuation des eaux résiduaires s'effectue par l'intermédiaire d'une fosse (collecteur) munie d'un dispositif de séparation ou de tout autre système capable de traiter les liquides inflammables susceptibles d'être accidentellement répandus. Un regard, facilement accessible, est disposé avant le raccordement au système épuratoire de l'immeuble.

L'installation est entretenue en bon état de fonctionnement et débarrassée des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il sera nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne devront en aucun cas être jetés

à l'égout mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées.

De plus, les eaux résiduaires doivent présenter les concentrations suivantes avant rejet dans le réseau EP :

- DCO inférieure à 120 milligrammes par litre (norme NF T 90-101) ;
- hydrocarbures inférieurs à 20 milligrammes par litre (norme NF T 90-203).

TITRE X - Protection contre les nuisances sonores

Art. 93.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 94.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle urbaine ou suburbaine, avec quelques ateliers ou centre d'affaires, ou avec des voies de trafic terrestre ou aérien assez importantes ou dans les communes rurales : bourgs, villages et hameaux agglomérés ;

Jour : Jours ouvrables de 7 heures à 20 heures : 60 dB (A) ;

Période intermédiaire : Jours ouvrables de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ; dimanche et jours fériés : de 6 heures à 22 heures : 55 dB (A) ;

Nuit : Tous les jours de 22 heures à 6 heures : 50 dB (A) ;

* *Emergence* : 3 dB (A).

Art. 95.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs ci-dessus.

Art. 96.— Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 97.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 98.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux prescriptions précitées.

TITRE XI - Exploitation et entretien

Art. 99.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre, sont notamment inscrits :

- le nom du responsable du parc ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 100.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur du parc de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas de dépassement des teneurs limites en monoxyde de carbone, et éventuellement d'autres polluants en cas d'incendie ;
- les interdictions à respecter.

Art. 101.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectées, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

TITRE XII - Prescriptions relatives à la réalisation des travaux de construction

Art. 102.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les habitations et locaux avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eau, rivières et lagons.

Art. 103.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégradations des bâtiments voisins et de fragilisation des sols. A cet effet, l'exploitant réalise un suivi de l'intégrité des bâtiments alentours et prend toutes les mesures nécessaires au cas où des signes de détériorations apparaîtraient.

Art. 104.— Les travaux ne sont pas à l'origine d'une pollution des milieux avoisinants (rivières, nappes, lagons, etc.). Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

TITRE XIII - Identification des parties en charge du contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 105.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 106.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 107.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2006.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'environnement,
Pierre COISSAC.

**MINISTÈRE DES POSTES
ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
ET DE LA PERLICULTURE**

Par arrêté n° 211 MPP/SPT du 19 septembre 2006.— Conformément aux articles D. 212-11 à D. 212-16 du code des postes et télécommunications, la société RFO Polynésie, représentée par M. Charles Wong, responsable technique par intérim, est autorisée à établir et exploiter un réseau radioélectrique indépendant pour des liaisons de vidéo-reportages mobiles.

Les fréquences 2 415 MHz, 2 435 MHz et 2 455 MHz sont assignées à la société RFO Polynésie.

Le réseau autorisé est un réseau radioélectrique indépendant à usage privé composé de 3 stations mobiles, conformément à la réservation de fréquences définies ci-dessus.

Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Le titulaire de l'autorisation accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Nonobstant les éventuelles sanctions prévues par les articles D. 214-2 et D. 214-4 du code des postes et télécommunications, il est procédé à la suppression de l'autorisation dans les cas suivants :

- usage non conforme au présent cahier des charges ;
- modification des caractéristiques du réseau qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation.

La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée jusqu'au 5 novembre 2006.

Par arrêté n° 212 MPP/SPT du 19 septembre 2006.— Conformément aux articles D. 212-11 à D. 212-16 du code des postes et télécommunications, la commune de Uturoa, représentée par M. Philippe Brotherson, est autorisée à établir et exploiter un réseau radioélectrique indépendant sur l'île de Raiatea, commune de Uturoa.

Les fréquences 153.0250 et 157.6250 MHz sont assignées à la commune de Uturoa.

Le réseau autorisé est un réseau radioélectrique indépendant à usage privé composé, conformément à la réservation de fréquences définies ci-dessus, de :

- une station de base fixe ;
- un relais ;
- trois stations mobiles et six portatifs.

Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Le titulaire de l'autorisation accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Nonobstant les éventuelles sanctions prévues par les articles D. 214-2 et D. 214-4 du code des postes et télécommunications, il est procédé à la suppression de l'autorisation dans les cas suivants :

- usage non conforme au présent cahier des charges ;
- modification des caractéristiques du réseau qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation.

La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour une durée de cinq ans à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 213 MPP du 21 septembre 2006.— Le bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime accordée par l'arrêté n° 1640 CM du 3 novembre 2003 portant régularisation du dépassement de superficie de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Adrienne Aiho sis à Tahaa, commune de Tahaa, est remplacé par la SCA Love Here Pearl (exploitante n° 290) en lieu et place de Mme Adrienne Aiho. Le reste sans changement.

Par arrêté n° 214 MPP du 21 septembre 2006.— Est autorisée au profit de M. Maruake Utia, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Manihi, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 6 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *douze mille francs CFP* (12 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 6 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 215 MPP du 21 septembre 2006.— Est autorisée au profit de M. Terii Haatitio, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Par arrêté n° 210 MSP du 22 septembre 2006.— le nombre de bourses de formation allouées aux élèves aides-soignants polyvalents territoriaux de l'école territoriale d'infirmiers(ères), au titre de l'année universitaire 2006-2007, est de 16.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE LA CULTURE

ARRETE n° 37 MJC du 22 septembre 2006 portant désignation des cinq (5) personnalités compétentes, dans les matières que recouvre le champ des missions de l'établissement public dénommé "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha", composant son comité scientifique.

Le ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 18 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et de la culture, chargé de la sensibilisation à l'art contemporain ;

Vu la délibération n° 2000-137 APF du 9 novembre 2000 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha" ;

Vu l'arrêté n° 1619 CM du 24 novembre 2000 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public dénommé "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha" ;

Vu l'arrêté n° 535 CM du 28 juillet 2005 portant nomination de M. Jean-Marc Pambrun en qualité de directeur du musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha ;

Vu l'arrêté n° 1168 CM du 15 décembre 2005 modifiant la dénomination de l'établissement public à caractère administratif "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha" ;

Vu la lettre n° 398 Dir/JMP/It du 12 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Les cinq (5) personnalités compétentes, dans les domaines que recouvre le champ des missions de l'établissement public dénommé "musée de Tahiti et des îles - Te Fare Manaha", composant le comité scientifique, sont désignées comme suit :

- M. Christian Coiffier, Mmes Hélène Dano Vanneyre, Marie-Hélène Joly, MM. Kirk Huffman et Emmanuel Kasarherou.

Art. 2.— L'arrêté n° 24 MJC du 6 octobre 2005 portant désignation des cinq (5) personnalités compétentes est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 septembre 2006.
Tauhiti NENA.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS INTERINSULAIRES MARITIMES ET AÉRIENS

Par arrêté n° 15 MTI/STMA du 25 septembre 2006.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 57 CM du 11 janvier 2005 portant octroi d'une licence d'armateur à la société Service transport Raromatai pour l'exploitation du navire Tamarii Tahaa II sur la desserte maritime régulière de Tahaa-Raiatea, le navire Tamarii Tahaa II est autorisé à desservir la ligne Maupiti-Bora Bora-Raiatea du 25 septembre au 5 octobre 2006 en remplacement du navire Maupiti Express II en arrêt technique pour carénage.

Par arrêté n° 16 MTI du 25 septembre 2006.— Une licence d'armateur est accordée à la SNC Aremiti pour l'exploitation ponctuelle du navire Aremiti 4 sur la desserte maritime de Papeete-Vaiare, en cas de panne, d'arrêt ou d'immobilisation temporaire du navire Aremiti 5.

Les caractéristiques du navire sont les suivantes :

Nom du navire : Aremiti 4 ;
Date et lieu de construction : 1999 à Singapour ;
Type : Catamaran ;
Port en lourd : 49 tonnes ;

Longueur : 49 mètres hors tout ;
Largeur : 12 mètres ;
Tirant d'eau : 2,10 mètres ;
Motorisation : 4 x 2 784 CV ;
Vitesse : 36 noeuds ;
Capacité en transport de passagers : 495 (suivant décision CCS) ;
Capacité de transport de véhicules : 21 ;
Classification : Bureau Véritas.

Et tel que le tout figure dans le dossier joint par l'intéressée et détenu par le service des transports maritimes et aériens.

Les conditions de desserte ainsi que l'activité de transport sont celles prévues respectivement aux articles 3 et 4 de l'arrêté n° 32 CM du 7 juillet 2004.

Le non-respect des conditions de la présente autorisation entraînera les sanctions prévues par la délibération n° 77-47 du 15 mars 1977 modifiée.

Le port autonome de Papeete doit préalablement être consulté par l'armateur pour l'occupation des postes à quai, à Papeete et Vaiare.

L'arrêté n° 31 CM du 7 juillet 2004 portant octroi de la licence d'armateur à la SNC Degage et Hargous (Aremiti) pour l'exploitation du navire Aremiti 4 sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent en remplacement du navire Aremiti 5 est abrogé.

Par arrêté n° 17 MTI du 25 septembre 2006. — A l'article 3 de l'arrêté n° 187 CM du 21 janvier 2004 modifié portant octroi de la licence d'armateur à la SNC Hargous et Cie pour l'exploitation du navire Cobia III sur la desserte maritime régulière des Tuamotu de l'ouest en remplacement du navire Cobia, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

"Le navire Cobia III effectue sur la desserte de l'île de Maiao deux rotations mensuelles".

Par arrêté n° 18 MTI du 26 septembre 2006. — A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 1621 CM du 24 novembre 2000 portant octroi d'une licence d'armateur à la Société de navigation des Tuamotu pour l'exploitation du navire Saint-Xavier-Maris-Stella III sur la desserte maritime des Tuamotu Ouest, en remplacement du Saint-Xavier-Maris-Stella, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella III est autorisé à desservir l'atoll de Fakahina lors du voyage n° 22-06 du 26 septembre 2006, aux fins d'assurer le transport vers Papeete d'engins lourds de la société Interoute.

Lors de cette escale, aucune autre opération commerciale (y compris le transport de produits alimentaires, de matériaux divers et d'hydrocarbures pour le compte d'Interoute) n'est autorisée hors celle faisant l'objet du présent arrêté.

Toutes autres dessertes non mentionnées dans l'arrêté précité ne sont pas autorisées durant ce voyage.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETE n° A 47-2006 APF/SG du 20 septembre 2006 relatif aux modalités d'organisation du travail et d'indemnisation des agents chargés de la sécurité de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française, et notamment l'article 356 ;

Vu la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2005 Prés.APF/SG du 18 janvier 2005 portant organisation des services de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2006 APF/SG du 13 avril 2006 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Les agents des services de l'assemblée titulaires et non titulaires, chargés de la sécurité dans l'enceinte de l'assemblée de la Polynésie française, sont soumis au travail par roulement à compter du 20 septembre 2006.

Art. 2. — L'organisation du travail de ces agents se fait par tableaux de service en fonction des besoins et des nécessités de service.

Art. 3. — Le tableau de service qui précise la répartition sur quatre (4) ou cinq (5) semaines des jours et horaires de travail entre les agents chargés de la sécurité est porté à leur connaissance par voie d'affichage au secrétariat du service de l'accueil, de la sécurité et du transport et dans le local des agents de sécurité en principe un mois et en tout cas cinq (5) jours au plus tard avant son application.

Il est établi à la diligence du secrétaire général de l'assemblée de la Polynésie française. Toute modification dans la répartition initialement prévue des horaires et jours de travail donne lieu lorsqu'elle est motivée par des cas d'urgence à une rectification du tableau de service à la diligence du secrétaire général de l'assemblée.

La durée de présence correspond à la durée de travail effectif, soit 156 heures, calculée sur une période de quatre (4) semaines, ou 195 heures sur une période de cinq (5) semaines, sur la base de 39 heures par semaine.

Art. 4. — Le cycle de travail prévoit une période de travail en roulement deux (2) fois douze (12) heures.

Les agents chargés de la sécurité effectuent une journée continue avec une pause méridienne de trente (30) minutes intégrée au temps de travail.

Art. 5. — Les horaires de travail de la période de travail en roulement deux (2) fois douze (12) heures sont les suivants :

- poste du matin : de 6 heures à 18 heures ;
- poste de nuit : de 18 heures à 6 heures.

Art. 6. — Les agents de l'assemblée chargés de la sécurité dans l'enceinte de l'assemblée de la Polynésie française, travaillant par roulement, perçoivent une indemnité au titre des jours fériés survenant entre le lundi et le vendredi pendant le déroulement d'une semaine.

Cette indemnité est égale à huit (8) fois le salaire horaire lorsque le jour férié intervient entre le lundi et le jeudi et à sept (7) fois lorsque le jour férié intervient un vendredi.

Cette indemnité n'est pas due lorsque la semaine où intervient le jour férié, l'absence de l'agent résulte d'un congé de quelque nature que ce soit ou d'un arrêt de travail pour maladie.

Art. 7. — Le décompte des heures effectuées par semaine de travail débute le lundi à zéro (0) heure, pour se terminer le dimanche à vingt-quatre (24) heures.

Les heures supplémentaires effectuées au-delà de la durée normale du travail sont rémunérées conformément à l'article 360 de la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004.

Art. 8. — Le taux horaire de l'indemnisation pour les heures de service effectuées pendant les jours ouvrables de nuit et pendant les dimanches et jours fériés de jour comme de nuit est fixé à :

- 15 % du salaire horaire pour les heures habituelles de nuit en semaine ;
- 20 % du salaire horaire pour les heures habituelles de jours, dimanches et jours fériés ;
- 30 % du salaire horaire pour les heures habituelles de nuit, dimanche et jours fériés.

Ces majorations ne peuvent se cumuler avec les heures rémunérées en heures supplémentaires.

Art. 9. — Afin d'assurer la continuité du service, notamment en cas de maladie ou d'absence imprévisible d'un agent en roulement, une astreinte hebdomadaire est mise en place selon les modalités fixées par les articles 366 et 367 de la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004.

Art. 10. — Cet arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2006.
Philip SCHYLE.

ARRETE n° 55-2006 APF/SG du 25 septembre 2006 constatant la fin des fonctions de représentant à l'assemblée de la Polynésie française de M. Jean-Alain Frébault et l'entrée en fonctions de Mme Fabiola Taata épouse Teikitutoua en qualité de représentant à l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 239 DRCL du 4 mai 2004 portant liste définitive des candidatures à l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française du 23 mai 2004 ;

Vu les résultats officiels de l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française du 23 mai 2004 ;

Vu l'arrêté n° 27-2004 APF/SG du 3 juin 2004 prenant acte de l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2006 APF/SG du 13 avril 2006 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1508 HC du 23 septembre 2006 constatant M. Jean-Alain Frébault, démissionnaire d'office de son mandat de représentant à l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Est constatée avec effet au 23 septembre 2006 la fin des fonctions de M. Jean-Alain Frébault en qualité de représentant à l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 2. — Mme Fabiola Taata épouse Teikitutoua est proclamée représentant à l'assemblée de la Polynésie française à compter du 24 septembre 2006.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés, au Président de la Polynésie française, au haut-commissaire de la République en Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2006.
Philip SCHYLE.

ARRETE n° 56-2006 APF/SG du 25 septembre 2006 abrogeant l'arrêté n° 55-2006 APF/SG du 25 septembre 2006 constatant la fin des fonctions de représentant à l'assemblée de la Polynésie française de M. Jean-Alain Frébault et l'entrée en fonctions de Mme Fabiola Taata épouse Teikitutoua, en qualité de représentant à l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2006 APF/SG du 13 avril 2006 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 55-2006 APF/SG du 25 septembre 2006 constatant la fin des fonctions de représentant à l'assemblée de la Polynésie française de M. Jean-Alain Frébault et l'entrée en fonctions de Mme Fabiola Taata épouse Teikitutoua, en qualité de représentant à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le recours en annulation déposé au Conseil d'Etat contre l'arrêté n° 1508 HC du 23 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 55-2006 APF/SG du 25 septembre 2006 constatant la fin des fonctions de représentant à l'assemblée de la Polynésie française de M. Jean-Alain Frébault et l'entrée en fonctions de Mme Fabiola Taata épouse Teikitutoua, en qualité de représentant à l'assemblée de la Polynésie française, est abrogé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés, au Président de la Polynésie française et au haut-commissaire de la République en Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2006.
Philip SCHYLE.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

ARRETE MUNICIPAL n° 2006-154 du 22 août 2006 portant création d'une aire de stationnement réservée aux deux-roues au niveau de la clinique Paofai, rue du Lieutenant-Varney.

Le maire de la commune de Papeete (île de Tahiti),

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des communes applicable en Polynésie française, notamment ses articles L. 131-3 et L. 131-4 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 de l'assemblée territoriale portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté n° 9 du 21 mai 1964 du maire de Papeete réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete, ensemble les textes complémentifs ou modificatifs subséquents ;

Vu la délibération n° 95-13 du 6 mars 1995 du conseil municipal de Papeete portant approbation du plan de circulation du centre-ville de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 96-163 du 8 octobre 1996 du maire de Papeete organisant la circulation dans le centre-ville de Papeete ;

Considérant les problèmes de stationnement des deux-roues rencontrés dans la rue du Lieutenant-Varney, et notamment l'occupation par ces derniers des galeries couvertes piétonnes de la clinique Paofai et de la pharmacie ;

Considérant que cette situation résulte de l'absence de places de stationnement réservées aux deux-roues et de l'augmentation de ce moyen de déplacement ;

Vu les nécessités,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la création d'une aire de stationnement réservée aux deux-roues au droit de la clinique Paofai, rue du Lieutenant-Varney.

Art. 2.— Les usagers de ces places de stationnement sont tenus de se garer correctement à raison d'un véhicule deux-roues par emplacement matérialisé en veillant à ne pas gêner le stationnement et la circulation des autres usagers de la route.

Art. 3.— Le stationnement des véhicules non autorisés par le présent arrêté sur les emplacements prévus à l'article 1er ci-dessus constitue une infraction de troisième classe aux termes des articles 48 et 257 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière.

Lorsqu'une contravention est dressée, les véhicules en infraction peuvent être enlevés aux frais de leurs propriétaires dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 et suivants du code de la route (partie législative et réglementaire) applicable en Polynésie française.

Art. 4.— Les dispositions en matière de circulation et de stationnement prévues au présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place des dispositifs de signalisation répondant aux normes officielles, et notamment un panneau de type B6a1, complété d'un panonceau de type M6f comportant la mention "interdit sauf deux-roues" et de panonceaux de type M8f bis, conformément au plan CIR 03-06-2006 dressé par les services techniques municipaux et annexé au présent arrêté.

Art. 5.— Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 6.— Le directeur de la sécurité publique, le directeur de la police municipale et le directeur des services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

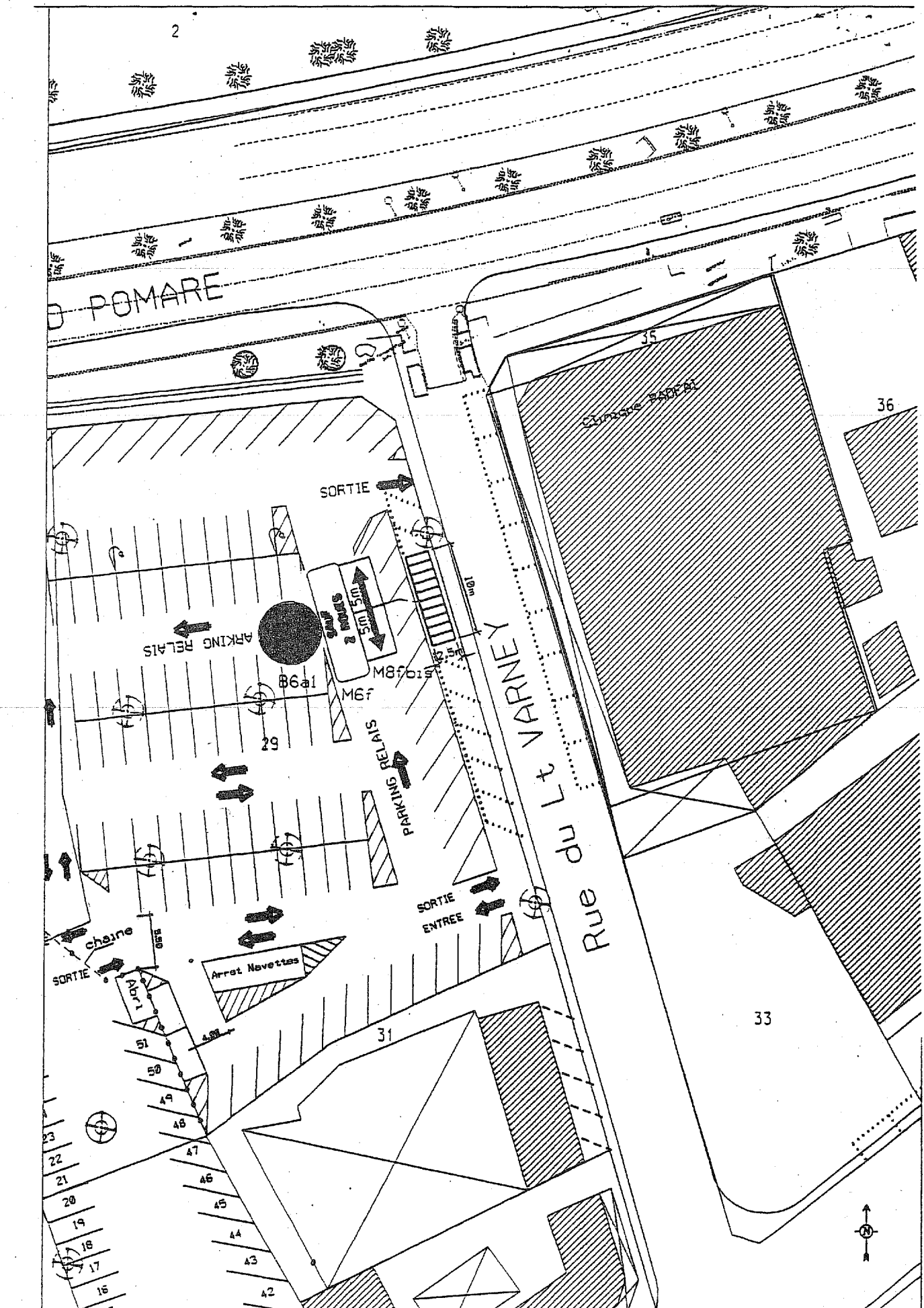
Fait à Papeete, le 22 août 2006.
Michel BULLARD.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 1er septembre 2006.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

Le chef de la subdivision
des îles du Vent,
Olivier JACOB.



ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2006-1149 du 14 septembre 2006 modifiant l'article L. 442-18 du code de l'éducation.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu la Constitution, notamment le second alinéa de son article 37 ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 123-20 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 10 juillet 2006 ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2006-204 L du 15 juin 2006 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1er. — A l'article L. 442-18 du code de l'éducation, les mots : "Des décrets pris en conseil des ministres, le Conseil d'Etat entendu," sont remplacés par les mots : "Des décrets en Conseil d'Etat".

Art. 2. — Les articles R.* 141-1 à R.* 141-8 du code de l'éducation peuvent être modifiés par décret en Conseil d'Etat. Ils deviennent les articles R. 141-1 à R. 141-8 du même code.

Les décrets dont la liste est annexée au présent décret peuvent être modifiés par décret en Conseil d'Etat.

Art. 3. — Sont abrogés :

- le décret n° 72-23 du 10 janvier 1972 relatif aux comités de conciliation prévus par la loi du 31 décembre 1959 modifiée sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés ;
- le décret n° 78-253 du 8 mars 1978 déterminant les conditions exceptionnelles d'accès de maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat à l'échelle de rémunération des professeurs d'enseignement général de collège ;

- le décret n° 86-1009 du 2 septembre 1986 fixant les conditions exceptionnelles d'accès à l'échelle de rémunération des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive pour les maîtres contractuels des établissements d'enseignement privés sous contrat bénéficiant de l'échelle de rémunération des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive ;
- le décret n° 87-751 du 10 septembre 1987 fixant les conditions exceptionnelles d'accès de certains maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat à l'échelle de rémunération des instituteurs ;
- le décret n° 91-202 du 25 février 1991 fixant au titre des années 1990, 1991 et 1992 les modalités d'accès des maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat assimilés pour leur rémunération aux instituteurs, à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles ;
- le décret n° 91-203 du 25 février 1991 fixant les conditions exceptionnelles d'accès aux échelles de rémunération des adjoints d'enseignement et des professeurs de lycée professionnel du premier grade pour les maîtres contractuels des établissements d'enseignement privés sous contrat bénéficiant des échelles de rémunération des maîtres auxiliaires ;
- le décret n° 94-357 du 5 mai 1994 fixant les modalités exceptionnelles d'accès des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat, assimilés pour leur rémunération aux professeurs d'enseignement général de collège, à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés et à l'échelle de rémunération des professeurs d'éducation physique et sportive.

Art. 4. — Le présent décret est applicable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Art. 5. — Le Premier ministre, le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 septembre 2006.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Dominique de VILLEPIN.

*Le ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche,
Gilles de ROBIEN.*

*Le ministre de l'agriculture
et de la pêche,
Dominique BUSSEREAU.*

ANNEXE

Liste des décrets pouvant être modifiés
par décret en Conseil d'Etat

Décret n° 60-386 du 22 avril 1960 relatif aux titres de capacité dont doivent justifier les directeurs et maîtres des établissements d'enseignement privés placés sous contrat.

Décret n° 60-388 du 22 avril 1960 relatif à l'intégration d'établissements d'enseignement privés dans l'enseignement public.

Décret n° 60-389 du 22 avril 1960 relatif au contrat d'association à l'enseignement public passé par les établissements d'enseignement privés.

Décret n° 60-390 du 22 avril 1960 relatif au contrat simple passé avec l'Etat par les établissements d'enseignement privés.

Décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel et matériel) des classes sous contrat d'association.

Décret n° 60-746 du 28 juillet 1960 relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel) des classes sous contrat simple.

Décret n° 61-246 du 15 mars 1961 relatif au contrôle financier et administratif des établissements d'enseignement privés.

Décret n° 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Décret n° 66-665 du 3 septembre 1966 relatif à la situation des maîtres de l'enseignement privé qui ont ou auront exercé hors du territoire métropolitain et des départements d'outre-mer.

Décret n° 78-252 du 8 mars 1978 fixant les règles générales déterminant les conditions de service de certains maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat et des mesures sociales applicables à ces personnels.

Décret n° 78-254 du 8 mars 1978 relatif au contrat simple passé avec l'Etat par les établissements spécialisés accueillant des enfants et adolescents handicapés.

Décret n° 78-255 du 8 mars 1978 relatif aux maîtres des établissements spécialisés sous contrat accueillant des enfants et adolescents handicapés.

Décret n° 80-6 du 2 janvier 1980 relatif aux cotisations acquittées au profit des institutions gestionnaires des régimes de retraite complémentaire au titre des rémunérations perçues par les maîtres en fonction dans les classes sous contrat des établissements privés.

Décret n° 90-1003 du 7 novembre 1990 fixant les conditions exceptionnelles d'accès des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat aux échelles de rémunération des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive et des professeurs de lycée professionnel.

Décret n° 91-1112 du 23 octobre 1991 relatif au congé de mobilité dont peuvent bénéficier les maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Décret n° 92-1473 du 31 décembre 1992 relatif aux conditions d'attribution de contrats aux documentalistes des établissements d'enseignement privés du second degré sous contrat.

Décret n° 92-1474 du 31 décembre 1992 relatif aux décharges de service des directeurs d'établissements d'enseignement privés du premier degré sous contrat.

Décret n° 95-787 du 14 juin 1995 relatif à la cessation progressive d'activité des maîtres ou documentalistes contractuels ou agréés à titre définitif des établissements d'enseignement privés sous contrat relevant du ministre de l'éducation nationale et pris pour l'application de l'article 5-4 de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982.

Décret n° 97-758 du 10 juillet 1997 relatif au congé de fin d'activité des maîtres contractuels ou agréés à titre définitif des établissements d'enseignement privés sous contrat relevant du ministère de l'éducation nationale et pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996.

Décret n° 2002-1333 du 7 novembre 2002 relatif aux conditions de cessation d'activité de certains maîtres et documentalistes contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés en Polynésie française.

Décret n° 2005-1525 du 8 décembre 2005 relatif aux conditions de cessation d'activité de certains maîtres et documentalistes contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat de Nouvelle-Calédonie.

Décret n° 2006-79 du 26 janvier 2006 portant diverses mesures sociales applicables aux personnels enseignants et de documentation mentionnés à l'article L. 813-8 du code rural.

Décret n° 2006-726 du 22 juin 2006 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de la priorité d'accès aux services vacants des maîtres des établissements d'enseignement privés et créant l'échelle de rémunération des professeurs des écoles.

Décret n° 2006-933 du 28 juillet 2006 relatif aux conditions de cessation d'activité des maîtres et documentalistes contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés liés à l'Etat par contrat pris pour l'application de l'article L. 914-1 du code de l'éducation.

Décret n° 2006-941 du 28 juillet 2006 relatif aux conditions de cessation d'activité des personnels enseignants et de documentation mentionnés à l'article L. 813-8 du code rural.

AVIS d'ouverture pour l'année scolaire 2006-2007 de sessions d'examens en vue de l'attribution de divers diplômes de l'enseignement technique.

*Certificat d'aptitude professionnelle agricole
(Conformément aux dispositions
de l'arrêté du 22 juillet 1999)*

Il est ouvert une session d'examen, uniquement en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, en vue de la délivrance en 2007 du diplôme du certificat d'aptitude professionnelle agricole dans les options suivantes :

Employé d'entreprise agricole et paraagricole, sous-options : production animale ou végétale ; accueil en milieu rural ; employée familiale ; vente au détail de produits agricoles ; employé d'exploitation agricole de polyculture élevage.

Les dossiers d'inscription à l'examen, demandés auprès des directions de l'agriculture et de la forêt (service formation et développement), devront être retournés dûment complétés avant le 1er novembre 2006.

AVIS relatif à l'organisation des examens de l'enseignement technique agricole du ministère de l'agriculture et de la pêche (session 2007).

Les épreuves terminales d'éducation physique et sportive des examens de l'enseignement technique agricole seront organisées à partir du 7 mai 2007.

Les épreuves orales et pratiques seront organisées à partir du lundi 28 mai 2007. Sur proposition du directeur régional de l'agriculture et de la forêt responsable de l'organisation d'un examen, et après avis favorable du bureau des examens, concours et diplômes, certaines épreuves pratiques pourront se dérouler à partir du 1er février 2007.

Pour les diplômes délivrés par unités de contrôle capitalisables, l'examen est organisé au cours d'une session annuelle. Le directeur régional de l'agriculture et de la forêt responsable de l'organisation arrête la date d'ouverture et de clôture des inscriptions et les modalités de déroulement des épreuves.

Les dates des épreuves écrites sont fixées conformément à l'annexe I. Les travaux du jury s'achèveront le samedi 30 juin 2007 pour les examens organisés par le ministère de l'agriculture. Toutefois, les professeurs concernés resteront à la disposition des rectorats jusqu'à l'achèvement des travaux du jury des examens du ministère de l'éducation nationale.

Les épreuves de remplacement pour les candidats empêchés de se présenter aux épreuves normales de la session 2007 seront organisées aux dates fixées en annexe II.

ANNEXE I

**Session 2007
Examens et date des épreuves écrites**

Certificat d'aptitude professionnelle agricole
Métropole, Antilles, Guyane, Polynésie, Réunion : lundi 4 juin 2007.

Brevet d'études professionnelles agricoles
Métropole, Antilles, Guyane, Polynésie, Réunion : lundi 11 et mardi 12 juin 2007.

Baccalauréat professionnel
Métropole, Antilles, Guyane, Réunion, Polynésie : mercredi 13 et jeudi 14 juin 2007.

Brevet de technicien supérieur agricole
Métropole, Antilles, Réunion, Polynésie : lundi 4, mardi 5 et mercredi 6 juin 2007.

ANNEXE II

**Epreuves de remplacement
Examens et date des épreuves écrites**

Tous les examens
Métropole, Antilles, Guyane, Polynésie, Réunion : mardi 11, mercredi 12 et jeudi 13 septembre 2006.

Les candidats devront faire parvenir, au plus tard trois jours ouvrables après les épreuves auxquelles ils n'ont pu participer, au service de la formation et du développement ayant enregistré leur inscription :

1. Selon le cas : un certificat médical établi par un médecin concourant à l'exercice des tâches médico-scolaires ; ou une attestation de présence sous les drapeaux, délivrée par l'autorité militaire compétente ; ou toute autre pièce attestant d'un empêchement de force majeure laissé à l'appréciation de l'administration ;

2. Leur convocation à la session 2007 ;

3. Une demande d'inscription aux épreuves de remplacement.

Les candidats seront avisés individuellement du lieu, de la date et des horaires des épreuves de remplacement.

AVENANT n° 103-06 du 13 septembre 2006 à la convention de financement n° 87-05 du 31 mai 2005 relative à l'opération de reconstruction de l'école maternelle Arue 2 par la commune de Arue.

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Arue, représentée par son maire M. Philip Schyle,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 87-05 du 31 mai 2005 relative au financement de la reconstruction de l'école maternelle Arue 2 en ce qui concerne le coût et le plan de financement de l'opération.

Art. 2. — L'article 2 de la convention de financement initiale relatif à la description et au coût de l'opération est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "Le coût total de cette opération est estimé à 2 937 190 euros, soit 350 500 000 F CFP" ;

Lire : "Le coût total de cette opération est estimé à 3 191 715,74 euros, soit 380 873 000 F CFP".

Art. 3. — L'article 3 de la convention de financement initiale relatif au plan de financement de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : "FIP (100 %), 2 937 190 euros, soit 350 500 000 F CFP" ;

Lire : "FIP (100 %), 3 191 715,74 euros, soit 380 873 000 F CFP".

Art. 4. — L'article 4 de la convention de financement initiale relatif au montant de la dotation pour cette opération est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "Le montant du concours financier du Fonds intercommunal de péréquation en autorisation de programme est calculé à hauteur de 2 937 190 euros (350 500 000 F CFP), soit 100 % du coût estimé de l'opération" ;

Lire : "Le montant du concours financier du Fonds inter-communal de péréquation en autorisation de programme est calculé à hauteur de 3 191 715,74 euros (380 873 000 F CFP), soit 100 % du coût estimé de l'opération".

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

AVIS N° 5446 DAF.REC-HYP.

Il est donné avis de recherche des héritiers inconnus de MM. Tetui Atua a Mairi, Peni Atger, Marohi a Matuu, Fareturu a Tuao, Paroe Oputu, né le 26 septembre 1923 à Raivavae et décédé le 27 juillet 1983 à Faa'a, Teriitua Jacky Vero, Punuarii a Marae *alias* Punuarii a Teraitetua, né à Huahine, Mmes Tanetefarau a Punuaehu Maueau, Tapairihau a Temahahe veuve, Teihotu a Meari veuve, Tetuataomai Peckett, Vahinerii a Teahu veuve Vivish, Teroroputoru a Temakavekave dite aussi Teputoru, Keapu, Tahiaata a Tahuhuterani, Berthe Lequerré épouse Argence, MM. Jules Auffray, Gapiki Poura a Utahia, Teikimaakoutoua Tahirori, Mmes Marie Tekohuaihutai, Mohipu Tekohuaihutai et Tuhipe Tekohuaihutai, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques), Fare Haamanaraa, à Papeete, rue Dumont-d'Urville, immeuble Te Fenua.

Fait à Papeete, le 21 septembre 2006.

*Pour le curateur aux successions
et biens vacants :*
Maire PAPOUIN.

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 2006

COMMUNE DE ARUE

5 septembre 2006

N° 03-1888-4 MET.AU, SCI Puki, parcelles cadastrées n° 511 et n° 525, section R, terre Vaipoopoo et propriété Malardé, servitude Bernière, modification (terrassement et maison d'habitation).

12 septembre 2006

N° 06-1102-3 MET.AU, ministère de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports, parcelle cadastrée n° 182, section N, parcelle A de la terre Matetuna-Mitiura, lieudit La Fayette, construction d'un hangar pour machine de transfert automotrice.

14 septembre 2006

N° 06-1342-1 MET.AU, M. Johann Handerson, parcelle cadastrée n° 230, section R, parcelle n° 2, détachée de la

parcelle du domaine Temauiarai-Pihatarioe, quartier Hamblin, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A

4 septembre 2006

N° 06-1150-1 MET.AU, M. Richard Konn et Mlle Cindy Dittrich, parcelle cadastrée n° 1251, section T, terre Teahoparae, partie lot n° 7 au PK 15,300, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1219-1, Mlle Tehani Potelle, parcelle cadastrée n° 810, section R, terre Teapiri à Saint-Hilaire, construction d'une maison d'habitation et clôture ;

N° 06-1227-1, M. Nui Moïse Avaemai, parcelle cadastrée n° 364, section H, lot n° 2 des terres Faatia et Teapiri au PK 5,500, construction d'une maison d'habitation.

5 septembre 2006

N° 06-818-1 MET.AU, M. Heirama Hart, parcelle cadastrée n° 119, section K, terre Nunaatini 1 parcelle, construction d'une maison d'habitation.

11 septembre 2006

N° 06-1191-1 MET.AU, M. Julien Calamel, parcelle cadastrée n° 607, section V, lot n° 75 du lotissement Mamaia 3, lieudit pic Vert, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-782-5, SCI Salome-Hugo, immeuble de Air Tahiti, aménagement d'un local en pharmacie.

13 septembre 2006

N° 04-846-2 MET.AU, Mme Patricia Amo veuve Garbutt, parcelle cadastrée n° 584, section S, lot n° 452 du lotissement Puurai, construction d'une maison d'habitation (prorogation).

14 septembre 2006

N° 06-1240-1 MET.AU, commune de Faa'a, parcelles cadastrées n° 514, n° 515, n° 516 et n° 517, section M, lots F, G, H et I du domaine Pamatai, quartier Bonet, terrassement pour la réalisation du réseau d'assainissement des eaux pluviales ;

N° 06-1269-1, Mlle Miere Perry, parcelle cadastrée n° 527, section M, partie de la terre Pamatai, construction d'une maison d'habitation.

15 septembre 2006

N° 06-1268-1 MET.AU, M. Gilles Onno, parcelle cadastrée n° 66, section N, terre Urutea, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA

4 septembre 2006

N° 05-1414-2 MET.AU, M. Christophe Fournier, parcelle cadastrée n° 200, section AK, lot n° 1-A des terres Tuituimarama et Teurumoo à Papenoo au PK 17,500, côté montagne, modification d'une maison d'habitation ;

N° 05-1716-2, Mlle Mihi Aumerand, parcelle cadastrée n° 139, section AK, terre Punuarii à Papenoo au PK 17,500, modification d'une maison d'habitation.

5 septembre 2006

N° 06-1185-1 MET.AU, Mlle Vaihere Van Bastolaer, parcelle cadastrée n° 211, section AC, parcelle 2B, du lot n° 2, parcelle C du domaine Atger montagne à Papenoo, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1303-1, M. Bertrand Ryan Chunne, terre Motuane à Hitia'a au PK 43,700, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-663-1, M. Tetaua Taruoura, parcelle cadastrée n° 127, section AI, terre Tapuaeharuru 1 partie à Papenoo au PK 17,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation et d'un mur de clôture ;

N° 06-881-1, M. Jeffry Cassel, parcelle cadastrée n° 36, section AI, terre Fareohe 3 partie à Papenoo au PK 16,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

11 septembre 2006

N° 04-14-2 MET.AU, M. Lorenzo Graffe, parcelle cadastrée n° 15, section AW, parcelle B plateau de la terre Teparu 1 à Papenoo, construction d'une maison d'habitation (prorogation) ;

N° 06-456-1, M. Martin Georges, parcelle cadastrée n° 7, section AC, parcelle de la terre Papeivi à Mahaena au PK 33,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 06-1332-1 MET.AU, Mlle Moeata Domingo, lot n° 8 de la terre Manua 2 à Tiarei au PK 28, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

1er septembre 2006

N° 06-1132-2 MET.AU, M. Steeve Ly Kui, parcelle cadastrée n° 569, section V, lot n° 79 du lotissement O'Viri, terrassement ;

N° 06-708-1, M. Renaud Gaboret, parcelle cadastrée n° 341, section W, lot n° 64 du lotissement Te Anuhe, construction d'une maison d'habitation.

5 septembre 2006

N° 06-882-2 MET.AU, Mme Marjolaine Tunoa, parcelle cadastrée n° 42, section I, terre Tearaoteui au PK 11,800, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 06-1279-1 MET.AU, M. Edouard Teuira, parcelle cadastrée n° 26, section P, parcelle de la terre Papahora à Tuauru, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1347-1, Mme Michelle Tiriuga Tiho, parcelle cadastrée n° 159, section A, terre Souiry au PK 8,800, côté montagne, construction d'une clôture ;

N° 06-799-1, M. Arnold Punu, parcelle cadastrée n° 92, section O, parcelle du domaine Noho Ahu, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

4 septembre 2006

N° 06-1212-1 MET.AU, M. Tini Adrien Rousset, parcelle cadastrée n° 54, section AR, terre Tipae partie à Afareaitu au PK 14,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1253-1, M. Pierre Opuhi, parcelle cadastrée n° 69, section AL, lot n° 2 de la terre Teruairi à Afareaitu au PK 10,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

5 septembre 2006

N° 05-1578-2 MET.AU, M. Lorenzo Tetuanui, parcelle cadastrée n° 119, section HH, parcelle n° 4 du lot n° 1 de la terre Tefaumarumar-Utuuturi à Haapiti au PK 20, côté mer, lieudit Atiha, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 06-840-2, M. Karl Lehartel, parcelle cadastrée n° 46, section ED, lot n° 24 du lotissement Vaipipiha à Paopao, modification d'implantation d'une maison d'habitation.

6 septembre 2006

N° 06-1215-1 MET.AU, M. et Mme Hiro et Maire Brotherson, parcelle cadastrée n° 32, section PA, lot B de la terre Tutava à Papetoai au PK 21, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1273-1, M. Olivier Billaudet, parcelle cadastrée n° 81, section DL, lot n° 3, parcelle E1 des terres Tepuaraau, Tevitou, Aehorahi et Tehoro à Teavaro, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1277-1, M. Serge Tetuanui, parcelle cadastrée n° 38, section EP, lot n° 8 du lotissement Tiki Tapu à Paopao, district de Maharepa, construction d'une maison d'habitation.

11 septembre 2006

N° 04-1436-2 MET.AU, Mlle Manuia Jamilla Teniaro, parcelle cadastrée n° 56, section EX, lot n° 3 du lot n° 1 de la parcelle n° 2 à Paopao, construction d'une maison d'habitation (prorogation) ;

N° 06-1385-1, M. Albert Manuel, parcelle n° 1 du lot n° 5 de la terre Fenuaura à Haapiti, Varari, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

12 septembre 2006

N° 05-938-3 MET.AU, Mlle Yok Ha Li veuve Farnham, parcelle cadastrée n° 118, section CE, parcelle n° 1B de la terre Tetahua à Teavaro, Vaiare, au PK 4,500, modification d'implantation d'une maison d'habitation.

13 septembre 2006

N° 03-2469-2 MET.AU, M. Jean Pasturel, parcelle cadastrée n° 5, section HI, lot A, détaché du lot n° 4 surplus des terres Tearapupu, Arihopu, Paaraara, Pautu, Vainato à Haapiti au PK 20,800, côté montagne, modification de distribution intérieure des locaux d'une maison d'habitation ;

N° 03-2470-2 MET.AU, M. Jean Pasturel, parcelle cadastrée n° 5, section HI, lot B, détaché du lot n° 4 surplus des terres Tearapupu, Arihopu, Paaraara, Pautu, Vainato à Haapiti au PK 20,800, côté montagne, modification de distribution intérieure des locaux d'une maison d'habitation ;

N° 03-2472-2 MET.AU, M. Jean Pasturel, parcelle cadastrée n° 5, section HI, lot D, détaché du lot n° 4 surplus des terres Tearapupu, Arihopu, Paaraara, Pautu, Vainato à Haapiti au PK 20,800, côté montagne, modification de distribution intérieure des locaux d'une maison d'habitation ;

N° 03-2473-2 MET.AU, M. Jean Pasturel, parcelle cadastrée n° 5, section HI, lot E, détaché du lot n° 4 surplus des terres Tearapupu, Arihopu, Paaraara, Pautu, Vainato à Haapiti au PK 20,800, côté montagne, modification de distribution intérieure des locaux d'une maison d'habitation ;

N° 04-493-2, Mme Bénita Tepoaitutaharoa épouse Maperi, parcelle cadastrée n° 1, section HP, lot n° 1 partie de la terre Toerauroa à Haapiti au PK 23, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (prorogation) ;

N° 06-1182-1, SCI "Les Hauts de Tiaia", parcelle cadastrée n° 73, section EV, parcelle A, dépendant de la terre Temaruhaari à Paopao, Maharepa, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 03-1949-4 MET.AU, commune de Moorea-Maiao, parcelles cadastrées n° 5 et n° 6, section AP, terre Haaparua à Afareaitu, modification d'un bloc sanitaire (extension des vestiaires) ;

N° 06-1278-1, M. Vaiatu Frogier, parcelle cadastrée n° 66, section AH, domaine Pahani à Afareaitu au PK 7, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

15 septembre 2006

N° 06-623-2 MET.AU, M. Roger Urarii Hanere, parcelle cadastrée n° 82, section AE, lot A de la terre Teumuvahine-Tatutu à Afareaitu au PK 11,500, côté montagne, terrassement et enrochement.

COMMUNE DE PAEA

1er septembre 2006

N° 06-1057-1 MET.AU, Mme Vahinerii Taaitoa, parcelle cadastrée n° 240, section AH, lot n° 3 de la terre Teruarei au PK 24,400, côté montagne, terrassement.

4 septembre 2006

N° 06-1156-1 MET.AU, M. Nicolas Suire et Mlle Wendy Maono, parcelle cadastrée n° 10, section AN, lot A dépendant du lot n° 2, du lot n° 3 de la terre Vaitupa au PK 24, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

7 septembre 2006

N° 06-1281-1 MET.AU, M. et Mme Nicolas et Valérie Prillard, parcelle cadastrée n° 406, section AM, parcelle de la propriété Picard au PK 23,100, construction d'une maison d'habitation.

12 septembre 2006

N° 04-1009-3 MET.AU, M. Adrien Robson, parcelle cadastrée n° 202, section AE, parcelle de la terre Tuaraa I au PK 20,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (prorogation).

14 septembre 2006

N° 04-1810-2 MET.AU, M. Frédérick Terearo Richmond, parcelle cadastrée n° 112, section AS, lot n° 5 de la propriété Guild au PK 27,500, côté mer, modification de plan d'une maison d'habitation ;

N° 06-1217-1, M. Peni Temaui, parcelle cadastrée n° 197, section AS, lot n° 7 du lot A de la terre Terare-Tearafata au PK 27,300, terrassement ;

N° 06-1250-1, M. et Mme Tahitoa Teururai, parcelle cadastrée n° 364, section AE, lot P des terres Puhara, Matatea, Teoreporepo, Faairi, Fareara, Tepoiroi Faairi au PK 21,100, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1302-1, M. Aldo Vaiteru Toofa, parcelle cadastrée n° 326, section AN, lot n° 23 du lotissement Bourne, construction d'une maison d'habitation et d'un mur de clôture ;

N° 06-719-5, M. Laurent Joubert, parcelle cadastrée n° 195, section AS, lot n° 5, détaché des parcelles n° 1 et n° 2 des terres Tearafata et Puhana au PK 27,200, construction d'un immeuble de huit (8) logements.

COMMUNE DE PAPARA

1er septembre 2006

N° 04-1452-2 MET.AU, M. Toromona Roometua, parcelle cadastrée n° 32, section AV, parcelle de la terre Vaipahu 10 au PK 37,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (prorogation) ;

N° 06-775-1, M. et Mme Jean-Louis Barthelemy, parcelle cadastrée n° 103, section BK, lot n° 18 du lotissement Vaihi au PK 39,500, construction d'une maison d'habitation.

4 septembre 2006

N° 06-1256-1 MET.AU, M. Lucien Jean-Claude Teinauri, parcelle cadastrée n° 43, section AA, lot n° 7B du lotissement Iikiai au PK 29,850, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1318-1, M. Cyrille Jean-Auguste Boosie, parcelle cadastrée n° 22, section AB, terres Atitamao et Hihiora au PK 30, côté montagne, construction d'un mur de clôture.

5 septembre 2006

N° 06-1193-1 MET.AU, M. et Mme Jean-Paul et Fabiola Titifa, parcelle cadastrée n° 63, section AT, lot A26 du lotissement Vahine Moena, construction d'une maison d'habitation.

13 septembre 2006

N° 06-1262-1 MET.AU, M. Bruno Tupai, parcelle cadastrée n° 141, section BD, lot B16 du lotissement Paraha, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 06-1325-1 MET.AU, M. Maurice Soene, parcelle cadastrée n° 89, section AA, parcelle de la terre Papehonu-Herai au PK 29, 500, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1343-1, Mlle Arlette Hoang, parcelle cadastrée n° 97, section BK, lot n° 5 du lotissement Résidence Vaihi, construction d'une maison d'habitation.

15 septembre 2006

N° 03-2399-3 MET.AU, Mme Maryland Tehahe, parcelle cadastrée n° 24, section AL, lot H de la terre Opuura au PK 34,100, côté mer, modification d'une maison d'habitation ;

N° 06-01-2, M. Maurice Tegaripa, parcelle cadastrée n° 168, section AI, lot A1 des terres Ahototuana, Auae, Temuhufaina, Ahuahu, Vaipahu et Tematau au PK 34,100, modification d'une maison d'habitation ;

N° 06-1336-1, M. Roger Henri Lehartel et Mme Joséphine Apuarii, parcelle cadastrée n° 105, section AN, terre Vaitainavenave surplu au PK 35, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

4 septembre 2006

N° 03-95-3 MET.AU.PPT, SCI Robert et Gilbert Von, parcelle cadastrée n° 87, section BS, lot n° 5 des terres Atiha, Tiai et Nonohoa, cours de l'Union-Sacrée, modification sur l'assainissement d'une maison d'habitation ;

N° 03-96-3, SCI Robert et Gilbert Von, parcelle cadastrée n° 85, section BS, lot n° 2 du lotissement Bambridge, cours de l'Union-Sacrée, modification sur l'assainissement d'une maison d'habitation ;

N° 06-31-2, AS Central sport, parcelle cadastrée n° 10, section IA, domaine Elzea, parcelle C partie, vallée de Tipaerui, construction d'un ensemble de dix (10) entrepôts ;

N° 06-71-1, M. Alain Mailion, parcelle cadastrée n° 5, section DL, parcelle détachée du lot n° 3 bis des terres Urumaru et Putahi à Sainte-Amélie, construction d'une maison d'habitation ;

N° 05-105-1, Mlle Andréa Tiaahu-Sandford, lot n° A de la terre Paura à Titioro, allée Pierre-Loti, construction d'une maison d'habitation en garderie (régularisation).

5 septembre 2006

N° 03-145-3 MET.AU.PPT, Sipa meubles, avenue Georges-Clemenceau, extension du magasin Sipa (prorogation) ;

N° 06-48-1, M. Alain Mailion, parcelle cadastrée n° 49, section DK, parcelle détachée du lot n° 3 bis des terres Urumaru et Putahi à Sainte-Amélie, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-82-1, M. Laurent Alexandre Seignobos, parcelle cadastrée n° 40, section HD, domaine Elzea ou propriété G.-Levy parcelle, Mission catholique, extension en terrasse couverte.

14 septembre 2006

N° 06-99-1 MET.AU, Mlle Elodie Mou Choy, parcelle cadastrée n° 23, section EL, lot n° 26 du lotissement Les Hauts de Pure Ora à la Mission, construction d'un mur de soutènement et d'un mur de parement.

COMMUNE DE PIRAE

15 septembre 2006

N° 06-1208-2 MET.AU, M. Cyril Langy, parcelle cadastrée n° 114, section L, lot C7 du lotissement Bel Air, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PUNAAUIA

1er septembre 2006

N° 91-396-3 MET.AU, M. Serge Schuller, parcelle cadastrée n° 238, section N, lot I de la terre Tearutauhi, quartier Teissier, modification d'une maison d'habitation.

4 septembre 2006

N° 06-966-1 MET.AU, M. Réginald Tumauiroa Smith, parcelle cadastrée n° 513, section L, propriété Pugibet, parcelle C du lot n° 4B au PK 11,800, côté montagne, extension d'une maison d'habitation.

5 septembre 2006

N° 02-2201-2 MET.AU, Eglise Evangélique de Polynésie française (EEPF), parcelle cadastrée n° 77, section BE, modification d'implantation d'une maison de réunion ;

N° 06-1158-1, M. Philippe Breul, parcelle cadastrée n° 268, section H, lot n° 18 du lotissement Green Vallée Iti, construction d'une maison d'habitation.

7 septembre 2006

N° 06-1366-1 MET.AU, Mme Glenda Melix, parcelle cadastrée n° 218, section AV, lot n° 96 du lotissement Résidence Miri, construction d'une maison d'habitation avec piscine.

11 septembre 2006

N° 06-1287-1 MET.AU, Mme Rose Chen, parcelle cadastrée n° 19, section H, lot n° 6 du lotissement Punaauiia, construction d'un mur de soutènement.

12 septembre 2006

N° 03-2136-6 MET.AU, SPI Développement, parcelles cadastrées n° 753 et n° 754, section M, parcelles dépendant de la parcelle B du morcellement d'une partie de la propriété James-Nordhoff au PK 12,500, côté mer, modification de deux (2) immeubles d'habitation (12 logements), résidence Fare Iriatai ;

N° 06-1314-1, M. William Scholermann, parcelle cadastrée n° 830, section M, lot B de la terre Tepaniuru 2, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 06-1136-1 MET.AU, Mme Eugénie Taero épouse Fortez, parcelle cadastrée n° 65, section AH, terre Tarapu 3 au PK 16,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1167-1, M. et Mme Eric et Heikura Vaxelaire, parcelle cadastrée n° 241, section H, lot n° 55 du lotissement Green Vallée Iti au PK 8, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1306-1, M. Landry Chand, parcelle cadastrée n° 312, section AR, lot n° 45 du lotissement Miri 2, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

1er septembre 2006

N° 06-1207-1 MET.AU, M. Jerry Tuahu, parcelle cadastrée n° 46, section CE, terre Aroarau partie à Pueu au PK 7,700, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

4 septembre 2006

N° 06-1169-1 MET.AU, ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, parcelle cadastrée AW, section n° 20, lot n° 2, partie de la terre Tevihonu à Afaahiti, réalisation d'un atelier et de deux (2) salles de classe au lycée polyvalent de Taravao ;

N° 06-1280-1, Mme Navairua Tetiarahi, parcelle cadastrée n° 82, section BE, parcelle B2 de la terre Taamatua à Afaahiti au PK 3,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

5 septembre 2006

N° 03-1365-2 MET.AU, Mme Marthe Pothier veuve Temariauma, parcelle de la terre Tehiva à Pueu au PK 8,100, côté mer, modification d'une maison d'habitation ;

N° 06-1309-1, Mlle Heipua Lehartel, n° 14 de la parcelle n° 5D de la terre Atihopu dite propriété F.-Bordes à Afaahiti, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

6 septembre 2006

N° 06-1044-2 MET.AU, M. et Mme Willy et Vaitiare Deane, lot n° 3 de la terre Matahia 1 à Tautira au PK 15,300, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

12 septembre 2006

N° 06-933-1 MET.AU, M. Tiho Tepa, parcelle cadastrée n° 6, section CC, terre Aramaa 1 à Pueu au PK 6,300, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 06-1312-1 MET.AU, M. Stello Lagarde, terre Puhiaru partie à Faaone au PK 44, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-803-4, SCI Vairii 2000, parcelle cadastrée n° 87, section AC, terre Tefautomo, domaine Robinson à Afaahiti au PK 58,300, côté montagne, construction de deux (2) hangars.

15 septembre 2006

N° 06-1248-1 MET.AU, M. Patrick Neumann, parcelle cadastrée n° 183, section AV, lot B du partage de la parcelle A de la terre Tevihonu à Afaahiti, route du Plateau, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

1er septembre 2006

N° 04-1386-2 MET.AU, Mme Hélène Rapaarii, parcelle cadastrée n° 39, section AI, lot n° 7, partie des terres Teavaava ou Teavana PV n° 83 à Toahotu au PK 5,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (prorogation).

4 septembre 2006

N° 06-1071-1 MET.AU, Mme Tearama Tahai, terre Outuamoo 1 à Vairao au PK 13,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

5 septembre 2006

N° 06-1198-1 MET.AU, Mme Geneviève Arnaud, lot n° 14 du lotissement Tuava à Toahotu, Puunui, au PK 6,800, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1231-1, M. Tangaroa Tuteirihia et Mlle Alicia Uparu, parcelle cadastrée n° 202, section AC, lot n° 37 du lotissement Brillant à Toahotu au PK 2,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

6 septembre 2006

N° 03-2557-2 MET.AU, Mme Laiana Loana Parker épouse Papai, parcelle cadastrée n° 106, parcelle de la terre Aperuferuri à Teahupoo au PK 18, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (prorogation) ;

N° 06-1271-1, Mlle Zayana Poeiti Zima, lot n° 4-223 du lotissement Puunui à Vairao, construction d'une maison d'habitation.

13 septembre 2006

N° 04-1630-2 MET.AU, M. Ariipeu Arthur Faua, parcelle cadastrée n° 145, section AA, parcelle du lotissement Nino à Toahotu au PK 2,500, construction d'une maison d'habitation (prorogation) ;

N° 06-1290-1, Mme Vehiatua Eugénie Helme, parcelle cadastrée n° 84, section AI, parcelle A dépendant des terres Tematou, Teururea, lot n° 5 partie à Toahotu au PK 5,050, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 04-42-2 MET.AU, M. Gérard Laguerre, lot n° 180 du lotissement Résidence Mitiropa à Toahotu au PK 3,500, côté montagne, modification d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

5 septembre 2006

N° 06-1223-1 MET.AU, Mlle Hinano Christelle Teriipaia, parcelle cadastrée n° 108, section AO, lot n° 3 de la terre Opuvera à Mataiea au PK 46,500, construction d'une maison d'habitation.

6 septembre 2006

N° 06-1272-1 MET.AU, Mme Lisa Turia Elphie Bernardino épouse Raoulx, parcelle cadastrée n° 121, section AA, parcelle H du lot n° 1 de la propriété Bernard-Bernardino à Mataiea, construction d'une maison d'habitation et d'une clôture.

13 septembre 2006

N° 06-1120-1 MET.AU, Office polynésien de l'habitat, parcelle cadastrée n° 47, section AA, lot n° 5 du lotissement Atimaono III à Mataiea, construction d'un mur de clôture ;

N° 06-1270-1, M. Conrad Hall, Mmes Naia Hall épouse West et Katherine Hall épouse Feist, parcelle cadastrée n° 51, section AM, terre Vaioaha à Mataiea au PK 45,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 04-257-2 MET.AU, M. Yannick Daniel, parcelle cadastrée n° 89, section AI, parcelle n° 2d de la parcelle n° 2 de la propriété Bernière à Mataiea au PK 45, côté montagne, modification d'une maison d'habitation (plan de maison).

COMMUNE DE ARUTUA

5 septembre 2006

N° 06-1153-2 MET.AU.TG, Mlle Herenui Leilanie Tetuanui, parcelle cadastrée n° 77, section H1, terre Pitoroa, construction d'une maison d'habitation.

6 septembre 2006

N° 06-1155-2 MET.AU.TG, Mlle Katiana Roroarii Huoi, parcelle cadastrée n° 77, section H1, terre Pitoroa, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 06-1297-1 MET.AU.TG, M. Maono Jules Natua, terre Mairava à Apataki, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1341-1, Mlle Fiona Jade Fareata, parcelle cadastrée n° 24, section H3, terre Nohotini, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE HAO

5 septembre 2006

N° 06-1284-1 MET.AU.TG, M. François Thomas, parcelle cadastrée n° 3, section AE, terre Onana partie à Otepa, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MAKEMO

14 septembre 2006

N° 06-1345-1 MET.AU.TG, Mme Antoinette Maifano, terre Turutea à Takume, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-677-2, M. Tavi Michel Marunui, parcelle cadastrée n° 44, section A, terre Tetopaka, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MANIHI

5 septembre 2006

N° 06-789-1 MET.AU.TG, Mlle Tepivai Christelle Maifano, parcelle cadastrée n° 259, section B, terre Munoa 1 partie à Ahe, construction d'une maison d'habitation.

14 septembre 2006

N° 06-1289-1 MET.AU.TG, M. Serge Mossion Faura, parcelle cadastrée n° 70, section H, terre Motutototro 2, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE NAPUKA

6 septembre 2006

N° 06-577-1 MET.AU.TG, Mlle Teanau Tuhoe, parcelle cadastrée n° 94, section A, terre Tetiromi, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

4 septembre 2006

N° 06-591-2 MET.AU.TG, M. Didier Marama, parcelle cadastrée n° 25, section AD, terre Teanoa 6 partie à Tikehau, construction d'une maison d'habitation.

6 septembre 2006

N° 06-1233-1 MET.AU.TG, M. Stanley Brodien, parcelle cadastrée n° 1307, section B, terre Ohutu-Urua à Tiputa (village), construction d'une maison d'habitation.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VENTE DU DOMAINE DE L'ETAT

5 octobre 2006

Sur appel d'offres par soumission sous plis cachetés

1 aéronef BEECHCRAFT B200

n° série BB-831 immatriculé F-OHCP

accompagné de la documentation réglementaire

En état de vol (CDN valide jusqu'au 19 octobre 2007)

1 - Présentation des offres

Les offres sont faites sous double pli cacheté :

- 1re enveloppe contenant l'offre proprement dite (soumission) sur laquelle est indiquée en toutes lettres la mention suivante "vente du BEECHCRAFT B200 BB-831, F-OHCP, appel d'offres du 5 octobre 2006" ;
- 2e enveloppe dans laquelle sera insérée la 1re, le tout à déposer :
 - à la trésorerie générale de la Polynésie française, service du domaine de l'Etat, rue Lagarde à Papeete, au plus tard le vendredi 20 octobre 2006, 12 heures locales ;
 - ou à adresser, par voie postale, à M. le trésorier-payeur général, service du domaine de l'Etat, BP 86, 98713 Papeete, Tahiti, au plus tard le 16 octobre 2006 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Les offres doivent impérativement, être renseignées selon le modèle joint au cahier des charges, contenir le montant proposé et être accompagnées d'un chèque de banque certifié d'un montant de 10 % de l'offre. (voir article 3 du cahier des charges § chèque de garantie).

2 - Cahier des charges, annexes et renseignements :

Le cahier des charges et ses annexes peuvent être :

- consultés et délivrés dans leur intégralité à la trésorerie générale de la Polynésie française, service du domaine de l'Etat, rue Lagarde à Papeete, téléphone : (689) 46 70 36 ou 46 70 37 ;
- obtenus par demande aux adresses suivantes :
 - jean-claude.ait-larbi@cp.finances.gouv.fr
 - ou michel.bremond@cp.finances.gouv.fr

3 - L'offre sous forme de soumission (annexe IV) à remplir par chaque candidat peut être obtenue de la même manière que le cahier des charges.

Trésor public.

Société d'avocats

CHANSIN-WONG & USANG-KARA

BP 20329 - 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française

Tél. : (689) 50 69 99 - Fax : (689) 50 69 98

Changement de régime matrimonial

Par jugement n° 961 rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete le 22 septembre 2006, à la requête de M. Guo Chao Lai Hao, né le 18 octobre 1974 à Heshan, province du Guangdong (République populaire de Chine), de nationalité française, cuisinier, et Mme Chen Feng, née le 27 décembre 1979 à Wuhan (province du Hubei, République populaire de Chine), de nationalité chinoise, sans profession, demeurant ensemble au PK 4, côté montagne, 98704 Faa'a, il appert que l'acte reçu le 22 février 2005 devant Me Dominique Calmet, notaire à Papeete, portant adoption par les époux Lai Hao-Feng du régime de la séparation de biens, a été homologué conformément aux articles 1536 à 1543 du code civil.

Pour extrait,
Me Arcus USANG-KARA.

Société d'avocats

CHANSIN-WONG & USANG-KARA

BP 20329 - 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française

Tél. : (689) 50 69 99 - Fax : (689) 50 69 98

Changement de régime matrimonial

Par jugement n° 959 rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete le 22 septembre 2006, à la requête de M. Guo Qing Lai Hao, né le 17 juillet 1979 à Heshan, province du Guangdong (République populaire de Chine), de nationalité française, cuisinier, et Mme Jincai Wen, née le 10 août 1981 à Heshan, province du Guangdong (République populaire de Chine), de nationalité chinoise, sans profession, demeurant ensemble à Papeete, quartier Fariipiti, il appert que l'acte reçu le 22 février 2005 devant Me Dominique Calmet, notaire à Papeete, portant adoption par les époux Lai Hao-Wen du régime de la séparation de biens, a été homologué conformément aux articles 1536 à 1543 du code civil.

Pour extrait,
Me Arcus USANG-KARA.

Mes CERAN-JERUSALEM, avocats*Changement de régime matrimonial*

Par jugement du 8 février 2006, le tribunal de première instance de Papeete a homologué l'acte notarié du 6 juin 2005 dressé par Me Philippe Clemencet, notaire à Papeete, aux termes duquel M. Steve Laille, né le 23 août 1970 à Papeete, commerçant, et son épouse Mme Murielle Da-Ros, née le 20 juin 1972 à Uturoa, demeurant à Papara, PK 35, ont déclaré adopter le régime de la séparation de biens tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1543 du code civil aux lieu et place du régime de la communauté légale.

Pour extrait,
Me Pamela CERAN-JERUSALEM.

OLANNAH

**Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP**

**Siège social : Punaauia, centre commercial Tamanu Iiti,
BP 380292 Tamanu, 98718, île de Tahiti,
Polynésie française
RCS Papeete n° 8831 B**

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de l'associée, en date du 27 septembre 2006, il a été décidé :

- la dissolution de la société à compter du 30 septembre 2006 par décision volontaire de l'associée unique ;
- la nomination de Mme Hana Avae, demeurant à Punaauia, BP 380292 Tamanu, 98718 Punaauia, en qualité de liquidateur à compter du même jour.

La correspondance, les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés à cette même adresse.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés en annexe au registre du commerce de Papeete, au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis et mention,
Le liquidateur.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à la résidence de Papeete
(île de Tahiti)**

Suivant acte demeuré au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 28 septembre 2006, il a été constitué une société civile dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : SCI KIM.

Siège : Vairao, PK 12, côté mer (île de Tahiti).

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Objet : En Polynésie française, l'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la prise à bail, la location en totalité ou en partie de tous immeubles bâtis ou non bâtis, toute division et appropriation desdits immeubles bâtis et non bâtis, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces terrains ou immeubles, toutes améliorations, l'aménagement de tous immeubles, leur location. L'administration, la location et l'exploitation desdits

biens, immeubles, la vente, en totalité ou par fractions, des immeubles construits, avant ou après leur achèvement.

Capital social : 210 000 F CFP, apports en numéraire.

Gérance : M. William BELLAIS, demeurant à Papeete, Tipaerui, quartier Juventin, nommé aux termes des statuts pour une durée non limitée.

Parts sociales : Les cessions de parts sont libres uniquement entre associés ; toutes les autres cessions y compris au profit d'ascendant, descendant et conjoint d'associés doivent être autorisées par la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Me BRUGGMANN, notaire.

**Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destrebeau
Papeete (Tahiti)**

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, le 15 septembre 2006, enregistré à Papeete, le 19 septembre 2006, bordereau 1095/7, folio 36,

M. Hervé LECOUTEUX, gérant de pension de famille, demeurant à Moorea, Paopao, BP 344 Maharepa, né à Rouen (Seine-Maritime) le 18 juillet 1958, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le n° 29823 A,

A confié à :

Mme Martine Christelle VOTEY, sans profession, demeurant à Arue, BP 141256, née à Besançon (25), le 27 février 1975,

Pour une durée de soixante-douze (72) mois à compter du 1er novembre 2006 pour se terminer le 31 octobre 2012,

L'exploitation à titre de location-gérance d'un fonds de commerce de pension bourgeoise, situé à Paopao (Moorea), côté montagne, connu sous le nom "Fare Oa Oa".

Toutes les marchandises nécessaires à l'exploitation du fonds de commerce dont il s'agit seront achetées et payées par le gérant, et il en sera de même de toutes sommes quelconques et charges dues à raison de l'exploitation dudit fonds, qui incomberont également au gérant, le bailleur ne devant en aucun cas être inquiété ni recherché à ce sujet.

Pour unique publication.

**TAHITI TROPICAL FISH
Société civile
au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Avatoru, Rangiroa (Tuamotu)
RCS de Papeete n° 9883 C
N° TAHITI : 693200**

Changement de gérant

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale ordinaire des associés réunie extraordinairement le 2 mai

2006 que Mlle Mélanie Mairau a été nommée en qualité de gérante, pour compter du 2 mai 2006, pour une durée non limitée, en remplacement de M. Michel Yip et de Mlle Patricia Lichon, gérants démissionnaires.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Mention périmée :

Gérance :

- M. Michel Yip, demeurant à Papeete, Mission, quartier de l'Evêché ;
- Mlle Patricia Lichon, demeurant à Punaauia, PK 10,800.

Nouvelle mention :

Gérance :

- Mlle Mélanie Mairau, demeurant à Papeete, Mission, quartier de l'Evêché.

*Pour avis et mention,
La gérance.*

**Me Philippe CLEMENCET, notaire
Papeete (Tahiti)**

SC MAJONC Punaauia, résidence marina Lotus

Aux termes d'un acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, le 28 septembre 2006, M. Gilles MASSON, demeurant à Punaauia, marina Lotus, a démissionné de ses fonctions de gérant de la société civile MAJONG au capital de 100 000 F CFP immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 3491-B. A compter du jour de l'acte, Mlle Béatrice MALONDA, demeurant à Faa'a, pic Vert, a été nommée gérante en ses lieu et place, pour une durée illimitée. Le siège social a été fixé à Punaauia, résidence marina Lotus, BP 4610 Papeete, au lieu de Punaauia, résidence marina Lotus, BP 1723 Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

**SALANS POLYNESIE
Société d'avocats au barreau de Papeete**

**ROQUIGNY & CIE
Société en nom collectif
au capital de 100 000 F CFP**

**Siège social : Moorea, PK 26,600, côté montagne,
Tiahura-Haapiti
RCS de Papeete n° 9331 B**

Suite à des actes sous seing privé en date des 21 avril 2003 et 25 septembre 2006, il résulte le changement de mentions suivantes relatives aux associés en nom :

Cession du 21 avril 2003

Ancienne mention :

Associés en nom :

Mlle Soledad Smud, MM. Renaud Fayada et Christophe Roquigny.

Nouvelle mention :

Associés en nom :

MM. Christophe Roquigny et Julien Basaldella.

Cession du 25 septembre 2006

Ancienne mention :

Associés en nom :

MM. Christophe Roquigny et Julien Basaldella.

Nouvelle mention :

Associé en nom :

M. Christophe Roquigny.

*Pour avis,
Le représentant légal.*

**PERROT PHILIPPE EURL
SARL au capital de 1 200 000 F CFP
Siège social : rue Cook, immeuble Felanyna,
98713 Papeete
RCS de Papeete n° 8695 B**

1° Décision conformément à l'article L. 223-42 du code de commerce

Aux termes de la décision de l'associé unique du 15 septembre 2006, l'associé unique, statuant conformément à l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.

2° Transfert du siège social

Par décision de la même date, l'associé unique a transféré le siège social à Taapuna plaine, PK 10,500, côté montagne, Punaauia, Polynésie française, à compter du 15 septembre 2006 et a modifié en conséquence l'article des statuts correspondants.

Ancienne mention :

Rue Cook, immeuble Felanyna, 98713 Papeete.

Nouvelle mention :

Taapuna plaine, PK 10,500, côté montagne, Punaauia, Polynésie française.

La mention sera faite au RCS de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

**Cabinet de Me Mathieu LAMOURETTE,
avocat au barreau de Papeete
9, place de la Cathédrale, BP 45132 Papeete**

Changement de régime matrimonial

Selon jugement n° 917 rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete, île de Tahiti, en date du 13 septembre 2006, il appert que, le tribunal statuant en matière gracieuse, contradictoire et en premier ressort, après débats en chambre du conseil, homologue l'acte notarié en date du 23 septembre 1997 dressé par Me DUBOUCH, notaire à Papeete, aux termes duquel Mme Diana YON KOUÏ épouse YIENG KOW, née le 2 janvier 1961 à Papeete, de nationalité française, demeurant 131, rue des Remparts, 98714 Papeete, et M. Patrick YIENG KOW, né le 3 mars 1958 à Papeete, de nationalité française, gérant de société, demeurant 131, rue des Remparts, BP 50349 Pirae, ont déclaré adopter le régime de la séparation de biens en lieu et

place du régime de la communauté légale des biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1543 du code civil.

Pour insertion,
Me Mathieu LAMOURETTE.

Me Philippe CLEMENCET,
Notaire, titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau, Papeete, Tahiti

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete, 85, rue du Commandant-Destremau, les 21 et 27 septembre 2006, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : MARA CROISIERES.

Forme : Société à responsabilité limitée.

Capital social : Un million de francs CFP (1 000 000 F CFP) divisé en 100 parts de dix mille francs CFP (10 000 F CFP) chacune réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : Punaauia, PK 9,300, côté montagne, résidence Les petits balcons du Lotus, BP 1740 Punaauia.

Objet social : L'acquisition, l'exploitation et la gestion de toutes activités nautiques et subaquatiques, l'hébergement, les activités de croisière, restauration et toutes activités annexes en Polynésie française, l'acquisition, la propriété et l'administration de tous biens meubles et immeubles et objets mobiliers ; la mise en valeur, la location et l'exploitation de tous biens meubles et immeubles, ainsi que l'édification de toutes constructions ; l'aliénation de tout ou partie des biens, meubles ou immeubles appartenant à la société par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou cession de droit au bail, les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société ; tous placements de capitaux sous toutes formes que ce soit, y compris l'acquisition ou la souscription de toutes actions, obligations, parts sociales ; et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Durée : 99 années.

Gérance : La société a pour gérant M. Arnaud Guy LE MORVAN, gérant de société, demeurant à Punaauia, PK 11, côté mer, BP 9015 Motu Uta.

Cession de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe du titulaire. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société et, au sein de la famille du cédant, à d'autres personnes que celles indiquées à l'alinéa précédent, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

Me Philippe CLEMENCET,
Notaire, titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau, Papeete, Tahiti

Avis de constitution

Suivant acte aux minutes de Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, 85, rue du Commandant-Destremau, le 26 septembre 2006, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : TEMAIRE.

Forme juridique : Société civile immobilière.

Capital social : Cent quatre-vingt mille francs CFP (180 000 F CFP) divisé en 100 parts de mille huit cents francs CFP (1 800 F CFP) chacune numérotées de 1 à 100 entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : Papara, PK 29,100, côté montagne.

Objet social : L'acquisition, la construction, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers.

Apports en numéraire : Le capital est entièrement constitué par des apports en numéraire.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Gérance : La société a pour gérante la SCI TSEI, dont le siège est à Papara, PK 29,100, côté montagne.

Cession de parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
La gérante.

Me Philippe CLEMENCET,
Notaire, titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau, Papeete, Tahiti

Avis de constitution

Suivant acte aux minutes de Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, 85, rue du Commandant-Destremau, le 26 septembre 2006, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : TSEI.

Forme juridique : Société civile immobilière.

Capital social : Cent quatre-vingt mille francs CFP (180 000 F CFP) divisé en 100 parts de mille huit cents francs CFP (1 800 F CFP) chacune numérotées de 1 à 100 entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : Papara, PK 29,100, côté montagne.

Objet social : L'édification de tous immeubles en qualité de maître d'ouvrage délégué et notamment la construction d'un immeuble sis à Papara, PK 29,100, côté montagne, sur une parcelle de terre dépendant de la terre Tiamao, cadastrée section AA, n° 5 pour une contenance de dix-neuf ares quarante-sept centiares, pour le compte de la SCI TEMAIRE, maître de l'ouvrage.

Apports en numéraire : Le capital est entièrement constitué par des apports en numéraire.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Gérance : La société a pour gérants MM. Alain BOSVIEL, demeurant à Papara, PK 31,500, côté mer, et Patrick ATENI, demeurant à Faa'a, PK 6,200, côté montagne.

Cession de parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Les gérants.

Mes CERAN-JERUSALEM, avocats

Demande de changement de nom

Mlle Taahitua Manina Martine TETUAAPUA, née le 22 mars 1966 à Papeete, demeurant à Tipaerui, quartier Juventin, lotissement Vaimora 3, 98714 Papeete, déclare former une demande tendant à ajouter à son nom celui de PARUA (article 61 du code civil).

Me Pamela CERAN-JERUSALEM.

TAHITI PEINTURE

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
au capital de 700 000 F CFP

Siège social : rue Yves-Martin, Pirae
RCS Papeete : N° 288 B - N° TAHITI : 30544

Par décision du 18 septembre 2006, M. Charles Vaiho TIHONI, associé unique de la société TAHITI PEINTURE, a décidé la dissolution anticipée de ladite société.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil et de l'article 8, alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis. Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le gérant.

POLYTRA

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
au capital de 600 000 F CFP

Siège social : rue Gadiot, Pirae
RCS Papeete : N° 553 B - N° TAHITI : 41517

Par décision du 18 septembre 2006, M. Charles Vaiho TIHONI, associé unique de la société POLYTRA, a décidé la dissolution anticipée de ladite société.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil et de l'article 8, alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis. Ces oppositions doivent être présentées devant le tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le gérant.

FIDUCIAIRE DU PACIFIQUE "FIDUPAC"

Société anonyme au capital de 26 000 000 F CFP
Siège social : boulevard Pomare, centre Paofai, Papeete
RCS Papeete : N° 1138 B - N° TAHITI : 63867

Avis de fusion

Aux termes du procès-verbal des délibérations en date du 21 août 2006, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société FIDUCIAIRE DU PACIFIQUE a approuvé le projet de fusion signé le 31 mai 2006 avec la société BUSINESS CONSULTING, société à responsabilité limitée, au capital de 12 400 000 F CFP, dont le siège social est situé à Papeete, boulevard Pomare, centre Paofai, bâtiment A, 1er étage, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 7835 B, ainsi que les apports effectués et leur évaluation.

La société FIDUCIAIRE DU PACIFIQUE étant propriétaire de la totalité des parts composant le capital social de la société BUSINESS CONSULTING, absorbée, l'apport n'a pas été rémunéré par une augmentation de capital et la société BUSINESS CONSULTING a été dissoute sans liquidation à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire de la société FIDUCIAIRE DU PACIFIQUE du seul fait de la réalisation définitive de la fusion.

La prise de fusion s'élève globalement à 19 274 633 F CFP.

Le conseil d'administration.

BUSINESS CONSULTING

Société anonyme au capital de 12 400 000 F CFP
Siège social : centre Paofai, bâtiment A
RCS Papeete : N° 7835 B - N° TAHITI : 554733

Avis de fusion

Aux termes du procès-verbal des délibérations en date du 21 août 2006, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société FIDUCIAIRE DU PACIFIQUE, société anonyme au capital de 26 000 000 F CFP, dont le siège social est situé à Papeete, boulevard Pomare, centre Paofai, bâtiment A, 3e étage, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 1138 B, a approuvé le projet de fusion établi par acte sous seing privé en date du 31 mai 2006 avec la société BUSINESS CONSULTING, ainsi que les apports effectués et leur évaluation.

La société absorbante étant propriétaire de la totalité des parts composant le capital social de la société absorbée depuis une date antérieure au dépôt du projet de fusion au greffe du tribunal de commerce, la société BUSINESS CONSULTING s'est trouvée dissoute sans liquidation à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire de la société FIDUCIAIRE DU PACIFIQUE qui a constaté la réalisation définitive de la fusion.

La gérance.

TRIBUNAL CIVIL DE PAPEETE

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire de M. Adoratore TUPANA pour insuffisance d'actif et rappelant que par l'effet du jugement ordonnant la liquidation judiciaire, la radiation

de M. Adoratore TUPANA du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire de M. Yann HELLEMONT, pour extinction du passif et rappelant que par l'effet du jugement ordonnant la liquidation judiciaire, la radiation de M. Yann HELLEMONT du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire de la SCI KETU KETU, RC n° 4361 C pour insuffisance d'actif et rappelant que par l'effet du jugement ordonnant la liquidation judiciaire, la radiation de la SCI KETU KETU du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Extrait de jugement d'ouverture

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire selon le régime simplifié à l'encontre de la SARL MEDIA & CO, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 7253 B, aux enseignes "Privilège Vidéo", située à Papeete, 12, rue des Remparts, "Privilège Mediavision", située à Afaahiti (Taravao) et "Vidéo Futur", située à Uturoa, Raiatea.

Date de cessation des paiements : 21 septembre 2006.

Administrateur judiciaire avec mission de représentation : Mme Véronique MORIN, BP 4933 - 98713 Papeete, téléphone : 43 86 00, fax : 43 34 02.

Représentant des créanciers : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Juge-commissaire : M. Arthur SIAO (secrétariat des juges commissaires, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00).

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Le greffier.

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la résolution du plan adopté le 13 février 2006 et ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la SARL Tahiti Equipements Industriels et Electrotechniques à l'enseigne TEIE, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 4205 B, dont le siège social est à Arue, route de l'Eau royale.

Liquidateur : M. Pascal VERCIER, téléphone/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Poema PIDOUX, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la liquidation judiciaire de M. Enzo TAAROA, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 42 383 A, à l'enseigne "Enzo Services", demeurant Arue, PK 4, côté montagne, quartier Bonno,

derrière le camp, servitude Vaiata, BP 60242 Faa'a, téléphone : 73 94 70 et actuellement sans domicile connu.

Objet : Travaux de bâtiment.

Date de cessation des paiements : 7 septembre 2006.

Liquidateur judiciaire : M. Charles MU SI YAN, BP 1152 Papeete, téléphone : 54 47 25, fax : 54 47 26.

Juge-commissaire : M. Arthur SIAO, BP 4633 Papeete.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la liquidation judiciaire de la SARL SHARK NIGHT CLUB, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 04 12 B (ancien RCS n° 9823 B, dont le siège social est situé à Papeete, quai Gallieni, téléphone : 43 72 72, BP 4528 Papeete, représentée par son gérant M. Pascal GUILLOUX, né le 29 juillet 1977 à Papeete, domicilié à Pirae, lotissement Vetea, domaine Chin Foo.

Objet : Dancing, bar, restaurant.

Date de cessation des paiements : 21 septembre 2006.

Liquidateur judiciaire : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : M. Claude OLIK, BP 4633 Papeete.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la liquidation judiciaire de la SARL GALION, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 05 291 B, dont le siège social est situé à Papeete, angle de l'avenue du Prince-Hinoui et de la rue Colette, immeuble Yu, BP 61799, 98703 Faa'a, représentée par son gérant M. Pascal GUILLOUX, demeurant à Pirae, lotissement Chin Foo à Vetea.

Objet : Restaurant, snack.

Date de cessation des paiements : 21 septembre 2006.

Liquidateur judiciaire : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone/fax : 42 48 40.

Juge-commissaire : M. Claude OLIK, BP 4633 Papeete.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la liquidation judiciaire de l'EURL Philippe PERROT, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 8695 B, dont le siège social est situé rue Cook, immeuble Felanyna à Papeete, représentée par son gérant M. Philippe PERROT, domicilié en cette qualité audit siège.

Objet : Bureau d'étude et maîtrise d'œuvre.

Date de cessation des paiements : 21 septembre 2006.

Liquidateur judiciaire : M. Charles MU SI YAN, BP 1152 Papeete, téléphone : 54 47 25, fax : 54 47 26.

Juge-commissaire : M. Arthur SIAO, BP 4633 Papeete.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 25 septembre 2006 ordonnant la réouverture de la procédure de liquidation judiciaire de la SARL ESPACE CORAIL, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 3388 B, ancien siège social : Papeete, Tipaerui, allée Delion, représentée par son gérant M. Jean-Pierre BUISSON.

Liquidateur judiciaire : M. Charles MU SI YAN, BP 1152 Papeete, téléphone : 54 47 25, fax : 54 47 26.

Juge-commissaire : M. Claude OLIK (secrétariat des juges commissaires, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00).

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle à l'encontre de M. Clément HUANG TSI HUI, à l'enseigne HUANG IMPORTS, inscrit au registre du commerce sous le n° 11407 A, pour une durée de 5 ans.

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle à l'encontre de M. Patrick PERRET-GENTIL, gérant la SARL C2MI, inscrit au registre du commerce sous le n° 6469 B, pour une durée de 5 ans.

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle à l'encontre de M. Yves BAHRI, EURL Climatique de Polynésie, inscrite au registre du commerce sous le n° 48648 B, pour une durée de 10 ans.

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire de la SARL Société polynésienne de constructions et d'investissements, RCS n° 3786 B pour insuffisance d'actif et rappelant que par l'effet du jugement ordonnant la liquidation judiciaire, la radiation de la SARL Société polynésienne de construction et d'investissements du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire de M. John TUARII, RCS n° 37890 A pour insuffisance d'actif et rappelant que par l'effet du jugement ordonnant la liquidation judiciaire, la radiation de M. John TUARII du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire de M. Georges ROCHETTE, RCS n° 37581 A pour insuffisance d'actif et rappelant que par l'effet du jugement ordonnant la liquidation judiciaire, la radiation de M. Georges ROCHETTE du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 25 septembre 2006 prononçant la clôture des opérations de liquidation judiciaire de la SARL MEDICARTE, RCS n° 4130 B pour insuffisance d'actif et rappelant que par l'effet du jugement ordonnant la liquidation judiciaire, la radiation de la SARL MEDICARTE du registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

*Pour extraits conformes,
Le greffier.*

ANNONCES DIVERSES

DISTRICT DE VOLLEY-BALL EIMEO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 septembre 2006)

Président	: MAIHI Tehei
Vice-président	: TAPEA Jules
Secrétaire	: TAURUA Roméo
Trésorier	: TUAIVA Teraimana

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE VAIPUARII - PAËA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 août 2006)

Présidente	: TEAHA Teipo
Secrétaire	: TEAHA Moerani
Trésorière	: TURINA Linda

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DE MAIRIPEHE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 septembre 2006)

Présidente	: DELORD Carlotta
Vice-président	: TAPATOA Teva
Secrétaire	: TETUANUI Mirella
Secrétaire adjointe	: SWAPP Gisèle
Trésorière	: UEVA Heiata
Trésorière adjointe	: APUARII Raihoa

CLUB TOTARA VA'A PAOFAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2006)

Président	: TEMAIANA Manapamano
Secrétaire	: TEMAIANA Vaiteanui
Trésorier	: TEMAIANA Manahiti

ASSOCIATION SPORTIVE VAII NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 septembre 2006)

Présidente	: OTTO Jeanne
Vice-président	: TEIKITOHE Joseph
Secrétaire	: PIRIOTUA Elvina
Secrétaire adjoint	: OTTO Venard
Trésorier	: HAITI Emile
Trésorier adjoint	: TEIKIKAINÉ Loïc
Entraîneur	: OTTO Louis

ASSOCIATION MATAIEA BASKET-BALL**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(26 août 2006)

Président d'honneur : MARITERAGI Tavahia
 Président : TUUA Franck
 Vice-présidente : TAIORE Mirochca
 Secrétaire : TUUA Fabienne
 Trésorière : MAI Céline
 Commissaire aux comptes : TATAIO Ingrid
 PERRAULT Repeta

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE DE TAIHAE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 septembre 2006)

Président : KAIHA Henri
 Vice-président : GENDRON Aristid
 Président élève : VAYSSE Kena
 Secrétaire : TEIKIHAA Manuel
 Secrétaire adjoint : TAMARII Marcel
 Trésorier : KAUTAI Jimmy
 Trésorière adjointe : LEAU CHOY Marie-Louise
 Membres actifs : KAUTAI Alain
 PRIOTUA Angélique
 PUHETINI Paul

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE FAAONE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 août 2006)

Président : SCHWARZ Hans
 Vice-présidente : MAHAA Angéline
 Secrétaire : YNAM Mariscar
 Secrétaire adjointe : MARURAI Virginie
 Trésorier : PARKER Jackson
 Trésorière adjointe : ALEXANDRE Poema

**COOPERATIVE DU CENTRE DES JEUNES
ADOLESCENTS DE VAIARE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 septembre 2006)

Président : CHAVEZ Thomas
 Vice-président : TEVAEARAI Moana
 Secrétaire : TEHIVA Huitierangi
 Secrétaire adjointe : TIAHAU Luana
 Trésorier : VAN BASTOLAER Antony
 Trésorier adjoint : TAIMANA Heimana

APEL DE L'ECOLE AMATAHIAPO TUATAHI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 août 2006)

Présidente : SAINT VAL Nathalie
 Vice-présidentes : TANÉPAU Hinano
 : VERNAUDON Mariette
 Secrétaire : GREVIN Annick
 Secrétaires adjointes : FAATAHE Vaihere
 : PASDELOU Clare
 Trésorière : FAATEREHIA Lydia
 Trésorière adjointe : TETOHU Valérie

AMICALE DU COLLEGE DE TARAVAO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(29 août 2006)

Président : MESNARD Jean-Pierre
 Vice-président : DUBREUIL Romain
 Secrétaire : JOLY Patrick
 Secrétaire adjointe : LUCCIONI Marie-France
 Trésorière : AUBINEAU Janick
 Trésorier adjoint : CLAUDEL Richard

**COOPERATIVE DU CENTRE DES JEUNES
ADOLESCENTS DE TIIPOTO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 août 2006)

Présidente : TAINOA Wanda
 Vice-président : HAATI Loïc
 Secrétaire : TINOMANO Francis
 Secrétaire adjoint : MARAKAI Tehorue
 Trésorier : TERIIPAI Jean-Pierre
 Trésorier adjoint : TETUANUI Luc

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE UI TAMA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 août 2006)

Présidente : REAU Isabelle
 Secrétaire : PAHIO Valérie
 Secrétaire adjointe : PAHIO Tefara
 Trésorière : NENA Vahina
 Trésorière adjointe : SCILLOUX Vaitiare
 Représentant du personnel
de service : TERIIFA Inaley

ASSOCIATION ARTISANALE VAIPURUA DE MOERAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 avril 2006)

Présidentes d'honneur : PITA Tauura
 MOOTUA Matarii
 Présidente : FAARA Atima
 Vice-présidente : TUMATARII Norma
 Secrétaire : TEURUARI Linda
 Secrétaire adjoint : FAARA Alexis
 Trésorière : MAARO Uratua
 Trésorière adjointe : UTIA Nicole

LES AMIS DU CLD DES ISLV**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 août 2006)

Président d'honneur : HUG Thierry
 Président : RONGOMATE Augustin
 Vice-présidente : TETUA Elisabeth
 Secrétaire : TANETO Maureen
 Secrétaire adjoint : JORDAN David
 Trésorier : VAN BASTOLAER Harrys
 Trésorière adjointe : FALZOWSKI Lana
 Commissaires
aux comptes : TAUTUMAPIHAA Christophe
 TERAIAMANO Manuela

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE HOKATU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 août 2006)

Présidente : TEIKITEEPUPUNI Geneviève
 Secrétaire : FALCHETTO Arsène
 Trésorière : TEIKITEEPUPUNI Agnès

APE DE L'ECOLE MATERNELLE NUUTAFARATEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 août 2006)

Président : ALPHA Tearii
 Vice-présidente : FARAHEI Dolly
 Secrétaire : SANGUE Rava
 Secrétaire adjointe : RAKIC Christiane
 Trésorière : TETOE Ilona
 Trésorière adjointe : TAURAA TUA Alberte

**ASSOCIATION TAMARII PARAITA - PUEA,
JEUNESSE DE PAPEETE (ATPP)***Modification de statuts*
(12 juin 2006)

L'association a aussi pour objet d'amener le jeune à la découverte d'activités et de lieux.

Les articles 5, 8, 10, 11, 13, 14, 17, 18 et 21 ont été modifiés.

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU COLLEGE DE TAAONE A PIRAE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 septembre 2006)

Président : SACHET Marcel
 Vice-présidente : ALO Elisa
 Secrétaire : MARTIN-DEVIEGRE Hina
 Secrétaire adjoint : TAURAA Heimana
 Trésorière : CLARK Noella
 Trésorière adjointe : PHARAMOND Annie
 Assesseurs : NOUVEAU Tatiana
 HARGOUS Martine
 TETARONIA Nanu
 WASILEWSKI Christine
 TEMAURI Ben
 ALLARD Irène
 TEUIRA Claude
 TEATA Sabine

ASSOCIATION HEI MARAMA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 juillet 2006)

Président : AUMERAN Joël
 Vice-président : MAONO John
 Secrétaire : LO SAM KIEOU Lisette
 Secrétaire adjointe : MAI Eliane
 Trésorier : BERTY Roland
 Trésorière adjointe : ATIU Tina
 Assesseur : BELLAIS Joseph

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE AFAREAITU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 août 2006)

Président : BARRIER Jean-Pierre
 Secrétaire : BARRIER Ghislaine
 Trésorier : TERAIR Ruben
 Assesseurs : GIROUILLE Yannick
 COLONNA Michel

AI'A API*Modification des statuts*

Les statuts ont été modifiés dans leur intégralité et plus précisément dans son administration et son fonctionnement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2006)

Présidents d'honneur : TEREINO Taionia
 TEUIRA Tavi
 TUIHO Raymond
 JAMET Vaite
 Président : VERNAUDON Emile
 Vice-présidents : VERNAUDON Clarenntz
 TAURUA Natacha
 POMARE Joinville
 DOMINGO Dauphin
 ROIHAU André
 MOU FAT Rosina
 TAUTU Dominique
 TETUANUI Myrto
 HUUI Paul
 TEHIHIPO René
 TEAMO Beky
 TEROROTUA Ronald
 PARKER Jean-Marie
 SYLVAIN Teva
 Secrétaire général : TEFAARERE Hirohiti
 Secrétaires adjoints : TEFAATAU Gilles
 TAUPUA Christian
 ARAPARI Maire
 MAUFENE Charles
 Trésorier général : BUIILLARD Joël
 Trésoriers adjoints : CHAN KEE THAM Jean-Henri
 TAURUA Marck
 CHANGUY Sandy
 Assesseurs des commissions techniques : TUHEIABA Hina
 TROIANIELLO Antonio
 VERNAUDON Klint
 TUPAI Sarah
 KLEIN Frédéric
 AYOU Moetua
 TAAROAMEA Myrna
 ADAMS Martha
 LAGARDE Haamoetini

ASSOCIATION TE U'I NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 septembre 2006)

Présidente : COLOMBANI Noho'ura
 Vice-présidente : AMARU Ahuura
 Secrétaire : HAREHOE Emmanuelle
 Secrétaire adjointe : DEXTER Vaea
 Trésorier : TAURU Mataura
 Trésorière adjointe : BURNS Diana

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE TAMATINI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2006)**

Présidente	: ALFONSI Odile
Vice-présidente	: TEURUA Titaua
Secrétaire	: PORLIER Tiareroa
Secrétaire adjoint	: RATINASSAMY Raiarii
Trésorière	: MERVIN Maire
Trésorière adjointe	: TEMAURI Layana
Membres	: AH TCHOY Rose FREBAULT Elisabeth

**ASSOCIATION SOCIALE DES RETRAITES
ET DES POLICIERS EN TENUE DE LA POLICE NATIONALE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**

(anciennement dénommée Association sociale
des policiers en tenue de Polynésie française
- police nationale)

Modification de statuts

Elle a pour objet :

- de créer, d'organiser et de gérer elle-même des œuvres et services en vue d'assurer une prévoyance et une protection sociale ainsi que la solidarité dans le domaine social, loisirs et culturel, aide aux adhérents et policiers retraités ou en activité ;
- de resserrer les liens d'amitiés unissant les retraités et les actifs de la police nationale ;
- de créer et d'organiser des services en vue d'assurer l'information, la défense dans les domaines juridiques, immobiliers, locatif et fiscaux ;
- la mise en commun des moyens matériels et financiers en vue de défendre les intérêts des policiers retraités et en activité ;
- de constituer un office technique d'étude, d'information et de publicité afin d'assurer la propagande en faveur de ses buts, ses réalisations ou œuvres sociales par tous moyens ;
- de promouvoir les échanges culturels et associatifs sur la métropole ;
- de promouvoir les échanges parents, famille et leurs enfants du pays lesquels sont en métropole ;
- d'organiser des manifestations de loisirs, culturelles ou sportives en faveur des jeunes de divers milieux sociaux ;
- d'encadrer, de former et d'insérer les jeunes à la recherche d'un emploi dans les entreprises en partenariat avec les services de l'Etat et du pays, les communes, les entreprises et les associations de quartiers ;
- de rechercher, d'exploiter toutes pistes de travail en vue d'améliorer la qualité de vie des jeunes et des familles ;
- d'organiser des séjours "classe découverte" sur tout le territoire national pour les enfants de divers milieux sociaux. Ils seront accompagnés par les membres et sympathisants de l'association.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 août 2006)**

Président	: TUTAIRI Rodolphe
Secrétaire	: AYOU Dave
Trésorier	: VAHIRUA Pascal

ASSOCIATION TO OE PARAU NO ANANAHI

*Modification de statuts
(16 août 2006)*

TO OE PARAU NO ANANAHI - Parlons de notre avenir est un mouvement politique qui a pour objet de concourir à l'expression du suffrage universel dans le respect des principes de la souveraineté nationale et de la démocratie, conformément à l'article 4 de la constitution de la République française.

Il entend promouvoir, au service des citoyens, les idéaux républicains de liberté, d'égalité et de fraternité.

TO OE PARAU NO ANANAHI entend rassembler les femmes et les hommes désireux de promouvoir une gouvernance de la société polynésienne basée sur l'intégrité, la transparence, le respect, l'efficacité et les compétences afin de contribuer au développement durable de la Polynésie française.

TO OE PARAU NO ANANAHI vise à promouvoir une politique intelligente et de cœur afin de réduire les inégalités sociales et d'assurer à tous un niveau de vie correct.

AMICALE DU LYCEE PAUL-GAUGUIN

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 septembre 2006)**

Président	: SCHNEIDER Patrick
Vice-présidente	: DIVOUX Christina
Secrétaire	: PASTUREL Anne-Lise
Secrétaire adjointe	: MARTEIL Marie-Christine
Trésorière	: JACQUES Hinano
Trésorier adjoint	: BARNIER Jean-Luc

TE AO ANIMARA

Modification de statuts

Compléter dans l'article 1er :

- partenariat avec des spécialistes canines pour aider le maître à mieux comprendre son animal ;
- organiser des conférences pour sensibiliser la population ;
- organiser des voyages éducatifs et pédagogiques et échanges culturels et pédagogiques entre organismes.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 août 2006)**

Présidente	: ROCHE Gisèle
Secrétaire	: RIFFLART ROCHE Françoise
Trésorière	: LUCAS Danielle
Conseillère technique	: LEVERD Carmela

DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE TAHITI HITIA'A O TE RA

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2006)**

Présidente	: AMINI Raita
Vice-présidente	: TEMAURI Yvette
Secrétaire	: LUTUI TEFUKA Délila
Secrétaire adjointe	: TIHONI Augustine
Trésorière	: TEMARIPATIARE Calina
Trésorière adjointe	: TUIHO Micheline

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE VAIAHA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 août 2006)

Président	: YAU Félix
Vice-présidente	: TORII Mimi
Secrétaire	: TEUPOO Luc
Secrétaire adjoint	: TCHONG-TAI Billy
Trésorière	: URARII Rose-Marie
Trésorière adjointe	: FAATAU Delphine

**ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS DE L'ECOLE
ELEMENTAIRE DE VAIAHA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 août 2006)

Président	: YAU Félix
Vice-présidente	: TORII Mimi
Secrétaire	: TEUPOO Luc
Secrétaire adjoint	: TCHONG-TAI Billy
Trésorière	: URARII Rose-Marie
Trésorière adjointe	: FAATAU Delphine

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PUBLIQUE DE AFAREAITU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 septembre 2006)

Président d'honneur	: BARRIER Jean-Pierre
Président	: MARITERAGI Roger
Vice-président	: TAPU Joël
Secrétaire	: MAITERAI Joanne
Trésorière	: BARDOT Herta

**FOYER SOCIO-EDUCATIF ET COOPERATIF
DU GOD DE MANIHI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 août 2006)

Président	: BERTOUT Jacques
Vice-présidente	: FAURA Urinoa
Secrétaire	: LE BACCON Patrick
Secrétaire adjointe	: SALMON Laure
Trésorière	: LOGIOU Maryvonne
Trésorier adjoint	: MERVIN Heirama

**ASSOCIATION SCOLAIRE SPECIALISEE
GAPP DE TARAVAO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 septembre 2006)

Président	: TAURU Herman
Secrétaire	: GRASSET Michèle
Trésorier	: AUDRAIN Louis

ASSOCIATION HAPAIKUA*Modification de statuts*
(26 août 2006)

L'association a aussi pour objet d'organiser au besoin des manifestations à caractère culturel et de spectacle.

**ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS DE L'ECOLE
MATERNELLE MAEHAA RUA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 septembre 2006)

Présidente	: SOMMERS Juanita
Vice-présidente	: VILLIERME Hina
Secrétaire	: BOUNIOT Martine
Secrétaire adjointe	: CADOUSTEAU Teragi
Trésorière	: LINAUD Irma
Trésorière adjointe	: WOHLER Imelda
Commissaire aux comptes	: HELME Thérèse

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE FARETAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(29 août 2006)

Président	: FLOHR Joël
Vice-présidente	: CHU Marceline
Secrétaire	: LUTA Laïna
Secrétaire adjoint	: BAUERLIN Claude
Trésorière	: TOM SING VIEN Teehu
Trésorière adjointe	: HALLIGAN Sarah

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MOMOA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 août 2006)

Président	: FLOHR Joël
Vice-présidente	: PERROMAT Eléonore
Secrétaire	: MARTIN Stéphanie
Secrétaire adjointe	: LY Diana
Trésorier	: PLOTON Henrik
Trésorier adjoint	: TEHEI Dominique

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE TAKAROA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 août 2006)

Président	: RAAPOTO Elio
Secrétaire	: ATEO Ketty
Secrétaire adjointe	: TEIRI Clara
Trésorière	: TAVAITAI Heiata
Trésorière adjointe	: TEAVAE Rava
Commissaires aux comptes	: PURUE-DOMINGO Heimanu GAZZOTTI Iginia
Membres	: TEHINA Heimata TUTEIRIHIA Thierry UTIA David

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE OUTUMAORO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (7 septembre 2006)

Présidente	: SOMMERS Juanita
Vice-présidente	: VINCENOT-GARANT Caroline
Secrétaire	: DULAC Anne
Secrétaire adjointe	: VETTER Christine
Trésorière	: OOPA Paola
Trésorier adjoint	: EL GARTI Khalid
Commissaire aux comptes	: HELME Thérèse
Assesseurs	: SPITZ Rolande FLEURY Céline

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE DE RUATAMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 septembre 2006)

Présidente	: BENSENOUCI Patricia
Vice-présidente	: TEUIRA Manola
Secrétaire	: CADOSTEAU Myriam
Secrétaire adjointe	: TEIHOTUA Florine
Trésorière	: BROTHERS Véra
Trésorier adjoint	: ITCHENER Elvis

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE FAREROI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (14 août 2006)

Présidente	: ROSSO Nathalie
Secrétaire	: BLOUIN Mareva
Trésorière	: PAPARETUA Vaea
Trésorière adjointe	: PAEZ Karina
Trésorière FIP	: FAREATA Vaea
Trésorière adjointe FIP	: KOAN Cathy
Assesseurs	: LETANG Cécile WONG Averii

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DE HITIA'A MOMO'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 août 2006)

Présidente	: BUTCHER Patricia
Vice-présidente	: CIZO Jeannette
Secrétaire	: TOA Silaea
Secrétaire adjointe	: ORTAS Vahinerii
Trésorière	: VAN BASTOLAER Bénicia
Trésorière adjointe	: MATO Muriel

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE MATERNELLE FAREROI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (29 août 2006)

Président	: MARCILLAC Jean-Michel
Vice-président	: TENIARO Etienne
Secrétaire	: GRAND Heimaire
Secrétaire adjointe	: ROSSO Nathalie
Trésorière	: KAIHA Claudine
Trésorière adjointe	: WILLIAMS Ingrid
Assesseur	: RAAPOTO Christine

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE PAEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (15 septembre 2006)

Président	: PIART Jean-Luc
Vice-président	: AGNIE Brice
Secrétaire	: MENARD Jacky
Secrétaire adjoint	: ROSSI Jean
Trésorière	: GARRIGUES Vaiata
Trésorière adjointe	: BOURDON Elise

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE ANNE-MARIE-JAVOUHEY

Modification de statuts

Les statuts ont été modifiés en conformité avec l'USSP.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 septembre 2006)

Président	: LIU Séverin
Secrétaire	: DEHORS Vetea
Trésorière	: LAI Micheline
Membres	: MARTIN Romuald TAMU Ryan AH-LO Karyl

ASSOCIATION TAMARII VAI HOE anciennement dénommée TAMARII VAHIOE NO TAHITI ITI

Modification de statuts

L'association a aussi pour objectif d'avoir des échanges culturels ou sportifs avec d'autres associations à l'étranger ou dans les îles, de promouvoir et d'entretenir notre culture et de fournir une aide morale et matérielle aux personnes qui sont dans le besoin.

Son siège social est situé dans la commune de Taïarapu-Est, Taravao, rue Frédéric-Bordes.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (22 septembre 2006)

Président d'honneur	: TEMAHUKI Tahua
Président	: SIE Henri
Trésorier	: TIMO Vitua
Trésorière adjointe	: GOUAUT Mateata

COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE RUATAMA - FIP

(Récépissé n° 9774 DRCL du 15 septembre 2006)

Extraits de statuts

A partir du 5 septembre 2006, il est formé, entre le personnel enseignant de l'école maternelle Ruatama, une coopérative - FIP.

La coopérative a pour but, sous le contrôle permanent du président ou de la présidente :

- d'assurer les moyens et les conditions de vie de travail des élèves ;
- de prendre soin de l'école et de la rendre agréable à tous les utilisateurs ;
- d'entretenir et d'améliorer la bibliothèque scolaire et le matériel de jeu et de classe.

Son siège est situé à l'école.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: BENSENOUCI Patricia
Secrétaire	: CADOUSTEAU Myriam
Secrétaire adjointe	: FAREATA Jacqueline
Trésorière	: BROTHERS Véranie
Trésorière adjointe	: AMARU Andréa

ASSOCIATION TE OHI VAI HONU ROA

(Récépissé n° 9812 DRCL du 25 septembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 13 septembre 2006, entre les adhérents aux présents statuts, l'ASSOCIATION TE OHI VAI HONU ROA régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour but :

- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres ;
- de mettre en valeur les "adultes et personnes âgées" de chaque secteur de quartier ;
- d'éveiller les membres à la responsabilité individuelle pour la destinée de notre pays, par des actions éducatives, sportives et culturelles ;
- d'organiser des voyages linguistiques et de faire découvrir d'autres pays et cultures aux membres de l'association ;
- d'œuvrer pour les déplacements des jeunes ou adultes ;
- de réunir les jeunes ou adultes autour d'activités sportives telles que la pétanque, le volley-ball, le ping-pong, etc. ;
- de manière générale, d'instruire et de suivre les membres pour leur venir en aide.

Le siège social est fixé à Taravao, route de Toahotu au PK 2, côté mer, quartier Vivish.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MAAU Joël
Secrétaire	: LENOIR Benoît
Trésorière	: VIVISH Charlotte

ASSOCIATION TON (TOMITE OIRE NUKU HIVA)

(Récépissé n° 2202 SAIM du 20 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TON (TOMITE OIRE NUKU HIVA), créée le 8 septembre 2006, a pour objet de défendre les intérêts de toutes les personnes résidant ou travaillant dans l'île de Nuku Hiva ou y ayant un intérêt marqué.

Son siège social est fixé à BP 253, 98742 Taiohae, Nuku Hiva.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: POUSSET Thierry Heiarii
Vice-président	: TEAMO Heenui
Secrétaire	: TEAMO Géraldine
Trésorière	: AH-SCHA Marie-Jeanne

ASSOCIATION FAMILIALE TIARE URA

(Récépissé n° 145 SAISLV du 27 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TIARE URA, fondée le 18 août 2006, a pour but :

- de resserrer les liens familiaux entre chaque membre de la famille ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de participer aux différentes actions telles que l'aide à un membre de la famille dans le besoin, la participation à la recherche des affaires foncières familiales, etc. ;
- de faciliter l'insertion des jeunes membres de l'association familiale au moyen d'animations, de formations, d'encadrements et d'aides diverses.

Elle a son siège à Poutoru, Tahaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RUAHE Vincent
Vice-présidente	: MANOI Fabienne
Secrétaire	: NEUFFER Salomé
Secrétaire adjoint	: MAETA Heimana
Trésorière	: HIOE Kim-Lane
Trésorière adjointe	: TAAREA-HIOE Marania

ASSOCIATION MOTU OTARE

(Récépissé n° 118 SAISLV du 27 septembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 5 juin 2006, entre les adhérents aux présents statuts, l'ASSOCIATION MOTU OTARE, régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée par le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet de :

- maintenir l'unité des membres adhérents ;
- rénover et acquérir des biens mobiliers pour la maison de réunion (équipements, entretien, agrandissements, etc.) ;
- participer aux dépenses pour aider le comité des jeunes et des femmes membres faisant partie du comité de la paroisse de Avera ;
- aider les jeunes du Amuiraa Peniela et ses membres dans toutes activités socio-culturelles et sportives.

Son siège est fixé à Avera, commune de Taputapuatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TAEA Albert
Président	: CHUNG HUI Henri
Vice-président	: TAEA Albert
Secrétaire	: TAVAEARII Roméo
Secrétaire adjoint	: CHUNG Gilbert
Trésorier	: TAEA Enoha
Trésorier adjoint	: TAUAROA James

ASSOCIATION ARTISANALE HERE CREATION

(Récépissé n° 9869 DRCL du 29 septembre 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 17 juillet 2006, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, l'ASSOCIATION HERE CREATION, régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Papeete :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé au marché de Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: HUUTI Dayana
Secrétaire	: PAULMIER Sandrine
Trésorière	: PAULMIER Ornella

ASSOCIATION ARTISANALE ET CULTURELLE LES MAMAS DE PAPARA

(Récépissé n° 9851 DRCL du 27 septembre 2006)

Extraits de statuts

Le 1er septembre 2006, il est créé une association artisanale et culturelle dénommée "Les mamas de Papara", régie selon les dispositions de la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but :

- de regrouper et de resserrer les liens culturels et artisanaux des membres de l'association ;
- de revaloriser et de préserver les us et coutumes traditionnels ;
- d'organiser des activités et des échanges culturels et sportifs.

Son siège social est à Papara, PK 36,100, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: ERENA Etetera
Présidente	: AH-SHA Rachelle
Vice-présidente	: TEAHU Isabelle
Secrétaire	: OPUU Amanda
Secrétaire adjointe	: PUGIBET Vaiana
Trésorière	: NAEA Marie-Christiane
Trésorière adjointe	: TRONCHE Rose-Marie

ASSOCIATION FAMILIALE TANERII ET MANOI

(Récépissé n° 9875 DRCL du 2 octobre 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 23 septembre 2006, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, l'ASSOCIATION FAMILIALE TANERII ET MANOI régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet :

- dans le respect des statuts et règlements de la famille "Tanerii et Manoi" ;
- de constituer sa généalogie, par la recherche et les retraits de tous documents ou témoignages relatifs à leurs ancêtres et leurs biens et successions devant toutes les administrations du pays gérant les affaires privées ou publiques chez les catholiques, protestants, mormons, notaires, huissiers de justice, des pouvoirs publics, dans tous les tribunaux de la Polynésie française, de l'état civil, aux greffes civils et aux magistrats, au ministère des affaires foncières, aux services de la direction des affaires foncières (DAF) : cadastre, fichier généalogique, enregistrement, hypothèque, affaire judiciaire, en commission de conciliation obligatoire en matière foncière, dans toutes les archives de la Polynésie française et dans l'état civil des mairies de la Polynésie française, etc. ;
- de se regrouper, de se reconnaître et de resserrer les liens familiaux ;
- d'engager toutes les actions pour faire aboutir les revendications légitimes de nos ancêtres (TOMITE), conformément aux dispositions de la loi tahitienne du 24 mars 1852 et du décret du 24 août 1887 ;
- de défendre et de protéger les biens familiaux.

Son siège social est fixé au domicile de son président à Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TANERII Tau a
Président	: TANERII Remuera
Vice-présidente	: CORNELOUP Sicca
Secrétaire	: TIAAHU Edna
Secrétaire adjointe	: TERITUA Lydie
Trésorière	: TANERII Ginette
Trésorier adjoint	: TANERII Stellio
Commissaire aux comptes	: LACHAUX Wilda
Assesseurs	: TANERII Marius TANERII Marina TANERII Catherine

ASSOCIATION PIRAE-UTA NUI, SOLIDARITE ACTION JEUNES

(Récépissé n° 9871 DRCL du 2 octobre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION PIRAE-UTA NUI, SOLIDARITE ACTION JEUNES, fondée le 21 septembre 2006, a pour objet :

- de combattre la délinquance et l'oisiveté et de mettre en place la prévention au niveau de la jeunesse ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités et les animations dans le quartier ou la commune ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres ;
- de protéger l'environnement dans le secteur ;
- de lutter contre la pollution ;
- de développer, collaborer et participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal, corporatif et sportif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'apporter de l'aide en faveur des personnes nécessiteuses.

Elle a son siège à Pirae-Uta.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TERE Maono
Vice-président	: MAIROTO Tehina
Secrétaire	: TAPUTU Morinne
Secrétaire adjointe	: TEIHOTAATA Manuia
Trésorière	: OHU Marie
Trésorière adjointe	: TEIHOTAATA Emélie

ASSOCIATION FAMILIALE MANUHERE

(Récépissé n° 9783 DRCL du 19 septembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 15 août 2006, entre les adhérents aux présents statuts, l'ASSOCIATION MANUHERE régie par la loi du 1er juillet 1901, par le décret du 16 août 1901 et par les présents statuts.

Cette association familiale a pour but :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de recueillir tous les documents concernant le domaine foncier de la famille dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie, etc.) ;
- d'aider ses membres adhérents en cas de besoin ;
- d'organiser des ventes de plats ou autres destinées à récolter des fonds nécessaires pour la réalisation des projets et les affaires administratives de l'association familiale ;

- de programmer des voyages à l'extérieur de l'île natale, à la découverte d'autres pays ;
- d'acquérir tout matériel destiné à l'association.

Le siège social est fixé à Paea, PK 23,800, côté montagne, servitude Robson, chez la présidente Mme Hélène Robson.

L'association est constituée pour une durée illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ROBSON Hélène
Secrétaire	: JANEL Hélène
Trésorière	: MAU Claudie

ASSOCIATION THULA BABA

(Récépissé n° 9872 DRCL du 2 octobre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 14 septembre 2006, entre les adhérents aux présents statuts, l'ASSOCIATION THULA BABA régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

L'association Thula Baba est un groupe vocal mixte qui a pour objet de diffuser le chant choral dans et hors du territoire par tous les moyens que choisira l'association (concerts, stages, etc.).

Son siège social est situé chez M. Campan, 101, rue des Poilus-Tahitiens.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: CAMPAN Claudine
Vice-président	: PICHARD Bernard
Secrétaire	: CAMPAN François
Trésorier	: LAURENT Thierry

ASSOCIATION ARII-NUI

(Récépissé n° 170 SAISLV du 18 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION ARII-NUI, fondée le 1er septembre 2006, a pour objet d'organiser et de favoriser la pratique de la danse, de produire des spectacles dans les hôtels, de partir en voyage, d'aider la jeunesse, d'éviter l'exclusion, de participer à l'environnement, de la commune et la pratique de tous sports terrestres et maritimes, d'exercices physiques, pour le loisir et par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts.

La participation à toutes activités artisanales, artistiques, culturelles et sportives organisées par les fédérations reconnues du territoire et hors territoire.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que la danse (éducation populaire, éducation artistique, organisation de voyages, environnement, etc.) décidés par le comité directeur.

Son siège social est fixé à Vaitape, Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MAIMARO Lionel
Vice-présidente	: VONG Moere
Secrétaire	: BOULEAU Tamatoa
Secrétaire adjointe	: TEIHOTAATA Peggy
Trésorière	: TETUANUI Hinarapa
Trésorier adjoint	: TIU Hardy
Commissaires aux comptes	: MOU-SING Clémentine TEROROTUA Eric

ASSOCIATION TAMA ORA NO RAROMATAI
(Récépissé n° 171 SAISLV du 18 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TAMA ORA NO RAROMATAI, fondée le 23 août 2006 à Uturoa, a pour but :

- de faciliter l'insertion des enfants et des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités d'animation dans les quartiers ou la commune ;
- d'organiser les sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres ;
- d'organiser des rencontres éducatives, loisirs, ludiques, sportives et culturelles, des déplacements, des formations, des manifestations associatives.

Elle a son siège à Uturoa, Haamiti, centre-ville.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: FAATAHE Juliana
Vice-président	: TCHONG FONG Rudolph
Secrétaire	: TUAHIVA Sabrina
Secrétaire adjointe	: DECORET Isabelle
Trésorière	: LAO Diana
Trésorier adjoint	: TARATI Gilbert

ASSOCIATION SPORTIVE PUNAAUIA KICK BOXING
(Récépissé n° 9715 DRCL du 11 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE PUNAAUIA KICK BOXING, fondée le 26 août 2006, a pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes aux moyens d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités et les animations dans le quartier ou la commune ;
- d'organiser des sorties et des manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres ;
- d'organiser et de favoriser la pratique des sports de combat et des exercices physiques pour tous les jeunes et les adultes du territoire acceptant les présents statuts ;
- de vouloir également promouvoir l'excellence dans la pratique des arts martiaux ;

- d'étendre son action dans les domaines autres que sportifs, l'éducation populaire et artistique, décidés par le comité directeur ;
- de servir de relais entre les différents organismes du territoire, des autorités de la commune et de l'Etat ;
- de s'interdire toute discussion à caractère politique et religieux.

Son siège social est fixé à Punaauia, PK 11,800, côté montagne, au sein de la servitude Pugibet, chez M. Antoine Rua. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur qui sera ratifiée par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RUA Antoine
Vice-président	: APPRIOU Dominique
Secrétaire	: MAUFENE Charles
Secrétaire adjointe	: APPRIOU Maruia
Trésorière	: APPRIOU Heilanie
Trésorier	: APPRIOU Faimano

ASSOCIATION KURAE NO KEN
(Récépissé n° 9858 DRCL du 28 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'association KURAE NO KEN, fondée le 19 septembre 2006 entre les soussignés et tout autre personne adhérant aux présents statuts, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

Elle a pour objet de promouvoir le Kurae No Ken, art fondé par MM. Thierry BORDIER et François GENTET :

- par le biais d'un site internet ;
- par la pratique et la formation au travers de cours collectifs ou particuliers ;
- par la vente de produits traitant de l'art Kurae No Ken.

Son siège social est fixé à Papara, PK 38, côté montagne.

Sa durée est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PHONG Hong-Qou
Secrétaire-trésorier	: LAMY Roger

ASSOCIATION TE ORA MAU - ATOM
(Récépissé n° 9803 DRCL du 22 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE ORA MAU - ATOM, fondée le 6 août 2006 entre les personnes physiques et morales adhérant aux présents statuts, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet des campagnes d'informations pour un mode de vie qui améliore, préserve la santé et contribue à l'épanouissement de l'homme, de souligner la valeur et le sens de la vie, susciter la réflexion et inciter à une attitude éco-citoyenne, promouvoir une culture de solidarité et de paix en Polynésie française. Les caractéristiques sont la solidarité, le renversement des barrières sociales, la promotion de la justice, l'ouverture aux autres et à diverses réalités, la conscience de notre environnement et des enjeux, la liberté, l'amour et la quête de sens à la vie.

Elle a aussi pour objet principal de souligner les valeurs de la vie de notre culture polynésienne à la lumière des Ecritures saintes.

Son siège social est fixé à Punaauia, PK 16,800, côté montagne, servitude Bennett 2.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: GUILLEMET Maeana
Secrétaire	: RAAPOTO Vahineiti
Trésorière	: LENOIR Mihinoa

ASSEMBLEE CHRETIENNE PAROLE VIVANTE

(Récépissé n° 9811 DRCL du 25 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSEMBLEE CHRETIENNE PAROLE VIVANTE, fonde le 16 septembre 2006, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet :

- la célébration publique du culte évangélique ;
- la diffusion et la propagation sous toutes formes de l'Evangile, des doctrines, des règles et des enseignements contenus dans la bible ;
- l'organisation de réunions et de toute manifestation permettant de faire connaître les enseignements de la bible ;
- la formation chrétienne ;
- l'entraide et la bienfaisance ;
- le soutien à d'autres œuvres ou missions chrétiennes en Polynésie française et à l'étranger ;
- d'assurer la construction ou l'aménagement de lieux de culte, de foyer de jeunesse, de classes d'instruction biblique d'enfants ou de jeunes ;
- de pourvoir aux frais et dépenses nécessaires à l'exécution des objets énumérés ci-dessus.

Son siège social est fixé à Papeari.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: POROI Vetearii
Vice-présidents	: AH-MIN Mario POROI Jean-Pierre
Secrétaire	: BENETEAU Enrico
Secrétaire adjointe	: FERRAND Mariette
Trésorière	: AH-MIN Sabrina
Trésorier adjoint	: LOT Jean

TARAVANA PAINTBALL ASSOCIATION

(Récépissé n° 9760 DRCL du 18 septembre 2006)

Extraits de statuts

La TARAVANA PAINTBALL ASSOCIATION, fondée le 28 juillet 2006, a pour buts :

- de développer la pratique de l'éducation physique et des sports et, plus particulièrement, de développer et de favoriser par tous les moyens appropriés, sur le plan

sportif et accessoirement artistique et scientifique, la pratique, l'enseignement et la promotion du jeu dénommé "paintball" ;

- de faire connaître et reconnaître le paintball comme un sport de loisirs et/ou de compétition ;
- de s'occuper de la jeunesse de Polynésie française en lui faisant connaître un nouveau sport ;
- de se battre par le biais de ses activités futures contre la drogue ;
- de donner une formation aux membres désirant :
 - l'arbitrage ;
 - le domaine technique (remplissage des bonbonnes) ;
- de créer une équipe officielle (qui pourra participer aux tournois nationaux et internationaux) ;
- de favoriser les échanges entre les équipes locales, nationales et internationales (cela entraînant une certaine promotion du fenua ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Auae, Faaa, PK 2,400, côté mer, quartier Raoulx.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: NOU Heifano
Secrétaire	: TAHUTINI Titaua
Trésorière	: TAURAA Vanina
Trésorière adjointe	: TETUANUI Poerava

ASSOCIATION SYNDICALE DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE TAAONE PLAGE

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SYNDICALE DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE TAAONE PLAGE, fondée le 4 septembre 2006, est soumise à la loi du 21 juin 1865 modifiée ainsi que par le décret du 18 décembre 1927.

Elle a pour but la gestion des affaires courantes de la résidence, ainsi que la réalisation et l'entretien des travaux nécessaires au bon fonctionnement de celle-ci.

Son siège social est fixé à la résidence Taaone Plage, local n° 5 au rez-de-chaussée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LACHIVER Laurent
Vice-présidente	: YU Marie
Secrétaire	: SALMON Sandrine
Trésorier	: SALMON André
Membre honoraire	: HUGUET Elma

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE TU'ORO TAMARII DE APATAKI (Récépissé n° 152 TG du 22 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE TU'ORO TAMARII DE APATAKI, fondée le 24 août 2006 à Apataki, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet de rassembler les parents d'élèves en partenariat avec les enseignants afin de mettre en place des projets pour les besoins de l'école maternelle et élémentaire de Apataki.

Son siège social est fixé à Niutahi, Apataki, commune de Arutua, Tuamotu, Polynésie française.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAPU Heifara
Vice-présidente	: KAIHA Elisa
Secrétaire	: TURIHONO Lafie
Secrétaire adjointe	: BELLAIS Adèle
Trésorière	: TAHUA Mahina
Trésorière adjointe	: TAHUA Paata
Assesseurs	: TEPEHU Pascal HATANI Hapai PUA Tania NANUAITERAI Hapue

ASSOCIATION JOB@TTITUDE

(Récépissé n° 9815 DRCL du 25 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'association JOB@TTITUDE, fondée le 13 septembre 2006, a pour but de :

- mettre en place des concepts radiodiffusés et télévisés de prévention et de culture générale afin d'ouvrir un accès à divers emplois pour les jeunes ;
- élaborer des systèmes de promotion à la prise de responsabilité des jeunes de notre région ;
- apprendre aux jeunes à coordonner et collaborer lors de la conception d'un projet ;
- favoriser l'esprit d'entreprise chez les jeunes ;
- offrir et renforcer la formation pratique par les conseils des personnes d'expériences, afin de faciliter l'entrée sur le marché du travail ;
- aider à la formation continue des jeunes, à l'expression et à la communication ;
- faire participer les jeunes à la prise de décision ;
- les aider à acquérir des compétences et obtenir un emploi ;
- valider les atouts de la formation professionnelle ;
- valoriser le travail des stagiaires en les indemnisant lors de leur formation professionnelle ;
- leur apprendre la gestion d'un capital et la prise en charge individuelle ;
- leur faire prendre conscience de leurs capacités individuelles et de leur rôle à jouer en société ;
- favoriser la prise de conscience par les jeunes et la pratique d'un mode de vie sain ;
- faire la promotion d'une communication ouverte par le biais des sites internet, des programmes d'échanges et autres initiatives.

Son siège social est fixé à la Station Radio Polynésie d'outre-mer, studio radio, route de Pamatai, Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEFAATAU Marie-Eve
Vice-président	: NDZENGUE Marcelin
Secrétaire	: PEREYRE Vaitiare

ASSOCIATION ARTISANALE TAAPUNA

(Récépissé n° 66 AUST du 7 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'association artisanale TAAPUNA, fondée le 23 août 2006 entre les adhérents aux présents statuts, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun des matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Raivavae, Rairua (îles Australes).

Sa durée est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: FLORES Haipunarau
Secrétaire	: FLORES Louis
Trésorière	: MAUAHITI Laïna

COMITE MISS MOOREA

(Récépissé n° 9852 DRCL du 27 septembre 2006)

Extraits de statuts

Le COMITE MISS MOOREA, fondé le 18 septembre 2006 entre les adhérents aux présents statuts, est régi par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Il a pour objet de :

- perpétuer le mythe de la vahine ;
- promouvoir l'île de Moorea en Polynésie et dans le reste du monde ;
- organiser les élections de miss, dont Miss Moorea, Miss Heiva et les différentes dauphines ;
- regrouper les personnes pouvant s'investir pour le bien de nos jeunes filles ;
- faire partager le savoir, les connaissances et l'expérience de ses membres ;
- solidariser les membres du comité autour d'un projet, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens d'amitié, l'esprit d'entraide et de camaraderie entre les membres du présent comité.

Son siège social est fixé à la mairie-annexe de Paopao, commune de Moorea-Maiao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: UTIA Tauraa
Vice-présidente	: UTIA Sophie
Secrétaire	: UTIA Joséphine
Trésorier	: ISAIA Stello

**AMICALE DES PARENTS D'ELEVES
DU CNED DE MANGAREVA**

(Récépissé n° 151 TG du 22 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'AMICALE DES PARENTS D'ELEVES DU CNED DE MANGAREVA, fondée le 14 avril 2006 entre les adhérents aux présents statuts, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet :

- d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves du CNED ;
- de financer l'acquisition des matériel et accessoires pédagogiques ;
- de financer les prestataires de services ;
- d'organiser des manifestations culturelles, sportives et pédagogiques.

Son siège social est fixé à Mangareva, chez la présidente Mme Marie Teissier.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEISSIER Marie
Vice-président	: LEHARTEL Patrick
Secrétaire	: LABBEYI José
Trésorier	: TCHANG Pierre
Trésorière adjointe	: TAEREA Sylvie

**ASSOCIATION FAMILIALE DE TAUAROA TEIVA
EPOUX DE SANDFORD EMMA TEURAIARUA**

(Récépissé n° 9804 DRCL du 22 septembre 2006)

Extraits de statuts

L'association familiale de TAUAROA TEIVA époux de SANDFORD EMMA TEURAIARUA, fondée le 19 août 2006 entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association des descendants et héritiers des familles Teihotua a Vahineravai, Tauaroa, Tahuri a Raurahi, Puaita a Faehau et Sandford a pour but et objectifs :

- de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les descendants et héritiers, de resserrer les liens familiaux entre eux ;
- d'établir l'identité familiale et juridique de tous par l'établissement d'une généalogie (évolution successorale) ;
- d'organiser des rencontres entre tous afin de mieux se connaître ;
- de défendre les biens meubles et le patrimoine de tous les membres de l'association par la saisie des juridictions judiciaires compétentes ;
- de recueillir tous les actes et documents par des recherches dans les services administratifs (tribunal, greffe, état civil, cadastre, service des domaines, archives) et autres services compétents ;
- de partager les biens ;
- de réaliser en définitive toutes actions relatives à l'association et à tous ses membres.

Son siège social est fixé à Arue, PK 5,100, côté montagne, quartier Sandford.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TAUAROA Teiva
Président	: TAUAROA Noël
Vice-présidents	: TAUAROA Tunui TAUAROA Alfred (père)
Secrétaire	: TAUAROA Moea
Secrétaire adjointe	: TAUAROA Sophia
Trésorier	: TAUAROA Alfred (fils)
Trésorier adjoint	: AUKARA Joachim
Commissaires aux comptes	: TAUAROA Moana TAUROA Laina
Assesseurs	: TAUAROA Teamaru TAUAROA Vaïana

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 77

Premier tirage du mercredi 27 septembre 2006 :

5 8 9 23 26 33

Numéro complémentaire : **3**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	103 401 909
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	8	1 354 451
5 bons numéros.....	437	86 420
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 700	3 602
4 bons numéros.....	24 131	1 801
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	43 625	380
3 bons numéros.....	414 750	190

Deuxième tirage du mercredi 27 septembre 2006 :

4 25 31 34 36 46

Numéro complémentaire : **22**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	238 977 207
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	5	2 141 682
5 bons numéros.....	291	127 840
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	727	5 990
4 bons numéros.....	15 180	2 995
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	21 945	596
3 bons numéros.....	286 547	298

Joker + : 6 873 826

LOTO NATIONAL N° 78

Premier tirage du samedi 30 septembre 2006 :

2 8 33 35 44 49

Numéro complémentaire : **13**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	103 767 661
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	8	1 359 295
5 bons numéros.....	261	142 505
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 084	5 488
4 bons numéros.....	16 029	2 744
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	30 359	548
3 bons numéros.....	294 726	274

Deuxième tirage du samedi 30 septembre 2006 :

5 17 24 30 35 44

Numéro complémentaire : **14**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	223 740 095
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	6	1 806 766
5 bons numéros.....	331	113 329
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	793	5 298
4 bons numéros.....	17 303	2 649
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	23 118	548
3 bons numéros.....	320 238	274

Joker + : 2 792 229

AVIS RELATIF AU DEUXIEME TIRAGE DU LOTO N° 81 DU MERCREDI 11 OCTOBRE 2006

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du Loto n° 81 du mercredi 11 octobre 2006 un gain total minimal de 477 326 968 F CFP appelé Super cagnotte, net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal sur le fonds de report et de réserve, en application de l'article 9 du règlement Loto et Super Loto.

Fait à Paris, le 22 septembre 2006.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,*
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

*Le président
de La Pacifique des Jeux,*
Roland de VILLEPIN.

KENO

Lundi 25 septembre 2006

1er tirage

Jackpot : 7 22 75 16 — Joker + : 4 867 632

13	14	21	23	27	35	36	37	38	39
42	50	51	53	55	56	57	61	63	70

2e tirage

Jackpot : 5 20 01 15 — Joker + : 6 907 244

4	5	6	13	16	19	22	27	31	38
43	47	49	52	55	59	60	64	65	70

Mardi 26 septembre 2006

1er tirage

Jackpot : 0 92 71 81 — Joker + : 5 705 472

7	9	13	14	15	16	19	21	22	33
36	51	52	54	55	59	62	65	67	68

2e tirage

Jackpot : 1 76 06 85 — Joker + : 7 295 873

1	2	3	9	10	15	16	17	20	27
29	32	33	36	40	43	44	50	60	67

Mercredi 27 septembre 2006

1er tirage

Jackpot : 3 10 66 04 — Joker + : 6 140 941

7	9	18	20	21	24	25	27	32	36
37	41	46	49	53	57	59	62	66	70

2e tirage

Jackpot : 1 99 41 08 — Joker + : 6 873 826

3	10	11	17	18	19	23	27	29	33
34	40	43	45	48	50	57	59	65	66

Jeudi 28 septembre 2006

1er tirage

Jackpot : 8 20 30 61 — Joker + : 6 375 067

1	2	7	8	9	11	13	15	17	23
30	31	43	45	48	64	65	67	69	70

2e tirage

Jackpot : 3 90 59 46 — Joker + : 6 210 343

1	2	5	6	8	9	10	11	12	19
26	27	28	32	33	35	39	41	48	54

Vendredi 29 septembre 2006

1er tirage

Jackpot : 5 73 30 20 — Joker + : 2 482 477

1	6	12	17	22	26	28	30	34	35
39	40	44	47	50	51	62	66	67	69

2e tirage

Jackpot : 5 82 81 95 — Joker + : 2 247 500

2	4	5	7	8	9	10	11	17	18
19	21	26	35	40	42	43	45	49	55

Samedi 30 septembre 2006

1er tirage

Jackpot : 0 54 11 40 — Joker + : 2 420 828

10	12	14	16	21	31	33	37	39	46
47	51	52	54	55	56	59	61	64	68

2e tirage

Jackpot : 3 42 03 62 — Joker + : 2 792 229

3	6	7	17	21	26	31	34	35	37
38	39	40	44	45	53	54	60	63	70

Dimanche 1er octobre 2006

1er tirage

Jackpot : 3 95 86 60 — Joker + : 9 440 084

2	4	9	12	19	21	23	24	28	30
33	39	43	51	52	55	60	66	69	70

2e tirage

Jackpot : 0 44 32 65 — Joker + : 8 242 658

4	7	13	16	21	23	25	26	29	34
36	45	49	51	53	60	62	64	69	70

EURO MILLIONS

Vendredi 29 septembre 2006 - N° 39

1 3 6 18 24



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	4	12	29 835 608
5		12	29	3 503 520
4 +	☆ ☆	41	192	377 983
4 +	☆	680	2 460	19 665
4		1 315	4 121	8 210
3 +	☆ ☆	1 933	7 185	6 730
3 +	☆	24 813	91 706	2 684
2 +	☆ ☆	23 169	91 352	2 326
3		42 294	147 796	1 527
1 +	☆ ☆	112 340	461 131	1 050
2 +	☆	308 684	1 168 200	990

Joker + : 2 247 500